

## **Les stratégies russes et iraniennes visant à contrer l'influence américaine au sein du conflit syrien incarnent-elles une alliance stratégique anti-hégémonique ?**

**Auteur** : Deltour, Amaury

**Promoteur(s)** : Santander, Sébastien

**Faculté** : Faculté de Droit, de Science Politique et de Criminologie

**Diplôme** : Master en sciences politiques, orientation générale, à finalité spécialisée en relations internationales

**Année académique** : 2016-2017

**URI/URL** : <http://hdl.handle.net/2268.2/3493>

---

### *Avertissement à l'attention des usagers :*

*Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative" (BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.*

*Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.*

---

DÉPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE

**« Les stratégies russes et iraniennes visant à contrer l'influence américaine  
au sein du conflit syrien incarnent-elles une alliance stratégique anti-  
hégémonique ? »**

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de Master en sciences politiques, orientation générale à finalité spécialisée en relations internationales.



M. Sebastian SANTANDER, *Promoteur*

M. Kamal BAYRAMZADEH, *lecteur*

M. André DUMOULIN, *lecteur*

Amaury DELTOUR

Année académique 2016-2017



*En préambule de ce travail, j'aimerais tout d'abord remercier l'ensemble des personnes qui m'ont apporté leur aide dans la réalisation de ce mémoire.*

*Merci à Monsieur Bayramzadeh pour ses conseils avisés et son expertise sur les problématiques liées au Moyen-Orient.*

*Merci à Monsieur Santander pour ses conseils judicieux et indispensables, dispensés dans le cadre du travail dirigé en science politique et du présent mémoire.*

*Merci à Antoine Delens pour son amitié, son soutien et l'intérêt qu'il a porté à ce travail.*

*Merci aux membres de ma famille pour l'attention portée à ce travail et pour leur soutien durant mes trois années passées à la Faculté de Droit, de Science Politique et de Criminologie et durant l'ensemble de mes études.*



## **Liste des abréviations et des acronymes**

<b>Acronymes</b>	<b>Termes correspondants</b>
ASL	Armée Syrienne Libre
BRICS	Brazil-Russia-India-China-South africa
CCG	Conseil de Coopération du Golfe
CSNU	Conseil de Sécurité des Nations Unies
DUDH	Déclaration Universelle des Droits de l'Homme
EI	État Islamique
GAS	Groupe d'Action pour la Syrie
MISNUS	Mission de Supervision des Nations Unies en Syrie
OCS	Organisation de Coopération de Shanghai
ONU	Organisation des Nations Unies
OPEP	Organisation des Pays Producteurs de Pétrole
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
R2P	Responsabilité de protéger
RIC	Russie-Inde-Chine
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques

# Table des Matières

1. Introduction .....	1
2. Méthodologie.....	3
3. Cadre théorique .....	4
3.1. Théories (néo-)réalistes .....	4
3.2. Perspectives constructivistes .....	5
3.3. Hégémonie et distribution du pouvoir global .....	6
3.4. Souveraineté .....	10
3.5. Ingérences.....	11
3.6. Alliance stratégique .....	13
4. Les doctrines de politique étrangère russes et iraniennes .....	15
4.1. L'Iran : sa politique de voisinage, son héritage khomeyniste et ses ambitions internationales ..	15
4.2. La Russie, un État pragmatique.....	17
4.3. Des préoccupations communes : le sécessionnisme et la stabilité régionale .....	18
4.3.1. Une vulnérabilité commune au sécessionnisme .....	18
4.3.2. La volonté commune de l'Iran et de la Russie pour la stabilité régionale .....	20
4.3.3. L'Organisation de Coopération de Shanghai, incarnation de cette volonté pour la stabilité régionale .....	21
5. Partie empirique : le conflit syrien .....	27
5.1. La confrontation régionale Iran-Arabie Saoudite .....	30
5.1.1. La relation États-Unis – Arabie Saoudite : des alliés économiques .....	30
5.1.2. L'antagonisme irano-saoudien : un héritage du khomeynisme, une semi-périphérie à abattre, un leadership régional en jeu .....	31
5.1.3. L'administration Trump et le prince Mohammed Ben Salman, acteurs du changement.....	36
5.2. Le « Front de résistance » : Iran, Syrie, <i>Hezbollah</i> , Irak.....	38
5.2.1. Des discours décrédibilisants à la base d'un comportement Étatique réaliste et des perceptions régionales croisées sur fond de conflit israélo-palestinien.....	38
5.2.2. Le « Front de résistance », les États-Unis et leurs alliés sur la scène syrienne : la profondeur stratégique iranienne et les vestiges de l'influence américaine au Moyen-Orient en jeu .....	41

5.3. Conclusion intermédiaire .....	42
5.4. Les négociations internationales (Genève, Astana) et le rôle des iraniens et des russes au niveau multilatéral.....	43
5.4.1. Les négociations de Genève : l'échec d'une tentative « libérale » américaine .....	43
5.4.2. Les négociations d'Astana : la consécration d'un réalisme classique revisité par Téhéran et Moscou .....	45
5.5. Les États-Unis confrontés au retour de la superpuissance russe et à la confrontation bilatérale iranienne .....	47
5.6. Le conflit syrien, une proxy war généralisée entre partisans du multipolarisme et partisans de l'unipolarisme ? La vision de l'OCS .....	52
5.6.1. La Syrie, préoccupation grandissante d'une organisation devenue transrégionale .....	52
5.6.2. La position chinoise sur le conflit syrien en tant que leader de l'OCS : une application de principes communs avec la Russie et l'Iran .....	55
6. Conclusion.....	59
Bibliographie .....	61
Documents officiels.....	61
Ouvrages et chapitres d'ouvrages de référence .....	61
Articles scientifiques .....	62
Articles de presse.....	64
Sites Internet.....	66
Thèses, mémoires et autres travaux académiques .....	66
Autres documents .....	66



# 1. Introduction

Tous les ans, le Levada Center<sup>1</sup> réalise un sondage sur le sentiment de la population russe à propos des États-Unis. Depuis 1988 et le lancement de ce sondage annuel, on a atteint en 2015 un record au niveau de la perception négative des États-Unis par les citoyens russes : 81 % d'entre eux en ont une image négative tandis que seulement 13 % d'entre eux en ont une image positive. Les 6 derniers % représentent évidemment les indécis et les « sans-avis »<sup>2</sup>. En Iran, la rhétorique « *death to America* » n'est plus aussi populaire qu'elle ne l'était au début de la révolution ou lors de la présidence d'Ahmadinejad. Néanmoins, M. Faraji, un citoyen iranien âgé de 34 ans, relativise cette tendance : « *Stop saying death to America make amends with the world and foreign investors and jobs will come... But let's be realistic : that will not happen.* »<sup>3</sup>. Les États-Unis n'ont pas vraiment la cote dans ces deux États du monde. Si ceux-ci entretiennent un lourd passé de relations antagoniques avec Washington, on peut également trouver des motifs de discorde bien plus récents. Parmi eux, on peut citer les « Printemps Arabes » qui ont frappé toute une série d'États au Moyen-Orient et dont les États-Unis ont été soupçonnés d'être les instigateurs.

C'est en Syrie que ces soulèvements ont été les plus violents, plusieurs facteurs favorisant l'avènement d'un conflit très vite devenu régionalisé puis globalisé et frappant depuis maintenant plus de six ans le « pays du Levant ». L'Iran et la Russie se sont montrés très actifs sur le terrain et si ce conflit n'est aujourd'hui pas encore terminé, ils ont su se montrer très efficaces en s'opposant aux desseins américains pour le futur de ce pays. La Russie s'oppose également aux Américains en Ukraine ou dans le Caucase tandis que l'Iran se confronte à Washington en menaçant régulièrement Israël ou en se rapprochant de la détention d'armes nucléaire<sup>4</sup>. La Syrie n'est donc pas une fin en soi dans la lutte anti-hégémonique et antiaméricaine menée par Moscou et Téhéran. C'est davantage une bataille, une étape parmi d'autres dans cette lutte.

Néanmoins, la guerre d'influence qui se déroule en Syrie est on ne peut plus intéressante dans la mesure où elle pourrait bien marquer le début d'une nouvelle ère, celle de l'avènement des pays et puissances émergentes au détriment de l'hégémon américain. L'Iran et la Russie font partie de ces États qui *challengent* les États-Unis et, après quelques considérations méthodologiques, la première partie de ce travail tentera de se pencher sur les concepts théoriques de relations internationales qui

---

<sup>1</sup> Organisme russe indépendant actif dans les recherches sociologiques et les sondages.

<sup>2</sup> Michael Birnbaum, « Russia's anti-American fever goes beyond the Soviet era's », *The Washington Post*, 8 mars 2015, sect. Europe.

<sup>3</sup> Thomas Erdbrink, « Iranian Voter's Plea: Stop Saying "Death to America" », *The New York Times*, 15 mai 2017, sect. Middle East.

<sup>4</sup> Rappelons à cet effet que si l'accord de Vienne de a été signé, rien n'assure aux Américains que l'Iran ne tentera pas d'obtenir l'arme nucléaire via un programme nucléaire clandestin.

sont défendus par ces deux pays contre le géant américain. Certaines théories de relations internationales y sont abordées, des concepts complémentaires y sont décortiqués. Une seconde partie tentera de contextualiser davantage certains éléments, mobilisant déjà brièvement ces théories et concepts théoriques et illustrant la position anti-américaine et anti-hégémonique tant du côté de l'Iran que du côté russe dans des dossiers variés.

La troisième partie de ce travail analysera comment l'Iran et la Russie procèdent respectivement pour se positionner à l'encontre des États-Unis dans la crise syrienne. Au travers de nombreux actes, discours et positions tenues, l'Iran et la Russie tentent de faire fuir les États-Unis du Moyen-Orient afin de prendre l'influence qu'aura laissé le géant américain derrière lui. Si les méthodes et stratégies employées vont parfois diverger entre les deux États, elles vont aussi souvent se rapprocher, donnant l'impression qu'un bloc est en train de se former en Syrie contre Washington.

En conclusion de ce travail, nous serons ainsi capables de répondre à notre question de recherche : « *Les stratégies russes et iraniennes visant à contrer l'influence américaine au sein du conflit syrien incarnent-elles une alliance stratégique anti-hégémonique ?* »

## **2. Méthodologie**

La construction de ce travail s'est réalisée principalement via des données scientifiques qui concernent la problématique du conflit syrien ou les concepts théoriques utilisés. La première partie du travail, le cadre théorique, qui rassemble les théories réalistes et constructivistes des relations internationales est indispensable à la bonne lecture des éléments présentés lors des seconde et troisième parties de ce travail, c'est à dire la contextualisation et la partie empirique. Il en va de même pour l'ensemble des autres concepts abordés et expliqués dans ce cadre théorique. Les choix théoriques résultent d'une importante recherche documentaire entamée bien avant le commencement de la rédaction de ce travail. Les concepts et autres théories ont été prélevés dans des sources écrites par des académiques ou des scientifiques et révisées par leurs pairs. Il s'agit principalement d'ouvrages de référence ainsi que d'articles de revues scientifiques et, dans une moindre mesure, de documents officiels. La deuxième partie aborde des dossiers variés où la Russie et l'Iran se comportent selon une ligne directrice concordant avec les éléments théoriques présentés. Elle trouve son sens afin de prouver l'applicabilité de ces éléments théoriques à la politique étrangère iranienne et russe, à travers des faits actuels et historiques.

Les données théoriques sont évidemment la base mobilisée dans la troisième partie de ce travail, une étude empirique concernant le conflit syrien et les stratégies anti-hégémoniques iraniennes et russes au sein de ce conflit. Dans cette optique, les discours et les actes des deux États sont analysés et comparés suite à une recherche à travers des articles de presse, mais aussi des ouvrages et articles scientifiques abordant le conflit syrien. Ces dernières sources constituent la base de la comparaison des stratégies iraniennes et russes dans la crise syrienne. En regard au caractère toujours actuel de ce conflit, d'une durée longue de six années déjà, il convenait d'analyser des articles de presse et autres rapports afin d'être sûr d'être au fait avec les éléments les plus récents de ce conflit syrien.

Sur le plan de la division des parties de ce travail, plusieurs critères ont été retenus pour effectuer une comparaison des stratégies iraniennes et russes. Les critères de celle-ci ont été sélectionnés selon une dichotomie des niveaux de pouvoir où l'Iran et la Russie usent de leur influence. Ces niveaux de pouvoir peuvent être divisés d'une première manière en scindant l'action bilatérale et multilatérale en politique étrangère. Une seconde division peut être réalisée via la provenance géographique des acteurs rencontrés par les Iraniens et les Russes sur le conflit syrien. Celui-ci est à la fois régional et global au vu de la multitude d'acteurs présents dans celui-ci. Avec cette double subdivision, nous obtenons quatre critères différents, auquel un cinquième est rajouté au motif qu'il ne rentre pas dans cette subdivision mais est de plus en plus essentiel dans les relations internationales : le niveau transrégional.

### **3. Cadre théorique**

La définition du cadre théorique de ce travail s'articule autour des théories réalistes tout en insérant des perspectives d'origine constructiviste, notamment dans la perception du comportement iranien sur la scène internationale. Cette partie tentera également de définir les thèmes et concepts principaux qui seront abordés dans l'ensemble du travail, comme l'hégémonie, la souveraineté, l'ingérence ou encore l'alliance stratégique.

#### **3.1. Théories (néo-)réalistes**

Hans Morgenthau est le premier représentant du réalisme moderne, qui s'inspire d'auteurs classiques comme Thucydide, Nicolas Machiavel et Thomas Hobbes. Par essence, l'approche réaliste est statocentrale, reléguant les acteurs non-Étatiques (acteurs transnationaux, infrarégionaux ou la société civile) à un rôle mineur. Selon Morgenthau, le système international ne prend en compte que les intérêts des plus puissants. Aussi, les intérêts nationaux seraient au centre des rapports de force et liés à la recherche de puissance<sup>5</sup>. Il perçoit les États comme prêts à recourir à la force pour des objectifs de puissance et d'intérêt national<sup>6</sup>. La puissance et le pouvoir se baseraient eux sur trois critères distincts : le territoire (protection des frontières), la population et les ressources (économiques, militaires, naturelles), qui sont des conditions préalables à la puissance. La *balance of power* ou l'équilibre des puissances serait la seule sortie à la menace de la guerre. Mais il ajoute que cela ne peut mener qu'à une paix précaire<sup>7</sup>. Car l'État a deux autres possibilités toutes deux belliqueuses : conquérir ou se laisser conquérir. Pour conserver leur puissance, les États utilisent la dissuasion : ils se dotent d'une capacité militaire importante pour dissuader les autres États de leur faire face<sup>8</sup>. On peut recourir à une instrumentalisation des principes et des valeurs au profit de la puissance ou tenter une stratégie afin de diviser ses ennemis. Le discours ne serait ainsi qu'un « paravent qui dissimule les intérêts des grandes puissances »<sup>9</sup>.

---

<sup>5</sup> Dario Battistella, *Théories des relations internationales*, 5e édition mise à jour (Paris: Sciences PoLes Presses, 2015), 129-30.

<sup>6</sup> Ibid., 131.

<sup>7</sup> Ibid., 124.

<sup>8</sup> Mario Telò, *Relations internationales: une perspective européenne*, 3. éd. revue et augm, Collection Etudes européennes (Bruxelles (B): Éditions de l'Université de Bruxelles, 2013), 48.

<sup>9</sup> Ibid., 52.

## **3.2. Perspectives constructivistes**

Les approches constructivistes sont davantage un vaste mouvement culturel plutôt qu'une théorie de relations internationales à part entière. Elles sont apparues durant les années 80 et 90 lorsque les théories réalistes et libérales ont échoué à prévoir des événements comme la chute du Mur de Berlin ou l'effondrement du communisme<sup>10</sup>. Stephen Walt résume bien la différence entre les principales théories de relations internationales et cette nouvelle approche : « alors que le réalisme et le libéralisme tendent à se concentrer sur les facteurs matériels tels que la puissance et le commerce, les constructivistes soulignent l'impact des idées... Les intérêts et les identités sont des produits extrêmement malléables de processus historiques spécifiques, le constructivisme est attiré par les sources de changement et a remplacé le marxisme comme théorie radicale prééminente des relations internationales »<sup>11</sup>. John Searl met en avant la construction sociale des événements et parle de « faits sociaux », « soit des objets sans réalité matérielle mais qui existent parce qu'un ensemble de personnes croient et disent qu'ils existent et agissent en conséquence »<sup>12</sup>. Enfin, Alexander Wendt, la véritable figure de proue du constructivisme en relations internationales, y perçoit une théorie « holiste » et « idéaliste » : « les intérêts et les identités des acteurs sociaux sont construits par les idées et la culture que les acteurs partagent tandis que les structures sociales se constituent par les idées partagées par les agents plutôt que par les rapports matériels existant entre eux »<sup>13</sup>.

Wendt ne rejette pas l'entièreté des postulats réalistes, loin s'en faut. Il propose ainsi lui aussi une analyse statocentrale dans la mesure où l'État sera toujours un intermédiaire entre les acteurs infra et transnationaux et la scène internationale. Ils considèrent donc les critiques à l'encontre du statocentrisme des réalistes comme inutiles<sup>14</sup>. Wendt a pu souligner 4 types d'identité au sein d'un État<sup>15</sup> : l'identité de corps, qui renvoie aux caractéristiques spécifiques de l'État en tant que tel ; l'identité de type, à savoir la nature du régime, son système économique etc... Cette identité est bien souvent alimentée surtout par la vision des autres États, davantage que par l'État concerné lui-même ; l'identité de rôle, soit la position de l'État sur la scène internationale en tant que puissance hégémonique ou État satellite et en tant qu'État partisan du statut quo ou puissance insatisfaite ; enfin, l'identité collective où deux ou plusieurs États parviennent à convenir de caractéristiques et d'une identité commune, les rendant altruistes et plus égoïstes. Wendt y associe ensuite respectivement 4 types d'intérêt nationaux que sont la survie physique, l'autonomie, le bien-être économique et la

<sup>10</sup> Telò, *Relations internationales*, 133.

<sup>11</sup> Stephen Walt, « International Relations. One World, Many Theories. », *Foreign Policy*, n° 110 (Spring 1998): 40.

<sup>12</sup> Battistella, *Théories des relations internationales*, 2015, 317.

<sup>13</sup> Ibid., 326.

<sup>14</sup> Alexander Wendt, *Social theory of international politics*, Cambridge studies in international relations 67 (Cambridge, UK ; New York: Cambridge University Press, 1999), 9.

<sup>15</sup> Battistella, *Théories des relations internationales*, 2015, 330-31.

valorisation collective de soi<sup>16</sup>. C'est dans cette optique qu'il ajoute, à l'instar de tous les autres constructivistes, que « les intérêts présupposent les identités parce qu'un acteur ne peut savoir ce qu'il veut avant de savoir ce qu'il est »<sup>17</sup>. Il poursuit en déclarant que « l'intérêt national serait enchassé dans les normes et valeurs qui façonnent ses identités... Il est constitué par les idées et les croyances internationalement partagées »<sup>18</sup>. Une autre contribution majeure de Wendt réside dans son analyse de l'anarchie internationale. Il en distingue trois types : l'anarchie Hobbesienne, au sein de laquelle les États se considèrent comme des ennemis ; l'anarchie lockéenne, où les États se considèrent en tant que rivaux et enfin l'anarchie kantienne dans laquelle les États se perçoivent en tant qu'amis<sup>19</sup>.

L'anarchie hobbesienne, qui ne reconnaît pas le droit d'existence à l'autre, a prévalu jusqu'à la fin du Moyen-Âge. Depuis, elle ne réapparaît plus que par intermittence et de manière locale, comme au Proche-Orient<sup>20</sup>. L'anarchie lockéenne prévaut depuis 1648 dans le système westphalien, les États s'y perçoivent comme rivaux, sont capables de recourir à la force mais sans renier l'existence des autres, dans une volonté de statut quo. La reconnaissance mutuelle de la souveraineté est très importante. L'anarchie kantienne, où les États se considèrent comme amis, serait petit à petit en train d'émerger aujourd'hui : non-recours à la force, aide mutuelle, communauté pluraliste de sécurité, système de sécurité collective. Elle ne se serait cantonnée qu'à l'aire nord-atlantique mais les défis globaux collectifs, la mondialisation et l'interdépendance croissantes seraient autant de facteurs à même de favoriser sa diffusion au monde entier<sup>21</sup>.

### **3.3. Hégémonie et distribution du pouvoir global**

Pour les réalistes, l'État hégémonique peut être défini comme tel grâce à des éléments matériels, comme la richesse économique, la force militaire ou encore bien d'autres attributs tangibles de la puissance. L'ensemble de ces attributs fait que l'absence de cet acteur hégémonique devient plus coûteuse et moins bénéfique pour les États dominés par celui-ci. Selon d'autres auteurs, la question du leadership est à ce niveau primordiale. Pour Robert Cox, fortement influencé par Antonio Gramsci, l'hégémonie se présente comme non ressentie par ceux qui la subissent<sup>22</sup>. Il s'agit dès lors de rendre la domination suffisamment naturelle et légitime pour que celle-ci soit remise en question le moins possible par les « dominés ». Il va plus loin en déclarant les États-Unis, et d'autres hégémons avant eux dans l'histoire, « capables de proposer un ordre mondial universel dans sa conception, c'est-à-dire

---

<sup>16</sup> Ibid., 329.

<sup>17</sup> Wendt, *Social theory of international politics*, 231.

<sup>18</sup> Dario Battistella, *Théories des relations internationales*, 3. éd. mise à jour et augmentée (Paris: Presses de Sciences Po, 2009), 335-36.

<sup>19</sup> Wendt, *Social theory of international politics*, 258-60.

<sup>20</sup> Battistella, *Théories des relations internationales*, 2009, 339-40.

<sup>21</sup> Ibid., 342-43.

<sup>22</sup> Battistella, *Théories des relations internationales*, 2015, 149.

compatible avec les intérêts des autres États »<sup>23</sup>. Avant lui, le réaliste Gilpin avait travaillé sur le rôle d'hégémon des États-Unis, notamment concernant le maintien d'une économie internationale libérale, symbolisée par les institutions de Bretton Woods. Pour lui, « si les États-Unis ont accepté de payer les coûts supplémentaires du maintien à court terme du système économique et politique international, c'est pour assurer leurs intérêts à long terme »<sup>24</sup>. Kindleberger, lui aussi théoricien d'inspiration réaliste, met en avant le rôle de stabilisateur de l'hégémon concernant l'ordre économique et politique mondial. Il affirme dans sa théorie de « la stabilité hégémonique », que cet ordre économique et politique mondial ne peut survivre en cas de disparition ou même de déclin du seul hégémon<sup>25</sup>.

Ce travail n'a toutefois pas vocation à démontrer une quelconque tentative d'hégémonie de la part de l'Iran ou de la Russie sur un territoire quel qu'il soit. L'objectif de définir le concept d'hégémonie s'inscrit davantage dans le refus de la part de Téhéran et de Moscou de voir un tel phénomène se (re-)produire, notamment au Moyen-Orient. Pour cette raison, nous allons nous intéresser également au concept de multipolarité, qui s'oppose évidemment à l'hégémonie d'un État sur le monde. En reprenant l'analyse de Robert Cox, l'hégémonie permet un recours important à l'unipolarité et aux décisions unilatérales dans la mesure où l'hégémon parvient à faire passer ces décisions comme favorisant les intérêts des autres États. Lorsque la stabilité hégémonique chère à Kindleberger décline, les concurrents de l'hégémon montent en puissance, se mettent à le challenger de plus en plus. A ce titre, on ne peut trouver plus illustratif qu'en effectuant une comparaison entre le comportement de la Russie sur la scène internationale durant les années 90 et la position russe sur cette même scène entre 2005 et aujourd'hui. Durant la première période citée, les États-Unis sont le véritable hégémon du monde et la Russie adopte une attitude de *bandwaggoner* envers Washington tandis que deux décennies plus tard, les États-Unis ont connu un déclin relatif et la Russie effectue son grand retour sur la scène internationale.

De manière générale, Moscou et Téhéran sont en faveur d'un monde multipolaire. La multipolarité s'oppose à l'unipolarité et même à la bipolarité qui régnait en maître durant la guerre froide. Il est intéressant de se pencher sur les portées du terme « polarité ». Ce concept se retrouve au centre des approches réalistes des relations internationales et aborde la question de la redistribution de l'ensemble de la puissance mondiale. Celle-ci est-elle majoritairement absorbée par une seule puissance ou à l'inverse est-elle partagée entre plusieurs « pôles » de puissance à travers le monde ? La polarité est

<sup>23</sup> Robert Cox, « Gramsci, Hegemony and International Relations: an essay in method », in *Gramsci, Historical Materialism and International Relations*, Cambridge University Press (Cambridge, 1993), 61.

<sup>24</sup> Robert Gilpin et Jean M. Gilpin, *The political economy of international relations* (Princeton, N.J: Princeton University Press, 1987), 88.

<sup>25</sup> Battistella, *Théories des relations internationales*, 2009, 438-40.

donc une structuration du système mondial à partir de pôle(s) de puissance<sup>26</sup>, dont le nombre en est la principale variante. La multipolarité se rapproche de la multilatéralité, où la diplomatie et la conclusion d'accords internationaux se déroulent entre plus de deux acteurs. L'incarnation de la multilatéralité est évidemment l'Organisation des Nations Unies, qui au sein de l'ensemble de ses organes, donne de l'importance et du pouvoir décisionnel à tous ses États membres, y compris les plus faibles. La multipolarité peut aussi se manifester, comme c'était le cas au 19<sup>ème</sup> siècle, via une libre concurrence économique et stratégique entre les pôles de puissance<sup>27</sup>. Pour certains auteurs, le monde du 21<sup>ème</sup> siècle est devenu *de facto* multipolaire. Pourtant, sous le double mandat du président américain Clinton, les experts ont parlé de « multilatéralisme dégradé » dans la mesure où le président américain n'hésitait pas à s'affranchir des consignes onusiennes et à pratiquer une politique interventionniste, comme ce fut le cas notamment en Haïti ou encore au Kosovo. G.W. Bush poussera cette tendance à l'extrême dans une volonté de contenir l'émergence de puissances rivales. Richard Perle, un de ses principaux conseillers en relations internationales, se félicitera même à cette époque de « la mort de l'Organisation des Nations Unies<sup>28</sup> »<sup>29</sup>. Cette période, qui court du début des années 90 au milieu des années 2000 symbolise parfaitement l'unilatéralisme américain et est appelée « le moment unipolaire ». Elle succède à la *Pax Americana* (1945-1970) et à l'ère de domination de la « Triade » (États-Unis, UE, Japon – 1970-1990).

Durant les années 90, la Russie est une puissance déchue et en déclin. Après 2005 et les interventions américaines en Irak et en Afghanistan, le pays s'érigera en grand gagnant de la globalisation avec ses compagnons des pays « BRICS »<sup>30</sup><sup>31</sup>. L'émergence de ces acteurs modifie en effet complètement la face du monde et entraîne une multipolarité accrue. Si les pôles économiques et politico-militaires présentent évidemment des caractéristiques différentes, les BRICS ainsi que les puissances traditionnelles n'étant pas des ensembles homogènes, ceux-ci recherchent des zones d'influence régionale plus ou moins institutionnalisées pour asseoir la pérennité de leur puissance<sup>32</sup>. Comme déjà précisé, la Russie et l'Iran se trouvent parfaitement dans cette volonté d'être des leaders régionaux, respectivement dans l'ancien espace (d'influence) soviétique et au Moyen-Orient. La Russie a toutefois une portée plus globale puisqu'elle tente également d'être influente dans d'autres régions du monde, comme au Moyen-Orient par exemple. Elle peut être qualifiée de « pôle mondial de

<sup>26</sup> Sebastian Santander et Mathieu Arès, éd., *L'émergence de nouvelles puissances, vers un système multipolaire: Afrique du sud, Brésil, Chine, Inde, Mexique, Russie* (Paris: Ellipses, 2009), 18-19.

<sup>27</sup> Alexandre Kateb, *Les nouvelles puissances mondiales: pourquoi les BRIC changent le monde* (Paris: Ellipses, 2011), 226.

<sup>28</sup> Elle sera mentionnée et appelée dans la suite de ce travail par son acronyme, ONU.

<sup>29</sup> Santander et Arès, *L'émergence de nouvelles puissances, vers un système multipolaire*, 16-17.

<sup>30</sup> Il s'agit des pays suivants : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.

<sup>31</sup> Ibid., 19-20.

<sup>32</sup> Sebastian Santander, éd., *Puissances émergentes, un défi pour l'Europe?* (Paris: Ellipses, 2012), 11-12.

puissance » et de « puissance (ré-)émergente » tandis que l'Iran n'a qu'un statut de puissance régionale ou de « puissance aspirante »<sup>33</sup>.

Comme Cox, Immanuel Wallerstein pense lui aussi que l'hégémonie est « une domination non ressentie comme telle par ceux qui la subissent »<sup>34</sup>. Il distingue un « empire-monde », soit une seule entité politique correspondant au centre et régnant sur le monde entier, d'une « économie-monde » correspondant à plusieurs centres en compétition relative avec des intermédiaires qui s'assurent que le marché fonctionne en faveur du centre<sup>35</sup>. Les empires-monde ont existé dans l'histoire mais depuis l'avènement du capitalisme, ce sont des économies-monde qui dominent. La puissance hégémonique ou le centre va tout faire pour éviter le chaos et l'implosion du système<sup>36</sup>. A la fin du vingtième siècle, Immanuel Wallerstein constate qu'un fossé se creuse de plus en plus entre les pays riches et les pays pauvres. Les premiers forment ce qu'il appelle le « centre » tandis que les seconds peuvent être regroupés sous la bannière « périphérie ». Au sein du système capitaliste mondial, il observe un conflit entre le « centre » et la « périphérie ». Il existe également une troisième catégorie d'États : la semi-périphérie, qui avec les forces technologiques et militaires du centre, constitue une des raisons majeures de la non-rébellion de la périphérie envers le centre. La périphérie est en fait exploitée par le centre et la semi-périphérie, qui elle est juste exploitée par le centre mais bénéficie tout de même de sa proximité avec celui-ci<sup>37</sup>.

Wallerstein poursuit sa théorie en imaginant des scénarios pour la période courant de 1990 à 2050. Dans l'un d'eux, la Russie serait une semi-périphérie devenue dépendante économiquement du centre, dans ce cas-ci l'Union Européenne. Cette perspective ne ravit évidemment pas la Russie qui cherche à tout prix à éviter d'en arriver à ce cas de figure, et ce peu importe le centre qui la domine (États-Unis ou Union Européenne). Au sein d'un autre scénario, Wallerstein imagine un conflit entre le centre et la périphérie. Mario Telò, en appliquant le schéma de Wallerstein, prend l'exemple du pouvoir iranien constitué de dirigeants de nouvelle génération qui s'opposent au centre et sont à la recherche d'un nouveau contrat social mondial<sup>38</sup>. Si Wallerstein imaginait la semi-périphérie comme une zone stabilisatrice, pacificatrice entre le centre et la périphérie, on ne peut que constater que la péninsule arabique est tout sauf une zone stable alors que l'on aurait envie de classer cette région dans la

---

<sup>33</sup> Kateb, *Les nouvelles puissances mondiales*, 226.

<sup>34</sup> Battistella, *Théories des relations internationales*, 2009, 149.

<sup>35</sup> Ibid., 266.

<sup>36</sup> Ibid., 268.

<sup>37</sup> Telò, *Relations internationales*, 81-82.

<sup>38</sup> Ibid., 85.

catégorie « semi-périmétrie » au vu des relations entretenues par les monarchies du Golfe et le centre américain<sup>39</sup>.

### **3.4. Souveraineté**

Le premier auteur à conceptualiser la souveraineté est Jean Bodin, qui la définit comme « la puissance absolue de toute république »<sup>40</sup>. Quand il parle des États souverains, Bodin les décrit comme étant à l'État de nature et ne reconnaissant ainsi aucune autorité légitime au-dessus d'eux<sup>41</sup>. C. Schmitt se penche lui davantage sur l'individu ou le groupe d'individu qui a la main sur la prise de décision : « Est souverain celui qui décide de la situation exceptionnelle, celui qui décide en cas de conflit, en quoi consistent l'intérêt public et celui de l'État, celui qui a le monopole de cette décision ultime »<sup>42</sup>. Quel que soit le pouvoir en place, la souveraineté est liée à la construction de l'État<sup>43</sup>. Pour être légitime, l'État doit être en mesure d'assurer ses frontières et de renforcer son assise à l'intérieur de celles-ci. Les gouvernants sont alors assurés d'une suprématie sur leurs administrés et ils peuvent justifier l'origine d'une intervention de toute nature.

Pour les constructivistes, la souveraineté n'aurait pas de réalité matérielle mais n'existerait que parce que les dirigeants déclarent qu'elle existe et qu'ils prennent des mesures en conséquence<sup>44</sup>. Ajoutons que dans la culture lockéenne conceptualisée par A. Wendt, où les États se perçoivent comme des rivaux, ces derniers accordent une importance majeure à la reconnaissance mutuelle de la souveraineté au sein de leurs relations<sup>45</sup>. Cette culture lockéenne résume la pensée de Carl Schmitt selon qui un État pouvait prendre la forme de l'ami ou de l'ennemi en fonction de la coopération ou du conflit qu'on entretient avec cet État<sup>46</sup>. Jean Bodin, via son hypothèse du « bouc émissaire », donne une importance capitale à l'identification d'un ennemi lors d'un processus de construction Étatique : « le plus beau moyen de conserver un État et de le garantir contre les rébellions, séditions, et guerres civiles, c'est d'avoir un ennemi auquel on puisse tenir tête »<sup>47</sup>. Quand un État rencontre des difficultés, qu'elles soient économiques ou politiques, ses dirigeants vont privilégier la guerre ou l'intensification de celle-ci contre un ennemi plutôt que d'accéder aux demandes de ses citoyens. La guerre rencontre alors deux objectifs : faire diversion par rapport à des difficultés internes en plus d'accuser ledit adversaire d'être

---

<sup>39</sup> Ibid., 86.

<sup>40</sup> Jean Bodin et al., *Les six livres de la République*, Corpus des œuvres de philosophie en langue française (Paris: Fayard, 1986), 179.

<sup>41</sup> Battistella, *Théories des relations internationales*, 2015, 22.

<sup>42</sup> Ibid., 365.

<sup>43</sup> Philippe Ardant et Olivier Duhamel, éd., *La souveraineté*, 1. éd, Pouvoirs 67 (Paris: Presses Univ. de France, 1993), 5-20.

<sup>44</sup> Battistella, *Théories des relations internationales*, 2015, 320.

<sup>45</sup> Ibid., 341.

<sup>46</sup> Ibid., 337.

<sup>47</sup> Bodin et al., *Les six livres de la République*, 137.

responsable de ces difficultés<sup>48</sup>. Dariush Shayegan, un philosophe iranien, reconnaît le régime islamique de son pays dans cette stratégie : « Si le rétablissement des relations économiques avec les États-Unis va trop loin, la nature du régime changera car les États-Unis sont un ennemi nécessaire à la survie idéologique du régime »<sup>49</sup>.

La Russie se pose en grand défenseur de la souveraineté Étatique et du droit international<sup>50</sup>. Les Russes accusent les occidentaux de tentatives de « diluer la souveraineté Étatique »<sup>51</sup>. Ces derniers tenteraient d'introduire des principes juridiques au sein même du droit international, allant à l'encontre du système d'États-nations. Vladimir Poutine explique qu'en limitant les zones non soumises à une souveraineté Étatique quelle qu'elle soit dans le monde entier, on évite de créer des enclaves fertiles au terrorisme<sup>52</sup>.

Pour un État, le défi de la souveraineté ne se joue pas qu'au niveau externe avec la menace d'autres acteurs Étatiques. Il est également présent en interne avec la nécessité d'être souverain sur l'ensemble de son territoire et l'ensemble de sa population. C'est pourquoi nous nous intéresserons, dans la partie suivante, sur les menaces sécessionnistes que peuvent rencontrer l'Iran et la Russie.

### **3.5. Ingérences**

Au départ des relations entre les États et de leur droit d'intervenir ou non à l'étranger, on retrouve le principe de non-intervention ainsi que le principe de non-ingérence au sein du droit international. On peut ajouter que ce principe de non-ingérence est un des sept principes fondamentaux proclamés lors de l'assemblée générale des Nations Unies de 1970, que l'on retrouve à l'article 2§7 de la Charte des Nations Unies : « *aucune disposition de la présente charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un État* »<sup>53</sup>. Ce sont avant tout les grandes puissances qui sont visées dans cet article. On y proclame un rejet des interventions des forts contre les faibles. L'ingérence est un concept pouvant se définir de la manière suivante : « *interférence illicite dans les affaires intérieures ou extérieures d'un État* »<sup>54</sup>. C'est donc une perception négative de l'ingérence, dans la lignée de la décision de la Cour Internationale de Justice de 1949 où l'ingérence ne devait en rien être un droit mais une exception au principe de non-ingérence.

---

<sup>48</sup> Battistella, *Théories des relations internationales*, 2015, 565.

<sup>49</sup> Therme, *Les relations entre Téhéran et Moscou depuis 1979*, 269.

<sup>50</sup> Andrei Minatchev et Jacques Lévesque, « L'identité et la sécurité de la Russie: Les crises internationales comme miroir de la guerre de Tchétchénie », *Études internationales* 35, n° 1 (2004): 66.

<sup>51</sup> Ibid., 67.

<sup>52</sup> Ibid., 69.

<sup>53</sup> « Charte des Nations Unies » (ONU, 26 juin 1945).

<sup>54</sup> Muriel Ruol, « Ingérence et non-ingérence: sur un prétexte droit d'intervenir par humanité », *Interfaces, Rebonds*, n° 6 (mars 2000): 2.

Toutefois, le droit international est également largement influencé par un autre texte fondateur, celui de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme<sup>55</sup>, qui elle « garantit les droits des individus contre les États oppresseurs »<sup>56</sup>. S'opposent ainsi deux logiques contradictoires au sein du droit international et au sein même des Nations Unies. Les ardents défenseurs de la souveraineté Étatique vont ainsi se ranger derrière une vision onusienne où l'ingérence est interdite et condamnée. Les États occidentaux, qui eux ont comme priorité la défense et la promotion de valeurs tels que les droits de l'homme ou les libertés humaines, n'hésiteront pas à citer la DUDH de 1948, elle aussi émanant des Nations Unies. Par extension, les Occidentaux vont créer à la fin des années 1980, sous l'impulsion notoire du français Bernard Kouchner, le concept de « droit d'ingérence ». L'idée de l'ancien ministre français se trouvait dans des préoccupations morales concernant le droit humanitaire mais a très vite été remplacée par « la possibilité, pour les États, de porter assistance..., c'est-à-dire de recourir à l'argument humanitaire pour justifier une intervention »<sup>57</sup>. Le concept a laissé place en 2001 à un autre, à savoir la « responsabilité de protéger »<sup>58</sup>, où l'État est responsable de la protection des personnes vivant à l'intérieur de ses frontières. En cas d'incapacité d'assurer cette protection ou en cas de volonté délibérée de ne pas l'assurer de la part de l'État concerné, cette responsabilité en incombe à la communauté internationale<sup>59</sup>. Quel que soit son appellation, ce principe a été appliqué à de nombreuses reprises depuis la fin des années 1980 et a permis à la communauté internationale, et donc aux grandes puissances, de pouvoir justifier leurs interventions à l'étranger.

L'Iran a été le lieu de la première mise en œuvre de la politique de *containment* en 1946, où les États-Unis ont demandé à l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques<sup>60</sup> de retirer les troupes qu'ils y avaient postées durant la seconde guerre mondiale. L'URSS a refusé d'accéder à cette demande alors qu'elle s'était engagée auparavant à le faire 6 mois après la fin de la guerre, entraînant la première crise de la guerre froide entre les deux géants. Ensuite, l'Iran a été le théâtre de la première opération de coup d'État ou de changement de régime jamais orchestrée par la Central Intelligence Agency. C'était en 1953 quand le premier ministre Mohamed Mossadegh avait nationalisé le pétrole iranien deux ans plus tôt. A la lecture de ces deux événements, on comprend mieux l'importance prioritaire de l'Iran dans les intérêts américains à l'étranger<sup>61</sup>. Aujourd'hui, la possibilité de provoquer un nouveau changement de régime en Iran est parfois évoquée, notamment dans les milieux néoconservateurs

<sup>55</sup> Elle sera mentionnée et appelée dans la suite de ce travail par son acronyme, DUDH.

<sup>56</sup> Ruol, « Ingérence et non-ingérence: sur un prétendu droit d'intervenir par humanité », 3.

<sup>57</sup> Nathalie Herlemont-Zoritchak, « « Droit d'ingérence » et droit humanitaire : les faux amis », *Humanitaire*, n° 23 (Décembre 2009): [En ligne].

<sup>58</sup> Elle sera mentionnée et appelée dans la suite de ce travail par son acronyme, R2P.

<sup>59</sup> Programme de communication sur le génocide au Rwanda, « La responsabilité de protéger » (Département de l'Information des Nations Unies, mars 2012), 1, [www.un.org/fr/preventgenocide/rwanda/pdf/responsability.pdf](http://www.un.org/fr/preventgenocide/rwanda/pdf/responsability.pdf).

<sup>60</sup> Elle sera mentionnée et appelée dans la suite de ce travail par son acronyme, URSS.

<sup>61</sup> Ata Ayati et al., *Politique américaine*., L'Harmattan, 26 (Paris, 2015), 13-15.

américains. Cette perspective est toutefois moins probable que durant les trente dernières années. A l'époque, l'Iran et les États-Unis ne partageaient pas bon nombre d'intérêts communs contrairement à aujourd'hui. On citera par exemple la lutte contre le terrorisme islamiste, notamment Al-Qaïda et encore davantage actuellement l'État Islamique<sup>62</sup> <sup>63</sup>, ou encore un respect sur le long terme de l'accord de Vienne concernant le nucléaire iranien. On épingle aussi la reconstruction de l'État irakien, qui est chère aux deux pays. Malgré ce rapprochement, la République Islamique s'est construite à travers cette hostilité à toute intervention étrangère sur son territoire, notamment américaine.

La Russie se présente elle en discontinuité avec son passé soviétique. A l'époque de la guerre froide, la puissance, notamment militaire, de l'URSS et son rayonnement international l'ont menée à maintes interventions militaires dans le monde. Le contexte bipolaire était toutefois bien différent d'aujourd'hui : à l'OTAN s'opposait le Pacte de Varsovie et deux modèles socio-économiques s'affrontaient. Durant l'ère unipolaire, dont certains spécialistes pensent qu'elle court toujours, la Russie n'a pas les moyens de se substituer aux États-Unis et le modèle international multipolaire est donc celui qui lui convient le mieux. Se positionner contre les ingérences peut paraître comme le fruit d'un calcul « coûts-bénéfices » dans la mesure où les États-Unis et leurs alliés occidentaux sont les principaux protagonistes de ces dites interventions et ingérences à l'étranger. Selon l'ancien ministre des affaires étrangères russe I. Ivanov, l'ingérence humanitaire, notamment de la part de l'OTAN, serait en fait une simple justification d'une agression directe sous couvert de « nouvelles conceptions du droit international »<sup>64</sup>. Il va même plus loin en déclarant que ces interventions ont lieu sans mandat du CSNU, violant la Charte des Nations Unies.

En cohérence avec leur vision souverainiste et westphalienne des relations internationales, l'Iran et la Russie partagent donc une aversion et un rejet pour ces principes de droit d'ingérence ou de R2P.

### **3.6. Alliance stratégique**

Présent dans notre question de recherche, le concept d'« alliance stratégique » mérite d'être défini.

Le terme « stratégique » utilisé dans le jargon des relations internationales est assez flou. Toutefois, son utilisation pour décrire les armes nucléaires peut nous apporter un début de réponse. Les armes nucléaires tactiques se limitent à viser le cœur de l'armée adverse, ou des bâtiments militaires<sup>65</sup>. Les armes nucléaires stratégiques s'écartent de cette cible militaire pour viser la composante humaine et

---

<sup>62</sup> Il sera mentionné et appelé dans la suite de ce travail par son acronyme, EI.

<sup>63</sup> Julien Zarifian, « Les États-Unis et l'Iran, tenants et aboutissants de la (non-)relation bilatérale », in *L'Iran et les grands acteurs régionaux et globaux*, L'Harmattan, Iran and transition (Paris, 2012), 393-407.

<sup>64</sup> Minatchev et Lévesque, « L'identité et la sécurité de la Russie », 67.

<sup>65</sup> Bérangère Roupert, « Les armes nucléaires tactiques américaines en Europe: les enjeux d'un éventuel retrait » (Bruxelles: Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), 2012), 5.

économique de l'ennemi<sup>66</sup>. Des bâtiments d'entreprises et d'organismes puissants et des lieux fortement peuplés seront alors ciblés. Le terme stratégique est donc plus englobant que le terme « tactique ».

Une « alliance stratégique » est un concept emprunté au secteur du management et de l'entrepreneuriat. Elle se définit de la manière suivante : « accord de coopération symétrique entre deux entreprises, fondé sur un contrat formel ou non, dans le but de réaliser ensemble un projet ou d'établir une collaboration durable »<sup>67</sup>. Elle est par nature « réaliste » dans la mesure où dans ce secteur, l'objectif est évidemment de maximiser les intérêts des parties. En le transposant aux relations internationales, l'alliance est stratégique si le projet d'alliance est important et inscrit dans la durée et si les deux acteurs restent indépendants. La concurrence des états sur les sujets de coopération concernés est exclue, mais il n'en est rien pour les autres dossiers.

Selon, Antonio Carlos Lessa<sup>68</sup>, « les partenariats stratégiques permettent aux deux pays associés de se développer chacun au niveau national »<sup>69</sup>. Les alliances stratégiques s'inscrivent aussi dans cette volonté de bénéficier aux deux pays qui la composent. Il n'y a donc pas vraiment une dimension de solidarité vis-à-vis d'une nation qui serait considérée comme amie. Les postulats constructivistes sont totalement étrangers à une telle alliance, contrairement aux théories réalistes.

---

<sup>66</sup> Le dictionnaire Larousse donne la définition suivante: « Les objectifs stratégiques, généralement éloignés, sont démographiques, économiques et militaires ». [http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/arme\\_nucl%C3%A9aire/185993](http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/arme_nucl%C3%A9aire/185993)

<sup>67</sup> Pierre Dussauge et Bernard Garrette, « Determinants of success in international strategic alliances: evidence from the global aerospace », *Journal of International Business Studies*, 26, n°3 (1995) : 505-531.

<sup>68</sup> Professeur et membre du Département de relations internationales de l'Université de Brasilia.

<sup>69</sup> Julie Delvaux, « La dynamique des partenariats «sud-sud»: un outil au service d'une conquête hégémonique ? Analyse du partenariat stratégique global sino-brésilien » (Université de Liège, 2016), 21.

## **4. Les doctrines de politique étrangère russes et iraniennes**

Après avoir abordé les différentes théories et les autres concepts présents dans ce travail, l'objectif de cette seconde partie est d'évaluer dans quelle mesure ces concepts et théories correspondent aux différentes stratégies de politique étrangère de la Russie et de l'Iran, qu'on appelle communément leurs doctrines.

### **4.1. L'Iran : sa politique de voisinage, son héritage khomeyniste et ses ambitions internationales**

L'Iran adopte une posture différente sur la scène internationale en fonction du contexte dans lequel il se trouve. Avec ses voisins, c'est à dire les pays formant la région comprenant le monde iranien<sup>70</sup><sup>71</sup> et le Moyen-Orient dans son ensemble, les dirigeants ont tendance à privilégier une attitude pragmatique et d'inspiration réaliste<sup>72</sup>. Ils n'hésitent pas à mettre en avant les intérêts mutuels qui peuvent être rencontrés lors des coopérations avec les États du Moyen-Orient. L'ensemble de la région est également le lieu d'une lutte d'influence entre les trois puissances régionales, que sont la Turquie, l'Arabie Saoudite et l'Iran, auxquelles on peut ajouter dans une moindre mesure l'Égypte et Israël.

Riyad et Téhéran sont d'ailleurs impliqués dans de nombreuses *proxy war*, que ce soit au sein du conflit israélo-palestinien, en Syrie, en Irak, ou encore au Liban. L'Arabie Saoudite, en plus de ses revenus liés à la vente d'hydrocarbures et du soutien américain, jouit d'un rayonnement extraordinaire dans les États musulmans sunnites, notamment grâce à ses nombreux lieux de cultes et son statut de berceau de la religion musulmane. L'Iran a lui réussi à gagner progressivement en influence dans certains États de la région comme au Liban via la milice chiite du *Hezbollah*. C'est aussi le cas en Syrie, où la dynastie Assad est de confession alaouite, une branche du chiisme, en plus d'être un des plus anciens alliés de l'Iran. Enfin, depuis l'intervention américaine de 2003 en Irak, le renversement de Saddam Hussein et son remplacement par un gouvernement chiite, l'Iran est aujourd'hui totalement incontournable en Irak. Avec ces trois pays, l'Iran tient une zone d'influence partant du Golfe d'Aden jusqu'à la Méditerranée, qu'on appelle le « croissant chiite ». Selon le professeur Kamal Bayramzadeh, ces États correspondent à la « profondeur stratégique » de l'Iran<sup>73</sup>. Ce croissant chiite est le vecteur de l'influence iranienne au Moyen-Orient et sur la scène internationale. En concordance avec une lecture réaliste des relations internationales, Téhéran y est notamment très présent d'un point de vue

<sup>70</sup> « Espace culturel qui s'étend de l'Inde du nord à l'est de l'Irak en passant par l'Asie centrale et l'Afghanistan ».

<sup>71</sup> Antoine J. Sfeir, « Iran, Pays incontournable », *Nations Emergentes*, n° 27 (Février 2016): 5.

<sup>72</sup> Clément Therme, *Les relations entre Téhéran et Moscou depuis 1979*, International. Histoire et politique (Paris : Geneva: Presses universitaires de France ; The Graduate Institute Publications, 2012), 71.

<sup>73</sup> Kamal Bayramzadeh, « Cahier n°27 : La lutte pour l'hégémonie régionale dans les relations internationales : le cas du conflit syrien»», *Cahiers de Sciences politiques de l'ULg [En Ligne]*, n° 27 (mars 2013).

militaire et tente de maximiser ces intérêts. Le point de vue sécuritaire est à ce point de vue révélateur de la stratégie iranienne : pour dissuader Israël d'une éventuelle attaque suite aux provocations de l'État iranien, l'Iran doit conserver un laisser-passer en Irak et en Syrie afin de pouvoir soutenir financièrement, militairement et logistiquement le *Hezbollah*. Ainsi, la République Islamique se met en sécurité par rapport à Israël et son arme nucléaire, possédant en le *Hezbollah* une « capacité de seconde frappe »<sup>74 75</sup>.

L'Iran tel que nous le connaissons aujourd'hui est le fruit de la révolution islamique de 1979. Mais cette révolution s'articule principalement autour d'un seul homme, l'Ayatollah Khomeiny. Ce haut dignitaire religieux a su rallier à sa cause la quasi-totalité des factions révolutionnaires. Clément Therme n'hésite pas à avancer que c'est uniquement le charisme de Khomeiny qui lui a permis de succéder au Chah, qui détenait pourtant la légitimité traditionnelle du pouvoir<sup>76</sup>. Khomeiny ne détenait pas non plus la légitimité rationnelle-légale, troisième et dernière légitimité du pouvoir selon Max Weber. Ervand Abrahamian et Saïd Amir Arjomand sont deux académiques nés à Téhéran et vivant aujourd'hui aux États-Unis. Le premier rapproche davantage la pensée khomeyniste du populisme que du fondamentalisme, tandis que le second y voit un traditionalisme révolutionnaire « mêlant le rejet d'idéologies politiques étrangères avec une affirmation vigoureuse de la tradition culturelle et religieuse islamique »<sup>77</sup>. Ce serait donc une idéologie assez proche du fascisme, agrémentée d'une dimension culturelle et avec la *oumma* musulmane remplaçant la nation. Si les dirigeants actuels de la République islamique ont recentré leurs préoccupations et leurs objectifs sur les Iraniens, Khomeiny plaçait la *Mellat-e Eslami*, la nation musulmane, comme l'élément central de son projet révolutionnaire<sup>78</sup>. Il est d'autant plus pertinent de percevoir l'idéologie khomeyniste dans une perspective constructiviste lorsqu'on s'intéresse à certaines croyances populaires liées à l'islam chiite. L'ancien Guide de la Révolution avait acquis un tel niveau de culte de la personnalité que dans les croyances iraniennes, il était capable de se démultiplier pour échapper à une tentative d'assassinat<sup>79</sup>.

Dans toute lecture constructiviste des relations internationales d'un État, la perception que cet État se fait de lui-même devient capitale. Les dirigeants iraniens considèrent leur État comme une puissance régionale et un État pivot de l'Asie Occidentale et du Moyen-Orient<sup>80</sup>. La principale source d'influence régionale de l'Iran, à savoir ce qu'on appelle l'« arc chiite » ou la profondeur stratégique

<sup>74</sup> Permet à un pays de lancer des missiles nucléaires, même après avoir été totalement détruit.

<sup>75</sup> Philippe Wodka-Gallien, *Dictionnaire de la dissuasion* (Rennes: Marines, 2011).

<sup>76</sup> Therme, *Les relations entre Téhéran et Moscou depuis 1979*, 53.

<sup>77</sup> Ibid., 49.

<sup>78</sup> Ibid., 49-50.

<sup>79</sup> Ibid., 54.

<sup>80</sup> Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, « L'Iran dans son contexte régional », *Politique étrangère* Automne, n° 3 (2012): 519.

de l'Iran, a déjà été abordée. On peut toutefois préciser que la religion musulmane chiite est présente dans les pouvoirs en place dans l'ensemble des pays de cet arc. De nombreux auteurs s'étant déjà positionné sur le sujet, le facteur religieux s'avère être secondaire dans la politique étrangère iranienne. Il serait toutefois mal avisé de l'ignorer totalement, notamment dans la mesure où le Khomeynisme n'a pas été totalement oublié par les élites iraniennes actuelles. On peut également percevoir la politique internationale dans le cadre d'une recherche de prestige international. C'est le cas dans le secteur du nucléaire où l'Iran admet que la maîtrise du cycle de combustion nucléaire représente un facteur prestigieux. On peut également se demander dans quelle mesure la propension à se dresser contre les intérêts américains au Moyen-Orient n'entre pas dans une telle lignée. L'Iran, et la Perse avant lui, ont une histoire et une civilisation riches. Il ne fait aucun doute que les ambitions internationales et régionales de l'Iran trouvent également une partie de leur raison d'être dans cet historique glorieux. Avec le déclin relatif des États-Unis, la région est aujourd'hui en déficit de leadership et l'Iran se perçoit comme un acteur capable de prendre cette place de leader régional.

## **4.2. La Russie, un État pragmatique**

La Russie rejette le monde unipolaire, dominé actuellement par les États-Unis ou, dans le futur par une autre grande puissance. Toutefois, elle ne le fait pas par principe, mais plutôt par souci de pragmatisme dans la recherche de ses intérêts nationaux<sup>81</sup>. Depuis 1993, la Russie a décidé de redéfinir ses propres intérêts nationaux<sup>82</sup> et va en 1996, via son ministre des affaires étrangères, Evgenii Primakov, ériger sa nouvelle doctrine de politique étrangère appelée « doctrine Primakov ». Celle-ci consiste à poursuivre une politique étrangère basée sur des perspectives réalistes, tout en favorisant l'avènement d'un monde multipolaire dans le but de se prévenir de la domination d'une superpuissance et dans ce cas-ci « diluer la puissance internationale américaine »<sup>83</sup>. La Russie s'est ainsi déconnectée de la politique de soutien qu'elle pratiquait avec ses alliés du temps de l'Union Soviétique. A l'époque, elle ne se souciait guère du coût économique du soutien qu'elle accordait. Des armes pouvaient être fournies en grande quantité, quasiment gratuitement. Aujourd'hui, la Russie n'exporte plus son idéologie, elle recherche des partenaires qui peuvent lui permettre de renforcer son assise économique<sup>84</sup>. Dans les relations internationales, les dirigeants russes ont donc tendance à suivre une ligne politique réaliste, basée sur un jeu à somme nulle<sup>85</sup>.

---

<sup>81</sup> Nina Bachkatov, « La Russie et sa nouvelle stratégie de puissance mondiale », in *L'émergence de nouvelles puissances, vers un système multipolaire: Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde, Mexique, Russie*, Ellipses (Paris, 2009), 227.

<sup>82</sup> Allen C. Lynch, « The Realism of Russia's Foreign Policy », *Europe-Asia Studies* 53, n° 1 (janvier 2001): 23.

<sup>83</sup> Ariel Cohen, « The "Primakov Doctrine": Russia's zero-sum game with the United States », *The Heritage Foundation*, n° 167 (15 décembre 1997): 3.

<sup>84</sup> Roland Dannreuther, « Russia and the Middle East: A Cold War Paradigm? », *Europe-Asia Studies* 64, n° 3 (mai 2012): 544.

<sup>85</sup> Ibid., 545.

## **4.3. Des préoccupations communes : le sécessionnisme et la stabilité régionale**

### **4.3.1. Une vulnérabilité commune au sécessionnisme**

L'Iran et la Russie partagent une même caractéristique démographique, ethnique et identitaire : ce sont deux États rassemblant de nombreuses ethnies différentes, qui sont également de confessions variées.

La répartition ethnique en Iran est de ce point de vue sans équivoque, on ne compte que 51% de Persans, contre 49% d'autres minorités (24% d'Azéris, 8% de Gilakis, 7% de Kurdes, 3% d'Arabes, 2% de Baloutches, 2% de Turkmènes, ...). La province du Khuzestan est le symbole de la forte présence des minorités iraniennes, avec 70% d'Arabes sur son territoire<sup>86</sup>. La population, majoritairement d'ethnicité arabe trouve donc du soutien chez les États arabes du Golfe dans leur désir d'autonomie<sup>87</sup>. C'est également sur cette partie du territoire iranien qu'on retrouve 80 à 85% du pétrole iranien *on-shore* mais le nationalisme de cette province date d'avant la découverte du pétrole<sup>88</sup>. Les Baloutches iraniens, présents dans la province du Sistan-Baloutchistan, ont également des velléités indépendantistes, notamment via le groupe terroriste des *Joundallah*<sup>89</sup>. En marge du terrorisme, cette région est également reconnue pour son activité relative au trafic de drogue<sup>90</sup>. Il existe aussi d'autres minorités ayant en son sein des mouvements de contestation, à savoir les kurdes et les azéris iraniens, qui représentent également un risque de sécession pour Téhéran. Celles-ci, comme les Baloutches et les iraniens d'origine arabe du Khuzestan, sont d'ailleurs soutenues par des *think tank* américains, le plus souvent néoconservateurs.

En 2005, à Londres, avait eu lieu un congrès des nationalités iraniennes, rassemblant pas moins de sept partis représentant chacun une minorité iranienne. Le but de ce congrès était de fédérer ces minorités autour d'une cause commune : l'établissement d'un système fédéral démocratique en Iran, avec des provinces autonomes<sup>91</sup>. L'ensemble de ces régions habitant des mouvements indépendantistes ont des atouts économiques ou géostratégiques vitaux pour l'Iran, que ce soit en matière de ressources naturelles ou pour ce qui concerne l'accès à l'Océan Indien et à la mer Caspienne<sup>92</sup>. Dès 2006, le président Ahmadinejad ira jusqu'à parler de « complot ennemi visant à créer des différends ethniques ».

---

<sup>86</sup> Stefano Casertano, *Our land, our oil!: natural resources, local nationalism, and violent secession* (Wiesbaden: Springer VS, 2010), 204.

<sup>87</sup> Philippe Rondot, « La guerre du Chatt al-Arab : les raisons de l'Irak », *Politique étrangère* 45, n° 4 (1980): 871.

<sup>88</sup> Casertano, *Our land, our oil!*, 254.

<sup>89</sup> « Soldats de Dieu ».

<sup>90</sup> Jean-Michel Vernoche, « Iran : minorités nationales, forces centrifuges et fractures endogènes », *Maghreb - Machrek* 201, n° 3 (2009): 57.

<sup>91</sup> Ibid., 59-61.

<sup>92</sup> Ibid., 64.

En 2009, suite à la réélection controversée d’Ahmadinejad, la situation ne s’en est retrouvée qu’exacerbée<sup>93</sup>, notamment dans le contexte du dossier nucléaire iranien. Le Président Bush avait pour objectif clair de « saper les ambitions nucléaires de l’Iran en fragilisant le pouvoir par une évolution du régime »<sup>94</sup>. Depuis 2013 et l’élection d’Hassan Rohani, le gouvernement iranien plus modéré et libéral s’efforce de régler la question nucléaire comme en attestent les accords de Genève, Lausanne et Vienne. Toutefois, un retour des ultraconservateurs au pouvoir en Iran, un non-respect de l’accord sur le nucléaire ou un quelconque autre événement inattendu sur la scène internationale pourrait entraîner un retour en force du soutien américain pour ces minorités indépendantistes. La vulnérabilité iranienne face au sécessionnisme est donc toujours à prendre en compte aujourd’hui.

La Russie est également un État traditionnellement multi-ethnique et multiconfessionnel. Environ 20% de sa population est d’une origine autre que russe<sup>95</sup>. Et Moscou fait également face à des menaces sécessionnistes semblables à celles de Téhéran. En Extrême-Orient russe, plus précisément dans la ville de Vladivostok, des manifestations ont eu lieu en 2008, suite à une crise dans l’importation des voitures dans la région. Ces manifestations ont également été le théâtre de slogans pro-japonais, demandant de « rendre les îles Kouriles et Vladivostok au Japon »<sup>96</sup>. Dans l’extrême Nord-Ouest de la Russie, soit dans la province de Carélie et l’oblast de Mourmansk, des mouvements séparatistes ont été créés durant les années 90. En 1991, lors de la chute de l’Union Soviétique, le « Mouvement Carélien » fut créé, allant jusqu’à brandir la menace d’un rattachement à la Finlande en cas de non reconnaissance des droits des Caréliens par Moscou<sup>97</sup>. La situation dans le sud de la Russie, que ce soit en Tchétchénie, en Ossétie du Sud ou au Daghestan, est encore plus révélatrice des dangers sécessionnistes encourus par la Russie. Dans cette région du « Nord-Caucase », Poutine n’a pas hésité à déclarer que régler la situation était la « mission historique de sa vie »<sup>98</sup>, renforçant et légitimant de la sorte son leadership à la tête de l’État russe.

En Tchétchénie, suite aux révoltes de la fin des années 90 et du début des années 2000, sa première mesure fut de supprimer les organisations de charité musulmanes ou moyen-orientale qu’il soupçonnait de soutenir la cause tchétchène. A l’instar du *Patriot Act* aux États-Unis, des lois anti-terroristes sont apparues au début des années 2000 en Russie. Certaines organisations ont été placées

---

<sup>93</sup> Ibid., 75.

<sup>94</sup> Seymour Hersh, « The Iran Plans : would President Bush go to war to stop Tehran from getting the bomb? », *The New Yorker*, 17 avril 2006, sect. Annals of National Security.

<sup>95</sup> Philippe Rekacewicz, « La Russie, une et multiple », *Le Monde diplomatique*, janvier 1997, sect. Cartes, Classement régional, Europe.

<sup>96</sup> Cédric Gras et Vycheslav Shvedov, « Extrême-Orient russe, une incessante (re)conquête économique », *Hérodote* 138, n° 3 (2010): 135.

<sup>97</sup> Heikki Eskelinen, Ilkka Liikanen, et James Wesley Scott, éd., *The EU-Russia borderland: new contexts for regional co-operation*, BASEES/Routledge series on Russian and East European Studies 84 (London ; New York: Routledge, 2012), 68.

<sup>98</sup> Dannreuther, « Russia and the Middle East », 546.

sur une liste d'organisations terroristes comme les « Frères Musulmans ». Les rebelles tchétchènes peuvent compter sur le soutien des pays arabes et musulmans comme l'Arabie Saoudite, qui en 2000 à l'Organisation de la Conférence Islamique, n'a pas hésité à qualifier les opérations russes en Tchétchénie d'« acte inhumain »<sup>99</sup>. Avec d'autres États du Moyen-Orient, l'Arabie Saoudite appelle au droit des Tchétchènes à l'autodétermination. Dans le contexte de la lutte contre le terrorisme, la Russie s'est rapprochée des États-Unis et ces deux pays n'ont pas hésité à coopérer, que ce soit en Tchétchénie ou en Afghanistan. Ce rapprochement n'a fait que renforcer le soutien des pays arabes et musulmans à la cause tchétchène<sup>100</sup>. De nombreuses opérations de reconquête de l'opinion publique arabo-musulmane ont depuis été effectuées, mais la Russie reste vulnérable au sécessionnisme et à l'instabilité en Tchétchénie et au Nord-Caucase<sup>101</sup>.

#### **4.3.2. La volonté commune de l'Iran et de la Russie pour la stabilité régionale<sup>102</sup>**

Depuis les crises qui ont secoué l'Asie Centrale et l'Afghanistan au début des années 2000, l'Iran et la Russie ont pour projet commun de renforcer leur coopération autour de deux axes : d'une part, la préservation et le renforcement de la stabilité régionale, notamment via un rôle de médiateurs et d'autre part, l'opposition à l'ingérence des acteurs extérieurs, principalement des États-Unis. Les questions tadjike et Afghane montrent ainsi parfaitement le rôle que tentent de jouer Téhéran et Moscou dans la région. Entre 1992 et 1997, la guerre civile tadjike a menacé les deux États par son risque d'intensification et de propagation du conflit. Au départ, l'Iran et la Russie n'étaient pas sur la même longueur d'ondes à ce sujet. Les deux États ont progressivement rapproché leurs vues et recherché un compromis. Il en découle des principes communs comme la pacification de la zone ou la construction d'une sécurité régionale. Au niveau des rôles de chacun, l'Iran a réussi à faire pression sur les rebelles islamistes tadjikes pour infléchir leur position et les pousser à se modérer davantage, tandis que des accords de paix sont signés à Moscou, sous l'égide des Nations-Unies. En Afghanistan, les talibans sont soutenus durant les années 90 par les États-Unis. Téhéran et Moscou perçoivent très vite les talibans, anti chiites, comme une source d'instabilité régionale. Leur crainte s'avère fondée en 1998 lorsque neuf diplomates iraniens sont assassinés par les talibans. En 2001, suite aux attentats du 11 septembre, Washington décide de changer radicalement sa position vis-à-vis des Talibans et les renverser. Téhéran et Moscou sont alors favorables à l'« Alliance du Nord » comme alternative aux Talibans, mais ils s'inquiètent surtout des conséquences de l'invasion américaine et encore davantage de son inévitable retrait. Malgré des intérêts qui semblent rencontrer ceux des Américains et des

<sup>99</sup> Ibid., 547.

<sup>100</sup> Ibid., 548.

<sup>101</sup> Ibid., 558.

<sup>102</sup> Therme, *Les relations entre Téhéran et Moscou depuis 1979*, 133-38.

Occidentaux, les Russes et les Iraniens s'accordent pour critiquer les États-Unis, les suspectant notamment d'organiser un trafic d'opium à leur profit. On le voit donc bien via ces deux dossiers, la stabilité régionale est la priorité de Téhéran et de Moscou. Côté Iranien, la priorité donnée à la stabilité régionale est telle qu'on n'ose pas s'opposer directement aux décisions de Moscou dans la région. Aussi, en dehors de remarques de frustration, l'Iran n'est pas en mesure de réagir au refus de Moscou d'approfondir la relation et d'aller vers une éventuelle alliance entre les deux pays<sup>103</sup>.

#### **4.3.3. L'Organisation de Coopération de Shanghai, incarnation de cette volonté pour la stabilité régionale**

Comment parler de stabilité régionale sans évoquer l'Organisation de Coopération de Shanghai<sup>104</sup>, dont c'est l'un des principaux objectifs ? Ce nouveau groupe régional aurait également pu faire l'objet d'une recherche empirique au sein de ce travail, tant il rentre parfaitement dans le contexte et la mouvance « anti-hégémonique » dessinée par l'Iran et la Russie. Pour cette raison, attardons-nous plus longuement sur cette organisation et son fonctionnement.

Crée en 2001, suite à l'intégration de l'Ouzbékistan dans les « 5 de Shanghai », elle est devenue très utile comme organisation régionale sécuritaire suite à la guerre contre le terrorisme menée par G.W Bush<sup>105</sup>. Le champ d'action de cette organisation concerne l'Asie Centrale (composée de la Russie, de la Chine, du Kazakhstan, du Tadjikistan, du Kirghizstan et de l'Ouzbékistan), qui se caractériserait par le retour du « Grand Jeu » du 19<sup>ème</sup> siècle entre de nouveaux acteurs<sup>106</sup>. Dans un souci de stabilité, l'OCS serait devenu le terrain de demandes de retrait des troupes américaines dans la région<sup>107</sup>. Elle tenterait en outre de combattre trois fléaux : le séparatisme, l'extrémisme et le terrorisme<sup>108</sup>. Si la priorité de l'organisation est donnée au domaine sécuritaire, la Chine, qui domine celle-ci, est parvenue en 2009 au sommet d'Ekaterinbourg à ce que le secteur socio-économique soit formellement confirmé comme second pilier de l'OCS<sup>109</sup>. Cela n'a pas empêché Moscou de continuer à promouvoir cette organisation et son importance sur la scène internationale<sup>110</sup>, notamment suite à la volonté de Pékin de

---

<sup>103</sup> Thomas Fourquet, « Clément Therme, Les relations entre Téhéran et Moscou depuis 1979 », *Lecture [En Ligne]*, Les Comptes Rendus, 2013.

<sup>104</sup> Elle sera mentionnée et appelée dans la suite de ce travail par son acronyme, OCS.

<sup>105</sup> Shahram Akbarzadeh, « Iran and the Shanghai Cooperation Organization: Ideology and Realpolitik in Iranian Foreign Policy », *Australian Journal of International Affairs* 69, n° 1 (2 janvier 2015): 90.

<sup>106</sup> Mirzokhid Rakhimov, « Internal and external dynamics of regional cooperation in Central Asia », *Journal of Eurasian Studies*, n° 1 (2010): 96.

<sup>107</sup> Akbarzadeh, « Iran and the Shanghai Cooperation Organization », 91.

<sup>108</sup> Mark N. Katz, « Russia and the Shanghai Cooperation Organization: Moscow's lonely road from Bishkek to Dushambe », *Asian Perspective* 32, n° 3 (2008): 183.

<sup>109</sup> Thomas Stephan Eder, *China-Russia Relations in Central Asia*, Research (Wiesbaden: Springer Fachmedien Wiesbaden, 2014), 29.

<sup>110</sup> Isabelle Facon, « Moscow's global foreign and security strategy : does the Shanghai Cooperation Organization meet russian interests? », *Asian Survey* 53, n° 3 (Mai-Juin 2013): 462.

laisser le leadership à la Russie sur les questions militaires dans un souci d'équilibre des puissances<sup>111</sup>. Les deux puissances asiatiques partagent des préoccupations communes dans la région : la stabilité des régimes, la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue ainsi qu'une position commune contre l'influence occidentale. La Russie tente également d'utiliser l'OCS comme plateforme afin de coordonner les intérêts de chacun des États et de trouver des compromis sur les matières énergétiques<sup>112</sup>.

Lors de son intervention en Géorgie, la Russie n'a pas réussi à infléchir la position de l'OCS qui n'a pas approuvé cette manœuvre militaire et qui a également refusé, lors du sommet de l'OCS en 2008, de reconnaître la sécession de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. L'action russe violait en effet les objectifs statutaires de l'OCS en matière de lutte contre le séparatisme<sup>113</sup>. Une autre difficulté pour Moscou au sein de l'OCS est la crainte de voir la Chine profiter de l'OCS comme vecteur de pénétration économique chinoise dans les États d'Asie Centrale, et même en Russie<sup>114</sup>. Pékin entretient en effet le désir d'unifier la région en un seul espace économique, marginalisant ainsi la Russie. On comprend dès lors mieux pourquoi la Russie s'attache tant à conserver la priorité de l'OCS sur le pilier sécuritaire<sup>115</sup>. Vladimir Poutine ne veut pourtant pas d'une « Organisation du Traité de l'Atlantique Nord<sup>116</sup> oriental » et insiste pour limiter le rôle de l'OCS à « un support politique et moral à ses États membres tout en facilitant l'échange d'informations »<sup>117</sup>. Cette limitation du rôle de l'OCS par le président russe va de pair avec l'expertise apportée par les académiques russes sur le succès de l'OCS. Ces derniers sont bien plus mesurés que leurs homologues chinois qui y voient une véritable *success story*<sup>118</sup>. Certains auteurs avancent l'idée que Moscou considère l'OCS comme « son organisation » uniquement lorsqu'elle lui est utile. Dans une telle perspective, ils n'hésitent pas à faire remarquer que la Russie conserve une politique étrangère de grande puissance malgré un déclin relatif, la Chine affichant un comportement inverse<sup>119</sup>.

Cependant, devant plus de 7000 kilomètres de frontières poreuses avec l'Asie Centrale, l'OCS est une véritable nécessité pour la Russie. En effet, elle doit faire face à l'intrusion de nombreux islamistes et à

---

<sup>111</sup> Eder, *China-Russia Relations in Central Asia*, 30.

<sup>112</sup> Ibid., 95.

<sup>113</sup> Katz, « Russia and the Shanghai Cooperation Organisation: Moscow's lonely road from Bishkek to Dushambe », 184-86.

<sup>114</sup> Ibid., 185.

<sup>115</sup> Facon, « Moscow's global foreign and security strategy: does the Shanghai Cooperation Organization meet russian interests? », 470-71.

<sup>116</sup> Elle sera mentionnée et appelée dans la suite de ce travail par son acronyme, OTAN.

<sup>117</sup> Facon, « Moscow's global foreign and security strategy: does the Shanghai Cooperation Organization meet russian interests? », 474.

<sup>118</sup> Eder, *China-Russia Relations in Central Asia*, 66.

<sup>119</sup> Ibid., 117.

d'importants flux de drogue en provenance de l'Afghanistan<sup>120</sup>. Le domaine sécuritaire mondial est le plus souvent dominé par les Occidentaux, notamment via l'OTAN, et l'OCS permet aux Russes, dans un contexte considéré comme expérimental<sup>121</sup>, de faire appel à la Chine plutôt qu'aux États-Unis pour gérer la situation sécuritaire régionale. N'étant pas capable d'assumer toute seule cette charge, la Russie a trouvé une solution allant de concert avec sa position anti-hégémonique. La Chine se présente également comme un partenaire fiable, ayant l'avantage de ne pas être soupçonnée de développer un agenda masqué visant à bouter les Russes hors de la région, aux contraires des Occidentaux<sup>122</sup>. Le secteur du commerce d'armes est aussi omniprésent dans les relations entre les pays de l'OCS. La Russie étant un grand importateur, elle peut ainsi en profiter pour écouter son stock et même défier les intérêts américains sur le long terme<sup>123</sup>. Dans une même logique de défi, l'OCS fait aussi de nombreuses déclarations où elle dénonce les politiques unipolaires, les tentatives d'ingérence ou encore le déploiement possible de systèmes de défense antimissiles. Bien qu'ils ne soient pas explicitement nommés, ce sont évidemment les États-Unis et l'OTAN qui sont visés<sup>124</sup>. Le régionalisme de Shanghai est aussi un cadre pour la coopération tant bilatérale que multilatérale dans les matières énergétiques<sup>125</sup>, cette dimension étant ardemment désirée par les trois plus grands pays de l'organisation que sont la Chine, la Russie et le Kazakhstan<sup>126</sup>. En privilégiant l'OCS comme cadre décisionnel dans ces matières, Moscou a ainsi tenté d'amplifier sa diplomatie énergétique au détriment de l'Ouest et des consommateurs en général<sup>127</sup>. La période allant de 2005 à 2008 a permis à la Russie de retrouver son image de puissance en Asie Centrale, l'OCS étant alors considérée comme l'« OTAN de l'Est ». L'administration Bush avait alors été accusée de manque de transparence quant à la durée du maintien des forces armées dans la région suite à l'invasion de l'Afghanistan<sup>128</sup>. Durant cette période de plus forte confrontation, en 2006, Poutine avait proposé la création d'un club énergétique, semblable à l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole<sup>129</sup> et concurrençant celui-ci, au sein même de l'OCS, qui disposerait de la moitié des réserves de gaz et d'un cinquième des réserves en pétrole<sup>130</sup>. L'émergence d'un tel groupe aurait forcément été défavorable aux États-Unis, dont le grand allié sur

<sup>120</sup> Facon, « Moscow's global foreign and security strategy: does the Shanghai Cooperation Organization meet russian interests? », 466.

<sup>121</sup> Ibid., 480.

<sup>122</sup> Ibid., 466-67.

<sup>123</sup> Nicklas Norling et Niklas Swanström, « The Shanghai Cooperation Organization, Trade, and the Roles of Iran, India and Pakistan », *Central Asian Survey* 26, n° 3 (septembre 2007): 441.

<sup>124</sup> Facon, « Moscow's global foreign and security strategy: does the Shanghai Cooperation Organization meet russian interests? », 477.

<sup>125</sup> Eder, *China-Russia Relations in Central Asia*, 102.

<sup>126</sup> Bachkatov, « La Russie et sa nouvelle stratégie de puissance mondiale », 226.

<sup>127</sup> Facon, « Moscow's global foreign and security strategy: does the Shanghai Cooperation Organization meet russian interests? », 479.

<sup>128</sup> Ibid., 478.

<sup>129</sup> Elle sera mentionnée et appelée dans la suite de ce travail par son acronyme, OPEP.

<sup>130</sup> Nina Bachkatov, *L'énergie diplomate: enjeux et effets de la diplomatie énergétique de la Fédération de Russie* (Bruxelles: Bruylant, 2012), 226.

les questions énergétiques n'est autre que l'Arabie Saoudite, leader de l'OPEP. Lors de l'arrivée au pouvoir de Barack Obama en 2009, la confrontation s'est atténuée et la Russie a tenu à déclarer qu'il n'y avait aucune tendance anti-occidentale dans l'OCS ou au sein de sa coopération avec la Chine. Le rejet l'année suivante de la candidature iranienne pour devenir membre à part entière de l'OCS viendra conforter ce discours pacificateur<sup>131</sup>.

Intéressons-nous d'ailleurs à la relation qu'entretient la République Islamique avec le régionalisme de Shanghai. L'Iran y est admis comme membre observateur depuis 2005 et veut saisir cette opportunité pour construire une alliance avec la Russie et la Chine, notamment dans les matières de lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme. L'Iran est évidemment également en faveur de la stabilité en Asie Centrale<sup>132</sup>. L'apparition de l'Iran dans le giron de l'OCS est un désir mutuel de la part des grandes puissances régionales et de l'Iran lui-même. Les besoins énergétiques de la Chine, mais aussi de l'Inde qui devient observateur au même moment, sont énormes. L'idée de connecter l'Iran à l'Asie Centrale au niveau des infrastructures (ferroviaires notamment) leur apparaît comme bénéfique. Pour la Chine, l'Iran, pays disposant de nombreuses ressources énergétiques, n'est autre qu'une alternative à la Russie. Celle-ci, malgré de nombreux dialogues notamment au sein de l'OCS ne fait que peu de concession à la Chine, ce qui limite les véritables avancées sur le plan énergétique entre les deux pays<sup>133</sup>. Côté iranien, l'engagement croissant envers le « triangle Russie-Inde-Chine<sup>134</sup> » contrebalance son isolation forcée par les États-Unis, permettant à l'Iran de se fournir en énergie, notamment en électricité, via d'autres sources. De nombreux efforts étant concentrés sur la stabilité de l'Afghanistan et son intégration à l'économie régionale, l'Iran pourrait voir ses ports, notamment ceux de *Chah Bahar* et de *Bandar Abbas*, devenir accessibles aux États d'Asie Centrale<sup>135</sup>, ce qui stimulerait son commerce. Si les libéraux et Rohani sont aujourd'hui au pouvoir en Iran, contextualisons en précisant que l'année 2005 coïncide avec l'arrivée d'Ahmadinejad et des ultraconservateurs au pouvoir en Iran. L'antiaméricanisme est alors à son paroxysme dans les choix politiques de la République Islamique. L'OCS étant alors considérée comme un véritable contrepoids aux États-Unis, la participation de l'Iran à cette organisation régionale apparaît comme indispensable aux yeux d'Ahmadinejad, qui y adoptera une attitude proactive. Le désir iranien de participer à ce régionalisme est aussi favorisé par plusieurs autres facteurs. L'OCS ne fait aucune mention contre les régimes autoritaires d'Asie centrale et se concentre sur la lutte contre le terrorisme, ce qui convient parfaitement à Téhéran dont le régime est

<sup>131</sup> Facon, « Moscow's global foreign and security strategy: does the Shanghai Cooperation Organization meet russian interests? », 479.

<sup>132</sup> Rakhimov, « Internal and external dynamics of regional cooperation in Central Asia », 96.

<sup>133</sup> Norling et Swanström, « The Shanghai Cooperation Organization, Trade, and the Roles of Iran, India and Pakistan », 433.

<sup>134</sup> Il sera mentionné et appelé dans la suite de ce travail par son acronyme, RIC.

<sup>135</sup> Norling et Swanström, « The Shanghai Cooperation Organization, Trade, and the Roles of Iran, India and Pakistan », 440-42.

autoritaire et positionné pour le statut quo et le renforcement de ces régimes, au contraire des États-Unis et des Occidentaux<sup>136</sup>. On peut aussi noter qu'en analysant les positions des différents membres de l'OCS et des observateurs aux Nations-Unies, l'Iran fait partie des trois pays ayant les positions les plus proches de l'OCS, accompagné par la Chine et le Pakistan<sup>137</sup>.

L'élargissement de l'OCS, et donc l'intégration des observateurs que sont l'Iran, le Pakistan et l'Inde a longtemps été envisagé. L'Iran y voyait un moyen efficace pour continuer à protéger sa relation avec Moscou, la grande priorité du président Ahmadinejad<sup>138</sup>. Le statut de membre à part entière de l'OCS aurait pu aussi lui permettre de contourner les sanctions économiques<sup>139</sup>. Mais l'élargissement a rencontré quelques obstacles où l'Iran est régulièrement impliqué. La Russie et l'Iran sont en désaccord concernant le partage et la division sectorielle de la mer Caspienne entre les cinq États qui la bordent et l'Iran entretient de mauvaises relations avec le Pakistan, qui a soutenu durant les années 90 le régime des Talibans hostile à Téhéran. Intégrer l'Iran, ce serait rajouter des conflits latents au sein de l'OCS<sup>140</sup>. La candidature iranienne a pris davantage de « plomb dans l'aile » lorsqu'en 2010, l'OCS a mis en place des règles strictes pour devenir membre. Parmi celles-ci, on retrouve l'obligation de ne pas faire l'objet de sanctions onusiennes. La mesure visait clairement l'Iran montrant bien la suspicion que peuvent ressentir les États membres à l'égard de Téhéran. Ceux-ci ne partagent pas réellement la vision iranienne du monde, jugée trop anti-occidentale. Ils ont en fait l'impression que Téhéran tente d'attirer l'OCS dans sa bataille contre l'Occident, impression alimentée par la vision des dirigeants selon qui l'OCS a été créée pour contrer l'OTAN. Ils considèrent également l'Iran comme une source de militantisme islamique voire un « cheval de Troie » de l'expansion islamique en Asie Centrale, et ce malgré les tentatives de la part de Téhéran de mettre en avant une appartenance historique commune au monde persan. Mais les Républiques d'Asie Centrale sont de confession sunnite hanafite<sup>141</sup> alors que l'Iran se positionne comme le leader des chiites dans le monde. La politisation du religieux en Iran est enfin perçue par ces États comme incompréhensible et menaçante<sup>142</sup>.

L'OCS, c'est deux membres permanents au Conseil de Sécurité des Nations Unies<sup>143</sup>, quatre puissances nucléaires, en incluant les observateurs ainsi qu'une organisation au sein de laquelle le

---

<sup>136</sup> Akbarzadeh, « Iran and the Shanghai Cooperation Organization », 89-92.

<sup>137</sup> Flemming Splidsboel Hansen, « China, Russia, and the Foreign Policy of the SCO », *Connections: The Quarterly Journal* 11, n° 2 (2012): 100.

<sup>138</sup> Akbarzadeh, « Iran and the Shanghai Cooperation Organization », 96.

<sup>139</sup> Ibid., 92.

<sup>140</sup> Norling et Swanström, « The Shanghai Cooperation Organization, Trade, and the Roles of Iran, India and Pakistan », 437.

<sup>141</sup> Les trois autres grandes écoles sunnites sont les écoles dites « Hanafites », « Malikites » et « Shafiites ».

<sup>142</sup> Akbarzadeh, « Iran and the Shanghai Cooperation Organization », 93-96.

<sup>143</sup> Il sera mentionné et appelé dans la suite de ce travail par son acronyme, CSNU.

couple Russie-Chine représente la plus grande force armée mondiale<sup>144</sup>. C'est pour la Russie mais également pour l'Iran l'opportunité de montrer au monde qu'il existe des alternatives à l'hégémonie et à la brutalité occidentale. En s'associant aux pays émergents, aux nouveaux ou futurs centres de pouvoirs mondiaux, comme elle le fait également au sein des pays « Brasil-Russia-India-China-South Africa<sup>145</sup> » ou du triangle RIC, Moscou acquiert ou retrouve un certain prestige sur la scène internationale tout en masquant ses faiblesses dans le nouveau mode de gouvernance mondiale, basé sur la mondialisation et la globalisation<sup>146</sup>. En outre, les États membres de l'OCS peuvent renforcer leur position dans les négociations avec l'Ouest s'ils parlent d'une seule voix, comme ce fut le cas par exemple sur le dossier du nucléaire iranien<sup>147</sup>. Sur ce dossier comme sur bien d'autres, l'Iran attendait des puissances orientales qu'elles se positionnent à ses côtés contre les Occidentaux. Cette stratégie iranienne porte le nom de *look to the East*. En contrepartie, l'Iran conservait un certain mutisme sur le sort des musulmans dans la province du Xinjiang et en Tchétchénie. Les dirigeants iraniens ont justifié cette position issue d'un marchandage en soutenant que c'était en fait pour eux le meilleur moyen de protéger les musulmans de ces deux régions<sup>148</sup>. La vision de l'image du « champion des masses musulmanes » que l'Iran tente de se donner s'est vu alors annihilée<sup>149</sup>. La priorité de cette organisation n'est autre que la promotion des intérêts Étatiques de chacun des États. Il ne s'agit pas du niveau de pauvreté, des valeurs démocratiques ou d'économie de marché transparente. Ce régionalisme de Shanghai permet au contraire de faire diversion et d'éviter les pressions pour des réformes dans le futur, tout en faisant gagner de la légitimité aux États dans leur posture anti-hégémonique<sup>150</sup>. Erik Voe te n<sup>151</sup> ira même jusqu'à surnommer l'OCS « le groupe contre-hégémonique »<sup>152</sup>.

---

<sup>144</sup> Facon, « Moscow's global foreign and security strategy: does the Shanghai Cooperation Organization meet russian interests? », 477.

<sup>145</sup> Ils seront mentionnés et appelés dans la suite de ce travail par leur acronyme, BRICS.

<sup>146</sup> Facon, « Moscow's global foreign and security strategy: does the Shanghai Cooperation Organization meet russian interests? », 476-78.

<sup>147</sup> Norling et Swanström, « The Shanghai Cooperation Organization, Trade, and the Roles of Iran, India and Pakistan », 441.

<sup>148</sup> Akbarzadeh, « Iran and the Shanghai Cooperation Organization », 96-98.

<sup>149</sup> Ibid., 92.

<sup>150</sup> Norling et Swanström, « The Shanghai Cooperation Organization, Trade, and the Roles of Iran, India and Pakistan », 442.

<sup>151</sup> Enseigne des matières liées à la justice mondiale et à la géopolitique à l'Université de Georgetown.

<sup>152</sup> Hansen, « China, Russia, and the Foreign Policy of the SCO », 100.

## **5. Partie empirique : le conflit syrien**

La crise syrienne fait partie des soulèvements populaires survenus au Moyen-Orient au début de l'année 2011. Elle a comme particularité que de nombreux acteurs se sont emparés de la problématique et ont envenimé le conflit au point que six ans plus tard, les soulèvements sont toujours présents, tout comme le régime d'Assad qui les a durement réprimés. Cette cohabitation de deux camps antagonistes mène le pays dans une impasse. De nombreux Syriens, y compris certains de confession sunnite, semblent cautionner le régime baasiste car il serait le seul capable de maintenir une sécurité ou en tout cas d'éviter le chaos et l'anarchie<sup>153</sup>. Dans ce contexte fébrile et très précaire, l'opposition apparaît clairement divisée en de nombreuses organisations qui ont toutes des objectifs et intérêts différents. Si une opposition libérale est présente à l'étranger, elle ne dispose que de très peu de relais sur le terrain. Qui sont d'ailleurs véritablement ces hommes et ces groupes qui se battent en Syrie ?

Les rebelles syriens se divisent en trois types de groupes : les groupes autonomes, les groupes fusionnés et enfin les « chambres d'opération », qui sont des coalitions limitées voire temporaires. Deux chambres d'opérations rassemblent plus de 80 % de l'ensemble des rebelles syriens. La première, *Jaïch Al-Fatah*<sup>154</sup>, compte un tiers des rebelles et se compose notamment du Front *Fatah Al-Cham*<sup>155</sup> et de ses alliés, qui sont fortement soupçonnés d'être liés à *Al-Qaïda*. La seconde se nomme *Fatah Halab*<sup>156</sup> et rassemble la moitié des rebelles de Syrie, avec des factions essentiellement proches des « Frères Musulmans » ou affiliées à l'« Armée Syrienne Libre»<sup>157</sup>.

Du côté des forces pro-gouvernementales, on distingue trois groupes principaux et quatre factions secondaires. Parmi les groupes principaux, on retrouve *Harakat Hezbollah Al-Nujaba*, une milice irakienne de 4000 à 7000 hommes, assez proche idéologiquement du *Hezbollah*. Le deuxième groupe, *Liwa Fatemiyoun*<sup>158</sup>, rassemble entre 5000 et 10000 *Hazaras*<sup>159</sup>. Enfin, le troisième groupe n'est autre que le *Hezbollah*. Parmi les groupes secondaires, on retrouve un groupe de combattants sunnites venus des camps palestiniens d'Alep, une antenne du *Hezbollah* en Syrie, deux groupes formés par les gardes de la révolution iranienne et enfin les « faucons du désert », basés à Lattaquié. A ceux-ci, on peut ajouter les forces kurdes, présentes notamment dans le Nord de la Syrie, qui ont signé un pacte de non-agression avec Assad depuis 2011. Les forces pro-gouvernementales, qu'elles soient totalement

---

<sup>153</sup> Tancrède Josseran, Florian Louis, et Frédéric Pichon, *Géopolitique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord: du Maroc à l'Iran*, 1re édition, Collection « Major ». Série géopolitique (Paris: Presses Universitaires de France, 2012), 67.

<sup>154</sup> « L'armée de la reconquête ».

<sup>155</sup> Nouveau nom accordé au Front Al-Nosra.

<sup>156</sup> « Conquête d'Alep ».

<sup>157</sup> Elle sera mentionnée et appelée dans la suite de ce travail par son acronyme, ASL.

<sup>158</sup> « Brigade des Fatimides ».

<sup>159</sup> Afghans chiites et persanophones.

inféodées ou partiellement à l'Iran, ont pour but d'empêcher le régime alaouite de tomber et d'être remplacé par des groupes qu'elles qualifient de salafistes et de takfiristes.

Dans le camp opposé, de nombreux groupes modérés se sont « radicalisés ». Certains groupes radicaux appartiennent ou ont appartenu à l'ASL. La « brigade des martyrs de Yarmouk » a par exemple été soutenue jusqu'à l'été 2014 par les États-Unis alors qu'elle avait déjà déclaré allégeance de manière secrète à l'EI. Le groupe *Fatah-Al-Cham* a récemment rompu avec Al-Qaida pour se démarquer, mais l'objectif paraît davantage symbolique et financier, permettant aux monarchies du golfe de continuer à les financer et les soutenir logistiquement. Certains groupes tentent également de revenir dans le camp des modérés, comme *Ahrar Al-Cham*<sup>160</sup> qui ont été proches de l'EI avant de devenir son ennemi depuis 2014. De manière générale, la chambre d'opération *Fatah Halab* est considérée comme plus modérée car elle ne se réclame pas du salafisme et n'appelle pas au djihad global, à l'extérieur des frontières. L'ASL est aujourd'hui très loin de l'image qu'on en a en Occident, celle de syriens modérés et en faveur de la laïcité. Ce sont les Frères Musulmans qui la dominent et ceux-ci tentent bel et bien d'instaurer la charia. Tous les groupes de l'ASL se révèlent être aujourd'hui de l'islam politique. La Coalition Nationale Syrienne a elle pour but de viser la construction d'un État civil moderne. C'est le principal organe politique de l'opposition « plurielle et modérée » et coordonne ses actions avec celles de l'ASL. En son sein, quelques brigades sont encore réellement laïques.

Après cette révision des forces en présence sur le sol syrien, on comprend que la Syrie est une véritable mosaïque ethnique et religieuse. La majorité de la population est sunnite mais des minorités importantes coexistent avec ces derniers, comme les chrétiens, les Alaouites et les Kurdes. D'autres minorités plus marginales sont également présentes sur le territoire syrien comme les Druzes ou les Ismaélites. La confession alaouite, dont le clan Assad se réclame, provient d'une des divisions du chiisme au IXe siècle. Elle reconnaît la légitimité du onzième imam et se détache de la conception duodécimaine traditionnelle, chère à l'Iran, sur quelques points. Il est également important de noter que cette conception de l'islam est considérée par les ayatollahs iraniens comme hérétique. On peut dès lors confirmer l'hypothèse selon laquelle les dirigeants iraniens sont capables de pragmatisme, notamment dans leurs relations avec les acteurs régionaux. Lors de la prise du pouvoir par le parti *Baas* en Syrie en 1963, la minorité alaouite, caractérisée par Hafez al-Assad, triompha. Mais ce dernier, alors en opposition avec l'Iran, n'a pas mené une politique de conversion au chiisme, se contentant d'assurer l'emprise de la minorité alaouite sur l'appareil étatique<sup>161</sup>.

---

<sup>160</sup> « Libres du Levant ».

<sup>161</sup> *Ibidem*, p.105.

La politique étrangère syrienne se caractérise par deux constantes. Premièrement, le régime rejette l'indépendance du Liban, qu'elle a considéré pendant longtemps comme sa chasse gardée, allant jusqu'à l'envahir jusqu'en 2006. Deuxièmement, elle s'est toujours opposée à l'émergence d'une puissance irakienne, notamment en raison d'une rivalité très forte entre les Assad et Saddam Hussein, ce qui l'a conduit à se rapprocher stratégiquement et très rapidement de Téhéran. Dès lors, l'alliance entre l'Iran et la Syrie est davantage une alliance stratégique liée à un pragmatisme politique plutôt qu'un arc chiite tel qu'aiment décrire les monarchies sunnites du Golfe. Avec la Russie, la proximité trouve également des origines historiques. La minorité chrétienne syrienne entretient une proximité avec l'église orthodoxe de Moscou depuis la première guerre mondiale alors qu'à la même époque, l'URSS fraîchement née jouit d'une certaine popularité auprès des nationalistes arabes. A Bandung en 1955, la Syrie se posera en tant que pays neutre mais très vite, les occidentaux refusant de l'aider économiquement ou militairement, comme ce fut le cas pour de nombreux projets arabes, elle se tournera vers l'URSS. La coopération économique et militaire va très vite se développer et l'arrivée du parti *Baas* en 1963 ne fera qu'accentuer cette tendance, avec une politique de nationalisation conséquente. En échange de son soutien au régime alaouite, consistant en livraison d'armes et prêts financiers permettant d'entretenir une politique d'équilibre avec Israël, Hafez al-Assad offre des accès maritimes et aériens facilités à l'URSS, Tartous et Lattaquié. Durant la fin des années 80 et les années 90, la relation connaîtra un léger refroidissement car l'URSS puis la Russie n'auront plus les moyens d'investir à l'étranger, et se retireront donc momentanément du Moyen-Orient. Assad et Poutine arriveront alors au pouvoir quasiment simultanément au début du millénaire et les deux auront la volonté de reprendre les relations. Là encore, les intérêts sont capitaux : la Russie veut retrouver son influence et cela passe par le Moyen-Orient où elle doit s'assurer qu'elle a conservé les accès maritimes et aériens sur la côte méditerranéenne. La Syrie n'a pas été capable de remplacer l'URSS et veut donc renouer contact avec la Russie pour que la protection, les livraisons d'armes et les investissements reprennent. On a donc encore aujourd'hui une alliance entre la Syrie et la Russie, mais celle-ci ne doit pas être exagérée, étant avant tout guidée par les intérêts de chacun<sup>162</sup>.

Que ce soit du côté iranien ou du côté russe, la Syrie représente un intérêt stratégique particulier. Les deux États se montrent donc pragmatiques et suivent une ligne de politique étrangère inspirée des théories réalistes des relations internationales dans leurs relations avec le régime d'Assad. Dans cette partie, seront analysées la confrontation régionale entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, qui se joue en partie sur le terrain de la guerre en Syrie, ainsi que la tripartite (voire quadripartite) composée de l'Iran, de la Syrie et du *Hezbollah*, auxquels on pourrait rajouter l'Irak dans une moindre mesure. Le conflit syrien, c'est également un terrain de confrontation pour la Russie dans sa relation avec l'Occident

---

<sup>162</sup> Lisa Roméo, « Syrie et Russie : historique des relations de 1946 à 2012 », *Les Clés du Moyen-Orient*, 16 février 2012.

couplé à un moyen de montrer son retour au premier plan sur la scène mondiale. Les négociations internationales et multilatérales qui se tiennent depuis 2012 à Genève sous l'égide de l'ONU ou plus récemment à Astana dans un contexte plus restreint feront également l'objet d'une analyse. Nous montrerons également comment au sein de la relation irano-russe, les deux acteurs s'adaptent et s'intègrent même parfois aux projets de leur « allié ». C'est le cas de la Russie qui s'est rapprochée de facto des alliés de l'Iran que sont le *Hezbollah* et l'Irak, en plus de la Syrie. C'est également valable pour l'Iran qui tente par tous les moyens de se rapprocher davantage de l'OCS, avec l'objectif ultime de l'intégrer en tant que membre à part entière.

## **5.1. La confrontation régionale Iran-Arabie Saoudite**

### **5.1.1. La relation États-Unis – Arabie Saoudite : des alliés économiques**

Dans sa posture anti-hégémonique et antiaméricaine, l'Iran est évidemment en permanence confronté aux principaux alliés des États-Unis. Au sein de la région du Moyen-Orient, on retrouve évidemment Israël mais aussi l'Arabie Saoudite. L'Iran entretient avec son voisin de la péninsule une relation antagonique depuis 1979 et la révolution iranienne.

L'Arabie Saoudite est alliée aux États-Unis depuis que son roi est allé quérir l'aide de sociétés étrangères pour l'aider à bâtir son État, y compris d'un point de vue économique. Il s'est alors tourné, au début des années trente, vers la *Standard Oil of California* qui a accepté de rechercher du pétrole dans le sol de la péninsule. Cette dernière a trouvé des quantités énormes de pétrole au fur et à mesure des années suivantes. Après la deuxième guerre mondiale, un véritable partenariat entre les deux États verra le jour pour aboutir très vite à une véritable alliance, compte tenu de l'importance des réserves et de la production pétrolière saoudienne<sup>163</sup>. En effet, la production pétrolière dans le Golfe Persique équivaut à 30 % de la production mondiale de pétrole, dont l'Arabie Saoudite représente 10 % à elle toute seule. Les États-Unis ont donc besoin de l'Arabie Saoudite pour leur consommation de pétrole « personnelle » mais pas seulement. Ils en sont également indirectement dépendants via leurs relations commerciales avec d'autres États. Chine, Japon, Corée du Sud, Taiwan, Inde et Vietnam, pour ne reprendre que ces six États, cumulent plus de 40 % de la totalité des importations américaines. Ces six pays partagent la particularité que leur économie dépend fortement du pétrole du Golfe. On comprend donc mieux qu'avec cette dépendance indirecte, les États-Unis soient contraints de s'assurer que l'Arabie Saoudite et les autres États du Golfe soient en mesure de fournir leurs clients. C'est donc vraiment cette composante économico-pétrolière, et plus particulièrement le rôle majeur que joue l'Arabie Saoudite dans la fourniture du pétrole au marché international, qui sous-tend les relations

---

<sup>163</sup> Jennifer Delaney, « The Unlikely Partnership: The State of the U.S.-Saudi Relationship » (Hawai'i Pacific University, 2009), 26-29.

américano-saoudiennes<sup>164</sup>. En outre, l’Arabie Saoudite est totalement dépendante de la sécurité que lui offrent les États-Unis, que ce soit pour la protection de ses frontières ou pour son régime intérieur. De son côté, l’Arabie Saoudite accorde des prix très bas concernant la fourniture de pétrole.

### 5.1.2. L’antagonisme irano-saoudien : un héritage du khomeynisme, une semi-périmétrie à abattre, un leadership régional en jeu

Afin de remettre très brièvement en contexte la nature de l’antagonisme irano-saoudien, rappelons que c’est la politique d’exportation de la révolution de Khomeiny qui est à la base de l’hostilité saoudienne. Son peuple de référence n’était pas que la nation iranienne mais l’ensemble des musulmans qu’il appelait à se révolter contre les gouvernements pro-occidentaux et pro-américains, au premier rang desquels on trouve l’Arabie Saoudite. On peut clairement certifier que l’Iran est influencé encore aujourd’hui par cette vision et cette hostilité pour les Saoudiens solidement ancrée dans l’esprit de son premier guide. Selon cette conception des relations internationales relativement proche des postulats constructivistes, l’Iran est anti-américain quand l’Arabie Saoudite est pro-américaine. Les intérêts nationaux ont été définis en fonction de la perception de l’identité des deux États. Alexander Wendt qualifierait cette relation anarchique de nature « hobbesienne », les deux États ne se considérant pas uniquement rivaux mais surtout ennemis. La confrontation irano-saoudienne, notamment sur le conflit syrien ne tire donc pas entièrement son origine dans un calcul stratégique.

En revenant à l’hostilité du régime de Téhéran vis-à-vis des États-Unis à proprement parler, l’Arabie Saoudite est peut-être dans l’esprit des dirigeants iraniens la « tête du serpent », correspondant aux États-Unis, qu’il faut « couper ». Cela correspond en plus à son objectif de devenir la puissance majeure au Moyen-Orient, car l’Arabie Saoudite est une des puissances majeures de la région et a parfois un comportement hégémonique avec les autres monarchies pétrolières du Golfe. Selon Wallerstein, l’État hégémonique, ici les États-Unis, se trouve au centre du système. C’est la puissance prépondérante qui veut s’assurer la continuité du système qui la favorise. Elle est soutenue par les membres de la semi-périmétrie qui lui sont inféodés mais qui profitent eux aussi de la position centrale de l’acteur hégémonique. L’Arabie Saoudite s’inscrit parfaitement dans ce rôle de semi-périmétrie ou dans le rôle de « dominée », cher à Kindleberger, ayant un intérêt à disposer d’un hégémon qui garantit le système dans lequel elle s’épanouit. Avec son omniprésence au sein de l’OPEP et du Conseil de Coopération du Golfe<sup>165</sup>, elle a pris depuis des décennies le leadership au détriment de ses nombreux voisins du Golfe. Ces derniers peuvent être assimilés dans une certaine mesure à la périphérie dans la mesure où ils sont assez dépendants des décisions du royaume saoudien. Toutefois, on peut également

<sup>164</sup> Mathieu Saab, « L’Arabie saoudite et les États-Unis : une relation sur le déclin. Première partie : évolution de la monarchie wahhabite moderne », *Les Clés du Moyen-Orient*, 28 octobre 2016.

<sup>165</sup> Il sera mentionné et appelée dans la suite de ce travail par son acronyme, CCG.

les situer dans la semi-périmétrie car ces différentes monarchies profitent aussi du système mis en place et garanti par les États-Unis pour s'enrichir. Dans sa théorie du système-monde, Wallerstein imagine des scénarios pour l'avenir, dans son cas jusqu'en 2050. Dans cette optique, il paraît opportun de réaliser une initiative semblable et d'imaginer deux scénarios possibles pour le futur.

Dans la mesure où l'Iran désire modifier le statut quo et remettre en question la position d'hégémon des États-Unis, la République Islamique dispose de deux solutions.

La première serait de tenter de couper le lien qui existe entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite. Celui-ci est purement économique, les valeurs communes entre les deux pays étant très peu présentes. Cela implique donc de concurrencer l'Arabie Saoudite sur les marchés pétroliers, suffisamment pour apparaître comme une alternative crédible à celle-ci aux yeux des États-Unis. Cela implique aussi de décrédibiliser voire même diaboliser de manière discursive l'Arabie Saoudite auprès de son allié américain au point d'arriver à l'isoler. Les liens prétendus du royaume saoudien avec les organisations terroristes et djihadistes sont l'une des causes du refroidissement relatif des relations américano-saoudiennes depuis 2001. Avec le véritable avènement de l'EI depuis 2014, les soupçons sont évidemment ravivés. Pour l'Iran, cela aurait pour conséquence d'engendrer un rapprochement relatif avec les États-Unis.

La deuxième solution n'est autre que la poursuite de la confrontation, militaire et diplomatique, qui serait privilégiée. Il s'agirait pour l'Iran de tenter de prendre le dessus, et ensuite de manière définitive, sur l'Arabie Saoudite dans la région. Les deux pays y sont actifs dans plusieurs *proxy war* et leur rivalité voire leur antagonisme bat son plein. Dans une optique plus dure, se rapprochant du *Hard Power*, l'Iran pourrait être tenté d'obtenir une victoire décisive sur l'Arabie Saoudite sur l'ensemble de ces terrains de confrontation. Cela n'implique donc pas un rapprochement avec les États-Unis mais leur permettrait d'acquérir le statut de seule puissance régionale prépondérante au Moyen-Orient.

La présence iranienne en Syrie, qui s'est accrue au fil des mois et des années depuis le début du conflit en 2011, tient pour beaucoup à sa confrontation régionale avec l'Arabie Saoudite. La Syrie, c'est un test-clé pour l'Iran face à son rival régional, qu'il accuse de tenir une stratégie d'agression. Celle-ci se caractériserait par un financement du terrorisme international et l'instigation et la provocation de *proxy war* au Liban, en Irak, au Yémen et bien sûr en Syrie<sup>166</sup>. Les enjeux sont capitaux dans cette *proxy war* : un échec iranien entraînerait une intensification des affrontements confessionnels entre sunnites et chiites dans toute la région. Ce serait également une défaite symbolique face à l'Arabie Saoudite, augmentant le risque de « tâche d'huile » en Irak, au Liban, au Pakistan, en Afghanistan, au Yémen et

---

<sup>166</sup> Thierry Coville, « La politique syrienne de l'Iran : entre intérêts stratégiques et débats internes », *Confluences Méditerranée* 89, n° 2 (2014) : 97-98.

même en Iran. Tous ces pays sont multiconfessionnels et rassemblent tous des populations sunnites et chiites sur un même territoire, ce qui présente des risques d'affrontements interreligieux sur fond de rivalité irano-saoudienne. Ceux-ci sont à éviter pour l'Iran, d'autant plus lorsqu'on prend en compte les proportions de sunnites et de chiites au sein de la *Oumma* musulmane, qui sont respectivement de 85 % et 15 %. L'Iran dénonce toutefois une agression des chiites par les sunnites mais tente de minimiser ce lien religieux pour maximiser l'importance stratégique de la Syrie dans sa politique régionale. L'Iran se doit également de tenir sa position en tant que défenseur des chiites du Moyen-Orient, mais dans son discours elle tente également de défendre les autres minorités religieuses<sup>167</sup>. La perspective de voir émerger un nouveau gouvernement en Syrie qui serait anti-iranien et pro-saoudien est un grand danger pour l'Iran. Cela représenterait la fin du lien fort qui existe aujourd'hui entre les acteurs principaux de la « résistance à Israël ». L'Iran dispose de deux types de réponse face à la politique d'agression de l'Arabie Saoudite. Les radicaux ont une attirance naturelle pour la solution militaire prônant par nature la manière forte et la poursuite de la confrontation dans ces *proxy war*. Les modérés sont eux pour un dialogue renforcé avec l'Arabie Saoudite. Ces derniers sont au pouvoir actuellement en Iran, et leurs leaders, le président Rohani et le ministre des affaires étrangères Zarif en tête ont pour mission de convaincre les radicaux et le guide de la révolution Ali Khamenei du bien-fondé de leur approche<sup>168</sup>.

Sur le dossier syrien, l'Iran et la Russie ont su faire preuve de persuasion et ont montré l'étendue de leur capacité de *soft power*. L'opinion publique occidentale ne voit aujourd'hui plus la chute du régime syrien et le renforcement des liens avec l'Arabie Saoudite comme une véritable priorité. Côté iranien, c'est grâce à la conclusion de l'accord sur le nucléaire et au retour parmi les nations fréquentables de la communauté internationale qu'on a pu défendre et promouvoir avec succès une telle position. La position commune avec les États-Unis sur l'EI, notamment en Irak où les deux pays se battent quasiment côte à côte, a également joué un rôle prépondérant. L'Iran – il en va de même pour la Russie – a pu de la sorte prouver qu'il était un des principaux *game changer* dans la résolution de la crise syrienne<sup>169</sup>. Ainsi, l'Iran a pu profiter de son état de position de force dans sa rivalité avec l'Arabie Saoudite. Les Occidentaux n'ont d'autres choix que de suivre la voie que l'Iran et la Russie leur offre et cela a le don d'attirer les foudres de l'Arabie Saoudite, dont les relations avec l'Occident se tendent progressivement<sup>170</sup>. L'Arabie Saoudite est d'autant plus sous pression dans ce dossier qu'une autre rivalité dans laquelle elle est impliquée émerge dans la région. Les Saoudiens défendent les groupes sunnites salafistes, dont l'idéologie religieuse découle du wahhabisme, l'école islamique sunnite

<sup>167</sup> Ibid., 98-99.

<sup>168</sup> Ibid., 102.

<sup>169</sup> Olivier Zajec, « Basculement stratégique au Proche-Orient », *Le Monde diplomatique*, novembre 2015.

<sup>170</sup> Coville, « La politique syrienne de l'Iran », 101-2.

défendue par Riyad. Les Qatars se positionnent eux en faveur des groupes sunnites dont l'idéologie découle de l'organisation des « Frères Musulmans »<sup>171</sup>. Au Moyen-Orient, les tensions entre ces deux camps n'ont cessé de s'exacerber depuis le début des printemps arabes, notamment en Syrie où des groupes des deux camps s'affrontent, formant une opposition syrienne hétéroclite et peu soudée et renforçant donc malgré elle le régime de Bachar al-Assad. Riyad essaye néanmoins de consolider ces divers groupes rebelles syriens<sup>172</sup>. Clément Therme analyse cela comme une sorte de « guerre froide » entre l'Iran et l'Arabie Saoudite. Il ajoute : « *Ces deux pays s'efforcent de projeter leur puissance régionale jusqu'en Méditerranée-Orientale* »<sup>173</sup>. Un des objectifs iraniens serait donc d'étendre sa présence militaire en Méditerranée-Orientale, via la Syrie. L'Iran essayerait donc d'« approfondir » ou d'élargir sa profondeur stratégique. Ainsi, le pays serait en situation de parité stratégique avec Israël et tout à fait capable de rivaliser en tant que puissance régionale avec l'ennemi saoudien. Le jeu des alliances et la recherche d'hégémonie régionale par l'Arabie saoudite et l'Iran, bien que difficilement atteignable, compliquent encore un peu plus la lecture de ce conflit. L'Arabie Saoudite n'hésite pas par exemple à coaliser les différentes tribus arabes sunnites, y compris au prix d'alliances avec des groupes islamistes. Ce fut notamment le cas au sein de la jeunesse tribale syrienne<sup>174</sup>. On peut également noter que des deux côtés, on pratique une manipulation des divisions entre chiites et sunnites qui est instrumentalisée discursivement afin de servir le calendrier et les intérêts politiques de Téhéran et Riyad. Les milices chiites, l'Iran, le gouvernement syrien et le *Hezbollah* semblent toutefois reprendre du terrain sur les groupes d'opposition sunnites soutenus par l'Arabie Saoudite, du moins jusqu'en juillet 2017<sup>175</sup>. L'Arabie Saoudite a alors réagi en faisant pression financièrement sur le Liban pour qu'il qualifie le *Hezbollah* d'organisation terroriste. C'est un programme d'aide de pas moins de 2,7 milliards de \$ qui était en jeu, mais le Liban a décidé de ne pas se plier aux volontés de Riyad<sup>176</sup>.

Les deux États déclarent toutefois avoir le même principal ennemi en Syrie : l'EI. Néanmoins, l'Iran et la Russie, accompagnés de l'Irak et du *Hezbollah*, forment une coalition différente de celle formée par les États-Unis, qui regroupent de nombreux États, y compris l'Arabie Saoudite pourtant méfiante par rapport à une telle initiative. Si Riyad participe, c'est notamment dû aux efforts de Washington qui parvient à la faire fléchir<sup>177</sup>. La présence de deux coalitions avec des objectifs qui divergent sur la crise

<sup>171</sup> Pierre Conesa, « Cinq conflits entremêlés », *Le Monde diplomatique*, Décembre 2015.

<sup>172</sup> Clément Therme, « La nouvelle « guerre froide » entre l'Iran et l'Arabie saoudite au Moyen-Orient », *Confluences Méditerranée* 88, n° 1 (2014): 118.

<sup>173</sup> Ibid., 119.

<sup>174</sup> Gregory Gause, « Is Saudi Arabia really counter-revolutionary? », *Foreign Policy*, 9 août 2011, sect. The Middle East Channel.

<sup>175</sup> Breteau et Zerrouky, « Comment l'EI a perdu 70 % de son territoire utile en Irak et en Syrie en trois ans ».

<sup>176</sup> « Le Hezbollah maître du jeu libanais », *Le Monde diplomatique*, Avril 2016, 6-7.

<sup>177</sup> Jacques Lévesque, « Quitte ou double de la Russie à Alep », *Le Monde diplomatique*, novembre 2016.

syrienne a le don de mettre le doute dans les esprits de l'opinion publique, mais aussi chez certains leaders politiques. C'est le cas au Moyen-Orient de certaines monarchies du Golfe et notamment du Qatar. L'un de ses dirigeants aurait déclaré le 23 mai 2017 qu'il ne comprenait pas l'acharnement du président américain Donald Trump et de l'Arabie Saoudite sur l'Iran. Riyad a très vite réagi et dans les deux semaines qui ont suivi a rompu ses liens diplomatiques avec Doha, et l'a sommé de fermer sa célèbre chaîne télévisée Al-Jazeera, qui avait relayé le témoignage. Au sein du CCG, toutes les nations ne s'entendent pas sur la méthode à exercer pour contrer l'influence iranienne. Le sultanat d'Oman s'oppose par exemple à une méthode radicale désirée par l'Arabie Saoudite et prône le dialogue et la médiation pour réchauffer les relations<sup>178</sup>.

La Russie a une politique étrangère pragmatique et on ne retrouve nullement chez elle toute l'hostilité iranienne pour le royaume saoudien. La Russie se positionne néanmoins de facto en totale opposition à l'Arabie Saoudite. Elle entretient une proximité naturelle avec la Syrie, quasiment historique. Depuis l'époque de la première guerre mondiale, les chrétiens syriens sont liés à l'Église Orthodoxe de Moscou et la popularité de l'URSS était à l'époque très forte chez les nationalistes arabes. Les Saoudiens se rangeant aux côtés des États-Unis depuis la fin de la seconde guerre mondiale, ceux-ci n'ont évidemment jamais entretenu une relation très aboutie avec Moscou. Cela contraste avec la relation entre Moscou et Damas, qui après s'être positionnée comme neutre à Bandung en 1955, s'était rangée du côté de Moscou au cœur de la guerre froide. Damas avait conservé une excellente relation avec Moscou malgré la chute de l'URSS. L'Arabie Saoudite s'est assez vite montrée excédée par l'obligation des Occidentaux de suivre la Russie sur le dossier syrien, notamment après l'accord russo-américain sur les armes chimiques syriennes. Par la suite, c'est le *soft power* russe au Moyen-Orient, engrangé au fur et à mesure du conflit qui a permis que la priorité de l'opinion publique occidentale ne soit plus de renforcer ses liens avec l'Arabie Saoudite.

On peut également se souvenir qu'en 2015, Moscou avait réussi son pari de trouver un accord sur le nucléaire iranien entre Téhéran et Washington. L'un des grands perdants de cet accord était déjà l'Arabie Saoudite. Quelques mois plus tard, en octobre 2015, c'est encore Poutine qui a remis Assad sur le chemin de la reconquête de son territoire perdu face aux rebelles et aux extrémistes. Avec son intervention, le président russe se montrait encore une fois opposé aux intérêts saoudiens cette fois sur le conflit syrien. On peut ajouter que les deux États appartiennent à deux coalitions différentes en Syrie. L'Arabie Saoudite se montre très frileuse et très réticente dans la coalition menée par Washington. On peut d'ailleurs se demander dans quelle mesure la poursuite du chaos syrien ne répondait pas in fine à ses intérêts. L'Arabie Saoudite ne possède aucune frontière directe avec la Syrie et n'a que peu

---

<sup>178</sup> Fatiha Dazi-Héni, « Drôle de guerre dans le Golfe », *Le Monde diplomatique*, Juillet 2017.

d'influence ou d'atouts à défendre dans ce pays. Jusqu'en 2015 et l'intervention russe, une telle position, si elle était avérée, était le meilleur choix stratégique pour ses intérêts au vu du recul qu'enregistrait jusqu'alors le régime syrien. La Russie dirige elle la coalition composée de l'Iran, de l'Irak et du *Hezbollah*, les alliés du régime et ennemis chiites des Saoudiens. On comprend donc que si la Russie agit avec pragmatisme et n'entretient pas une relation antagoniste avec Riyad, elle va par contre en permanence à l'encontre des intérêts saoudiens en défendant les siens. On peut toutefois signifier que la Russie peut changer sa position si en matière d'intérêts nationaux un calcul « coûts-bénéfices » lui assure de gagner en influence à Riyad. Ce scénario était d'autant plus probable que l'Arabie Saoudite fut fortement déçue des politiques de Washington à son égard et celui du Moyen-Orient notamment en 2015 et 2016. A ce moment précis, l'Arabie Saoudite s'était posée la question de la nécessité de reconsiderer « l'accroissement de la position stratégique de la Russie au Moyen-Orient »<sup>179</sup>. En se rapprochant des Russes, les Saoudiens évoquaient la possibilité d'utiliser la Russie et sa nouvelle influence pour contrer celle des Iraniens.

### **5.1.3. L'administration Trump et le prince Mohammed Ben Salman, acteurs du changement**

L'alliance entre Saoudiens et Américains avait connu de sévères revers, particulièrement lors de la fin du mandat de Barack Obama. L'arrivée de Donald Trump, supposé pro-russe, ne laissait supposer aucune amélioration. Les derniers mois ont pourtant réservé leur lot de surprises. Les soutiens et autres lobbys pro-saoudiens de Washington ont littéralement inversé la tendance, obligeant Donald Trump à changer son fusil d'épaule. La présence de James Mattis et Rex Tillerson aux postes clés de l'administration américaine concernant la politique étrangère y est également pour quelque chose. Ils sont tous deux pour une politique étrangère américaine qui reste dans sa lignée devenue historique, celle de la confrontation avec l'Iran, en plus d'être antirusses. Donald Trump ne se positionne également pas en faveur des énergies renouvelables ni pour le développement de celles-ci. L'importance accordée aux énergies traditionnelles, le pétrole en tête, est donc bien plus forte qu'elle ne l'était sous son prédécesseur, ce qui le rapproche inexorablement de Riyad<sup>180</sup>. La politique étrangère américaine n'est toutefois pas totalement cohérente pour autant : les Américains soutiennent des milices chiites à Tikrit dans la lutte contre l'EI en Irak via des bombardements aériens, ce qui fait d'eux des alliés des Iraniens dans ce pays. A seulement quelques centaines de kilomètres de là, au

---

<sup>179</sup> Roland Lombardi, « Les relations entre la Russie et l'Arabie saoudite : changement des équilibres au Moyen-Orient ? » (JFC Conseil, 30 novembre 2015), 2, [www.jfcconseilmed.fr/.../15-11-30--Lombardi--Relations-Russie-Arabie-saoudite.pdf](http://www.jfcconseilmed.fr/.../15-11-30--Lombardi--Relations-Russie-Arabie-saoudite.pdf).

<sup>180</sup> Daniel Lazare, « La redoutable influence de Riyad à Washington », *Le Monde diplomatique*, Juillet 2017.

Yémen, les États-Unis offrent simultanément une aide logistique aux forces sunnites soutenues par l'Arabie Saoudite combattant les Houthis<sup>181</sup>.

Depuis 2015, la scène politique intérieure saoudienne voit l'émergence d'un acteur-clé dans la confrontation irano-saoudienne. Il s'agit de Mohammed Ben Salman, fils du roi Salman nommé récemment par son père héritier du trône alors que l'ordre de succession prévoyait que ce soit son neveu. C'est lui qui a décidé du renforcement de la présence saoudienne en Syrie<sup>182</sup>. Néanmoins, après des succès de l'opposition face au régime syrien engendrés par son soutien, le prince a enregistré quelques revers face à son rival iranien. Il prévoyait en 2015 de conserver Alep sous contrôle des rebelles sunnites, qu'il jugeait imbattables dans la métropole syrienne. Il désirait également que le président du Liban soit élu en 2016 sans que l'Iran et le *Hezbollah* n'influencent ce choix. Enfin, il pensait pouvoir porter une estocade à Téhéran en saturant le marché pétrolier, ce qui aurait fait baisser le cours du pétrole et mis Téhéran en grande difficulté économique. Aujourd'hui, Mohammed Ben Salman enregistre de nombreux échecs : Alep a été reprise par Assad, le Liban a élu un président répondant aux préférences de l'Iran et l'Arabie Saoudite a fini par diminuer elle-même fortement son offre de pétrole sur les marchés mondiaux. On peut rajouter que l'Arabie Saoudite s'est quelque peu enfoncé dans un bourbier au Yémen, rendant difficile un soutien fort et durable au groupes sunnites en Syrie. La lutte contre l'EI requérant une certaine cohérence dans les actions en Syrie et en Irak, l'Arabie Saoudite a perdu un sérieux atout en voyant son ambassadeur à Bagdad renvoyé à Riyad<sup>183</sup>. De manière générale, c'est le *soft power* saoudien qui souffre d'un déficit par rapport au *soft power* iranien. Quand l'Iran soutient les milices chiites en Irak, les Saoudiens batissent eux un mur de mille kilomètres le long de la frontière irako-saoudienne, laissant les populations sunnites d'Irak à leur propre sort et les envoyant indirectement vers l'ennemi. L'Iran n'hésite pas face à cette situation à tenter une escalade diplomatique en « menaçant » indirectement l'Arabie Saoudite d'une révolution chiite, se déclarant capable de monter les populations chiites contre le pouvoir en place comme ils l'ont fait en Afghanistan ou dans bien d'autres États de la région. Téhéran va jusqu'à proposer ironiquement par voie médiatisée qu'elle pourrait laisser à l'Arabie Saoudite son influence à Bahreïn en échange du reste de la région. L'Arabie Saoudite a alors laissé passer l'orage en espérant des jours meilleurs et une redistribution des cartes lors de la prise de fonction de Donald Trump. Les premières conclusions lui donnent raison puisque la relation américano-saoudienne reprend vie et que dans son sillage, l'Arabie Saoudite continue de se rapprocher des vues d'Israël<sup>184</sup>, formant un trident anti-

---

<sup>181</sup> « The Shia crescendo », *The Economist*, 28 mars 2015, sect. Middle East and Africa.

<sup>182</sup> « Iran shores up Assad's home front », *The Economist*, 21 mai 2015, sect. Intelligence Unit.

<sup>183</sup> « The long arm », *The Economist*, 22 janvier 2015, sect. Middle East and Africa.

<sup>184</sup> « America's growing toughness towards Iran », *The Economist*, 23 février 2017, sect. Leaders.

iranien. Les tensions sont très présentes entre les deux États : l'ambassade saoudienne à Téhéran a été attaquée tandis que des chiites saoudiens ont été accusés d'espionnage et condamnés à mort<sup>185</sup>.

Avec la Russie, elle a en tout cas réussi à inverser la tendance qui se dessinait au moment de l'élection de M. Trump à la maison blanche. Le nouveau président américain semblait pro-russe et les Saoudiens ont usé au maximum de leur influence à Washington pour inverser la vapeur. On peut se demander si la nomination de M. Mattis et M. Tillerson ne sont pas liées d'une quelconque manière aux forces lobbyistes pro-saoudiennes présentes sur le territoire américain, au vu de la manière avec laquelle ces deux nominations répondent aux intérêts saoudiens. En se référant à la théorie de la stabilité hégémonique de Kindleberger, l'Arabie ne pouvait de toute manière se permettre d'observer le retrait américain de la région et de la Syrie sans réagir. Le système ne peut survivre si l'hégémon n'est plus. Même en cas de simple déclin de celui-ci, il serait de plus en plus *challengé* par la Russie, son premier concurrent. Et nul doute que cette perspective ne rencontrerait pas les intérêts nationaux saoudiens.

Riyad a repris ses menaces d'intensifier son soutien aux rebelles, montrant son entrain renouvelé dans le conflit. Elle participe toujours aux pourparlers de paix, y réclamant le départ d'Assad et celui des forces militaires iraniennes de la Syrie<sup>186</sup>. On peut donc s'attendre à un nouveau soutien renforcé de l'Arabie Saoudite envers les groupes d'opposition sunnites. En 2015, les Saoudiens, les Qatars et les Turcs s'étaient rapprochés et entendus sur la nécessité d'une meilleure coopération dans leur soutien à l'opposition syrienne<sup>187</sup>. Cela avait donné lieu à un véritable succès, le régime d'Assad reculant et n'ayant plus d'influence en septembre 2015 que sur 34 583 km<sup>2</sup> des 185 180 km<sup>2</sup> composés par la totalité du territoire syrien. Depuis lors, la Russie est intervenue militairement dans le conflit et le régime syrien contrôle aujourd'hui plus de 60 000 km<sup>2</sup> de territoire<sup>188</sup>. Il sera intéressant d'observer prochainement si Riyad est capable de ré-inverser la tendance de cette *proxy war* avec l'Iran en provoquant une poussée des groupes d'opposition et un nouveau recul du gouvernement Assad.

## **5.2. Le « Front de résistance » : Iran, Syrie, Hezbollah, Irak**

### **5.2.1. Des discours décrédibilisants à la base d'un comportement Étatique réaliste et des perceptions régionales croisées sur fond de conflit israélo-palestinien**

Le conflit israélo-palestinien influence la région du Moyen-Orient depuis son commencement juste après la seconde guerre mondiale. Israël est depuis sa création perçu par le monde arabo-musulman

<sup>185</sup> « After a year of boldness, Saudi Arabia is in retreat », *The Economist*, 10 décembre 2016, sect. Middle East and Africa.

<sup>186</sup> « Iran join talks in vienna about the syrian civil war », *The Economist*, 31 octobre 2015, sect. Middle East and Africa.

<sup>187</sup> Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, « Ankara et Téhéran, alliés ou concurrents? », *Le Monde diplomatique*, janvier 2017.

<sup>188</sup> Breteau et Zerrouky, « Comment l'EI a perdu 70 % de son territoire utile en Irak et en Syrie en trois ans ».

comme un élément colonial par l'entièreté du monde arabe<sup>189</sup> alors que celui-ci vit une phase totalement opposée : la décolonisation européenne. Les États arabo-musulmans y ont vu l'opportunité, en concordance avec le concept de « bouc émissaire » de Jean Bodin, de se confronter à un ennemi pour construire leur identité étatique. Dans le monde arabo-musulman, s'opposer à Israël et soutenir la cause palestinienne amène la sympathie des opinions publiques voire des pouvoirs en place de tous les États du « Grand Moyen-Orient ». Les États-Unis, grand allié d'Israël, ont réussi au fur et à mesure des années à faire diversion de cette problématique et à influencer de nombreux pouvoirs pour que cette cause ne figure pas à leur agenda. Aujourd'hui, ils ne sont plus qu'une poignée au Moyen-Orient à défendre les Palestiniens et à adopter une position ouvertement hostile envers Israël. Les pays arabes dont la cause palestinienne ne figure plus à l'agenda ne peuvent véritablement l'avouer à leur opinion publique sans la décevoir. C'est le cas de nombreux États du CCG qui vont donc tenter d'éviter d'utiliser le terme de « Front de résistance » pour désigner l'Iran, la Syrie et le *Hezbollah*. L'ensemble de ces pouvoirs étant de confession chiite, le terme « arc chiite » est parfait pour les monarchies du Golfe et l'ensemble des adversaires de ce « Front ». La défense de la cause est occultée au profit d'une pseudo « alliance confessionnelle », alors que les liens entre ces pouvoirs sont de nature bien plus stratégiques qu'identitaires. Au sein des discours, le terme « confessionnel » est utilisé pour discréditer les autres en les qualifiant de non-représentatif de la nation et donc de l'entièreté de la population<sup>190</sup>. Ceci illustre la manière avec laquelle le discours peut servir à une instrumentalisation des principes et des valeurs dans un but de recherche de puissance ou de tentative de division des ennemis. C'est une des principales critiques faites par les auteurs réalistes des relations internationales à leurs homologues idéalistes, celle du discours comme un « paravent qui dissimule les intérêts des puissances ».

L'Irak doit-il être inclus dans ce « Front de résistance » ou cet « axe chiite » ? La question mérite d'être abordée et prête à débat. Rappelons qu'historiquement, l'Iran et le régime d'Assad sont alliés depuis 1979 et l'avènement de la République Islamique, le *Hezbollah* étant très vite créé en 1982 et rejoignant aussitôt l'alliance. Ce n'est évidemment pas le cas de l'Irak qui était alors sous la domination du gouvernement sunnite de Saddam Hussein, qui était farouchement hostile à l'Iran, et qui le restera jusqu'à l'intervention américaine en Irak de 2003. L'Irak a ensuite été pendant de longues années un « État failli », sans un agenda de politique étrangère clairement défini et à la merci des puissances étrangères. Si l'Irak se reconstruit petit à petit malgré la présence de l'EI sur son territoire, il est clair que le pays est clairement sous influence iranienne. Pour trancher la question, nous inclurons l'Irak dans ce groupe d'État formant la profondeur stratégique iranienne mais tout en gardant quelques réserves sur la pérennité ou l'assiduité de cette position.

<sup>189</sup> Bernard Ravenel, « La nucléarisation progressive du conflit israélo-palestinien », *Recherches internationales*, n° 82 (Avril-Juin 2008): 90

<sup>190</sup> Christopher Phillips, « Sectarianism and Conflict in Syria », *Third World Quarterly* 36, n° 2 (février 2015): 359.

L'image et la perception que l'Iran a d'Israël est un cas particulier. La lutte contre Israël n'a pas toujours été sa priorité mais est montée progressivement à l'agenda au fil des années. Pour la République Islamique, Israël n'est autre qu' « *une nouvelle version du même impérialisme qui a dicté sa loi à la nation iranienne sous le Shah* »<sup>191</sup>. Israël soupçonne en retour l'Iran d'attaquer indirectement Israël en fournissant son allié, le *Hezbollah* d'armes conventionnelles et de missiles. Le *Hezbollah* a utilisé l'ensemble de ces armes durant l'été 2006 pour bombarder et attaquer certaines villes dans le Nord d'Israël<sup>192</sup>. Dans sa lutte contre Israël, outre le *Hezbollah*, l'Iran est également lié au *Hamas*, la principale force d'opposition palestinienne, mais avec une proximité moindre.

« Le maintien de l'axe de résistance et de la défense de la cause palestinienne en haut de l'agenda régional permet à l'Iran de faire oublier son origine ethnique perse (non-arabe) et son islam chiite, devenant ainsi un partenaire acceptable pour les pays arabes sunnites. Les discours hostiles à l'égard d'Israël de l'ancien président Ahmadinejad étaient donc aussi stratégiques : ils renforcent l'influence régionale de l'Iran en faisant de cet État un acteur incontournable au Moyen-Orient, concurrençant donc l'Arabie Saoudite, la Turquie mais surtout Israël. De la sorte, les États-Unis voient leur allié perdre de l'influence dans la région au profit d'un acteur ennemi »<sup>193</sup>.

Contrairement à ce que la logique de la guerre froide pourrait laisser penser, Israël et la Russie entretiennent des relations historiquement cordiales. Malgré la présence de 20 000 000 de musulmans au sein de sa population, la Russie ne se pose pas en défenseur des musulmans ou d'une quelconque branche de l'islam. La Russie entretient plutôt une certaine proximité avec les chrétiens du Moyen-Orient. Le conflit israélo-palestinien n'est donc pas du tout une priorité pour les Russes et ceux-ci ne sont en aucun cas menacés par Israël. La préservation du « Front de résistance » n'a donc pas un intérêt direct pour eux dans la mesure où même si ces acteurs entretiennent de bonnes relations avec la Russie, ils pourraient être facilement remplacés au vu des atouts russes. La chute, ou tout du moins le déclin de ce Front aurait un résultat mitigé pour les Russes : la stabilité régionale au Moyen-Orient n'en serait que déstabilisée, ce qui fragiliserait la Russie sur son flanc sud. En guise de consolation, on peut imaginer que l'Iran serait confronté par ses rivaux du Moyen-Orient sur de nombreux fronts et que les ventes d'armes russes n'en seraient que boostées dans la région.

---

<sup>191</sup> Dalia Dassa Kaye, Alireza Nader, et Parisa Roshan, *Israel and Iran: a dangerous rivalry* (Santa Monica, CA: RAND National Defense Research Institute, 2011), 79.

<sup>192</sup> Kenneth Katzman, « Iran: U.S. Concerns and Policy Responses » (Washington: Congressional Research Service, 4 mars 2011), 39.

<sup>193</sup> Amaury Deltour, « Dossier nucléaire iranien: la relation entre Iran et États-Unis, une interdépendance asymétrique? » (Université de Liège, 17 août 2015), 23-24.

## 5.2.2. Le « Front de résistance », les États-Unis et leurs alliés sur la scène syrienne : la profondeur stratégique iranienne et les vestiges de l'influence américaine au Moyen-Orient en jeu

De leur côté, les ennemis régionaux du « Front de résistance », le Qatar et l'Arabie Saoudite, ont voulu récupérer en Syrie ce qu'ils avaient perdu en Irak, à savoir le remplacement d'un gouvernement sunnite emmené par Saddam Hussein par un gouvernement chiite avec Nouri al-Maliki puis Haïder al-Abadi comme premiers ministres irakiens<sup>194</sup>. Si l'Irak sortait de son statut d'État failli pour conserver un gouvernement stable de confession chiite et surtout de nature bienveillante avec l'Iran comme c'est le cas actuellement, l'Iran aurait validé l'élargissement de sa profondeur stratégique à un niveau jamais atteint. La République Islamique aurait un accès privilégié, tant politique qu'au niveau de ses soutiens militaro-économiques, à l'ensemble des États qui la séparent de la Méditerranée, du *Hezbollah* ou encore d'Israël. La puissance de l'Iran et les nombreux leviers qu'il pourrait actionner sur la scène régionale moyen-orientale seraient tels qu'il prendrait un avantage décisif dans la course au leadership régional qu'il dispute avec l'Arabie Saoudite, la Turquie voire l'Égypte ou Israël. Le conflit syrien représente un enjeu capital puisque l'issue de celui-ci décidera de la véritable validation ou non de cette profondeur stratégique iranienne. Si l'EI est vaincu, qu'Assad ou un remplaçant de celui-ci enclin à conserver les mêmes liens avec la République Islamique, alors l'Iran aura atteint son objectif. Si dans le cas contraire, Assad est déchu et son gouvernement remplacé par un pouvoir se tournant vers les États arabes du golfe et les États-Unis, alors l'Iran verra sa profondeur stratégique rompue et son lien avec le *Hezbollah* et la résistance à Israël sérieusement diminué. C'est donc une sorte de « quitte ou double » pour l'Iran qui peut perdre des avantages stratégiques ainsi que sa source principale de popularité dans le monde arabe, réduisant considérablement son *soft power*.

La portée de l'alliance du « Front de résistance » doit toutefois être modérée et fait elle aussi l'objet d'un calcul « coûts-bénéfices » de la part de ses acteurs. L'Iran est l'allié de la Syrie sur bien des dossiers et notamment sur le conflit Syrien. Néanmoins, l'Iran ne semble pas vouloir laisser ou rendre au gouvernement syrien l'influence que ce dernier disposait au Liban. Le Liban était la véritable chasse-gardée de la Syrie au moins jusqu'en 2006, date à laquelle son armée s'en est retirée. Avec le conflit syrien, l'Iran a renforcé la coopération et les liens entre les différents acteurs du « front de résistance », soit sa profondeur stratégique, mais a surtout relégué son allié syrien au rang de subordonné. Le *Hezbollah* a une perception de l'opportunité tout à fait semblable et n'hésite pas à signifier à qui veut l'entendre que les territoires syriens contrôlés ou tout du moins influencés par le *Hezbollah* n'ont pas vocation à retourner sous l'influence et le contrôle total d'Assad<sup>195</sup>.

<sup>194</sup> Karim Emile Bitar, « La Syrie, foyer de déstabilisation régionale ? », *Confluences Méditerranée* 89, n° 2 (2014): 70.

<sup>195</sup> « The Shia crescendo ».

La Russie est aussi dans cette logique calculatrice dans ses relations avec l'Iran, la Syrie, le Hezbollah et l'Irak. Avec ce dernier acteur cité, la Russie tente de challenger les États-Unis<sup>196</sup>, qui y conservent une grande influence depuis leur invasion malgré l'échec relatif de la reconstruction Étatique irakienne. L'Irak est de toute façon intimement lié au conflit syrien, au vu de la présence de l'EI sur les territoires syriens et irakiens et de la frontière devenue poreuse entre les deux États. Les Russes entretiennent de bonnes relations avec le *Hezbollah*, qui est régulièrement reçu au Kremlin et qui n'est évidemment pas qualifié de terroriste par Vladimir Poutine. L'Iran représente un allié circonstanciel dans la lutte contre l'hégémonie américaine, les phénomènes d'ingérence et la préservation de la souveraineté Étatique. C'est un modèle de résistance historique aux États-Unis. Indirectement, en préservant voire en accentuant l'influence de ces acteurs au Moyen-Orient, la Russie peut bénéficier des mêmes retombées que ces acteurs tout en ne se « salissant pas les mains ». En considérant que les ennemis du Front seraient fragilisés par une victoire de celui-ci dans le conflit syrien, la Russie peut bénéficier d'une chute de l'influence américaine au Moyen-Orient, elle-même provoquée par la défaite de ces propres alliés.

L'issue du conflit est également autrement capitale pour les États-Unis. En cas de « victoire irano-russe », les États-Unis essuieraient un nouvel échec sur la scène moyen-orientale, ce qui aurait pour effet d'accélérer leur pivot vers la zone Pacifique ou leur repli sur soi, en fonction de la ligne suivie par l'administration Trump. Quoi qu'il en soit, cela signifierait une nouvelle perte d'influence américaine dans la région. Et il ne fait nul doute que dans une optique réaliste des relations internationales, des acteurs Étatiques régionaux tels que l'Iran ou globaux tels que la Russie en profitent pour récupérer cette influence au Moyen-Orient.

### **5.3. Conclusion intermédiaire**

A travers la lecture de la comparaison de ces deux facteurs que sont l'Arabie Saoudite et le « Front de résistance » au sein du conflit syrien, on en arrive à une conclusion intermédiaire très claire. Ces deux premiers facteurs sont capitaux pour la politique étrangère de l'Iran, qui est omniprésente sur ces terrains et a bon nombre d'intérêts en jeu. La Russie n'est-elle pas menacée par une montée en puissance de l'Arabie Saoudite dans la région via un changement de régime en Syrie. Elle ne paraît que peu concernée par le maintien ou non du « Front de résistance » qui correspond à la profondeur stratégique iranienne. La seule profondeur stratégique russe ou les seuls intérêts russes dans ces pays concernent la Syrie, à travers la base de Lattaquié et le port de Tartous. Si ceux-ci sont les derniers accès russes au Moyen-Orient et à la Méditerranée, les intérêts iraniens sont bien plus nombreux et leur régime bien plus menacé, notamment par Israël. C'est aussi le *soft power* iranien dans la région

---

<sup>196</sup> « Washington “disturbed” by Baghdad’s alliance with Moscow: source », *Asharq Al-Awsat*, 19 octobre 2015, sect. Middle East.

qui est en jeu, en tant que défenseur des populations chiites du Moyen-Orient et en tant que leader régional de la lutte palestinienne. Diminuer voire perdre le soutien au *Hezbollah* via la Syrie et l'Irak, c'est mettre en grand danger l'influence iranienne dans l'entièreté de la région moyen-orientale.

## **5.4. Les négociations internationales (Genève, Astana) et le rôle des iraniens et des russes au niveau multilatéral**

### **5.4.1. Les négociations de Genève : l'échec d'une tentative « libérale » américaine**

Dès le commencement des tentatives de résolution du conflit, les États-Unis ont tenté de promouvoir l'option onusienne de règlement du conflit représentée par le plan en 6 points de Kofi Annan mais c'est en fait l'opposition syrienne qui ne l'a pas respecté. Le plan soutenu par les Américains a donc été saboté par son propre camp, au vu du soutien qu'ils apportent à l'opposition<sup>197</sup>. Les premiers pourparlers sous l'égide de l'ONU en 2012, nommés « Genève I » ont permis au Groupe d'Action pour la Syrie<sup>198 199</sup> de s'entendre sur trois sources politico-juridiques : le « plan en 6 points »<sup>200 201</sup> dégagé par Koffi Annan, la Résolution 2042 du CSNU et enfin la Résolution 2043. « La résolution 2042 du CSNU<sup>202</sup> demande tout d'abord le respect du « plan en 6 points ». Elle aborde également une série d'obligations pour les parties, qui devaient être respectées dès le 10 avril 2012 au plus tard : mettre fin aux mouvements de troupes en direction d'agglomérations, cesser d'utiliser des armes lourdes dans les agglomérations et commencer à retirer les troupes qui y sont concentrées, le respect de la cessation de la violence par l'opposition syrienne conditionnée au même respect par Bachar Al-Assad, mettre fin à la violence sous toutes ses formes et mettre sur pied une mission des Nations Unies chargée d'y veiller, mettre en place une mission préparatoire de 30 observateurs maximum pour rendre compte des progrès accomplis et enfin un accès facile garanti par le gouvernement syrien pour les aides humanitaires. Le secrétaire général était tenu de faire État de l'avancement et de l'application de

---

<sup>197</sup> Mamduh Nayouf, *Vers le déclin de l'influence américaine au Moyen-Orient*, Comprendre le Moyen-Orient (Paris: L'Harmattan, 2014), 202-3.

<sup>198</sup> Il sera mentionné et appelée dans la suite de ce travail par son acronyme, GAS.

<sup>199</sup> Celui-ci se compose du Secrétaire Général de l'ONU, du Secrétaire Général de la Ligue Arabe, des chefs de la diplomatie de la Chine, de la France, de la Russie, du Royaume-Uni, des États-Unis, de la Turquie, de l'Irak et du Koweït ainsi que le Haut Représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Le régime syrien et l'opposition syrienne ne font à cette époque pas partie des négociations et sont donc absents du GAS.

<sup>200</sup> Il s'agit de mettre en place un dialogue politique, un "processus politique ouvert, dirigé par les Syriens" en réponse aux préoccupations légitimes de la population. L'envoyé des Nations Unies désirait également assurer, sous la supervision de l'ONU, un arrêt effectif de toutes les formes de violence armée par toutes les parties. Le 3ème point concernait l'acheminement de l'aide humanitaire dans toutes les zones touchées par les combats tout en organisant une "pause humanitaire quotidienne de deux heures". Le GAS désirait également la fin des détentions arbitraires et une communication de la liste de tous les lieux de ces détentions. Ensuite, le GAS insistait sur la liberté des journalistes du monde entier, avec une volonté de pratiquer une politique de visas non discriminatoire. En dernier point du plan, la liberté d'association était consacrée et le droit de manifester publiquement devait être assuré.

<sup>201</sup> « Kofi Annan's six-point plan for Syria », *Al Jazeera*, mars 2012, sect. Politics.

<sup>202</sup> « Résolution 2042 » (ONU, 14 avril 2012).

la présente résolution pour le 19 avril 2012. La Résolution 2043 du CSNU<sup>203</sup> demande elle aussi le respect du « plan en 6 points » et celui de la résolution 2042. Elle vise à créer, pour une période initiale de 90 jours, une Mission de supervision des Nations Unies en Syrie<sup>204</sup> placée sous le commandement d'un observateur militaire en chef et composée, dans un premier temps, de 300 observateurs militaires non armés et d'une composante civile appropriée qui permette à la Mission d'exécuter son mandat, soit de contrôler le respect par toutes les parties de la cessation de la violence armée sous toutes ses formes, et de surveiller et d'appuyer l'application intégrale de la proposition en six points. Le Secrétaire général est tenu de faire un rapport sur l'application de la présente résolution dans les 15 jours suivant son adoption, puis tous les 15 jours, et de lui présenter des propositions de modification du mandat de la MISNUS »<sup>205</sup>.

La Russie participait déjà à ces premières négociations tandis que l'Iran était absent au vu de son statut de « banni de la communauté internationale ». La Russie profite d'une importance globale supérieure à l'Iran sur la scène internationale et surtout d'un statut « fréquentable » que l'Iran tarde à retrouver. En 2014, les pourparlers de Genève II n'ont pas mené à de véritables avancées. L'objectif était d'appliquer la mise en place d'un gouvernement provisoire et de transition en Syrie. Le régime et l'opposition de Syrie étaient cette fois présents aux négociations. Ce sont la Russie et l'Iran qui sont sortis gagnants de cet « échec ». La Russie a prouvé que sans l'Iran, dont la présence a été refusée à la dernière minute par Ban Ki-Moon<sup>206</sup>, il serait impossible de trouver un accord sur la sortie de crise syrienne. Cela démontre la capacité russe à décider qui participe ou non à des négociations multilatérales. La Russie a aussi illustré l'incapacité de l'opposition syrienne à se fédérer sous une bannière commune, ce qui fut un facteur clé dans la réussite de l'intégration iranienne aux négociations.

En 2016, lors de Genève III, un nouveau contexte a émergé depuis les deux premiers rounds à Genève. L'EI a émergé dans la crise syrienne et « l'ensemble des parties ont dû revoir leurs priorités face à cette nouvelle menace»<sup>207</sup>. L'opposition syrienne va alors voir sa position se marginaliser progressivement. Elle est petit à petit « débordée par la machine de guerre russo-iranienne, d'un côté et de l'autre, par l'essor du djihadisme, une disparition des principes fondateurs de la révolution est à craindre »<sup>208</sup>. A cette époque, le *think tank* néerlandais « Clingendael Netherlands Institute of International Relations » analyse trois scénarios pour la suite des pourparlers de Genève. Les similitudes entre le déroulement

<sup>203</sup> « Résolution 2043 » (ONU, 21 avril 2012).

<sup>204</sup> Elle sera mentionnée et appelée dans la suite de ce travail par son acronyme, MISNUS.

<sup>205</sup> Amaury Deltour, « Quel est le rôle de la Russie dans les négociations sur un accord de transition concernant la crise syrienne lors des conférences de Genève I et Genève II ? » (Université de Liège, 29 mai 2017), 9.

<sup>206</sup> L'alternance politico-électorale en Iran et l'arrivée au pouvoirs des modérés et de Rohani en remplacement d'Ahmadinejad ont vraisemblablement joué leur rôle, esquissant un début de retour sur la scène internationale.

<sup>207</sup> Ibid., 3.

<sup>208</sup> Matthieu Eynaudi, « La réouverture des négociations sur la Syrie à Genève : peu d'avancées tangibles avant de retourner à Astana », *Les Clés du Moyen-Orient*, 14 mars 2017.

ultérieur des pourparlers et le 3ème scénario imaginé par ce *think tank* sont frappantes. Ce dernier prévoit un échec des pourparlers concordant avec une reprise des offensives menées par le gouvernement Assad et ses alliés. La reprise de la ville de Palmyre et des gisements pétroliers de la province de *Deir Ezzor* contrôlés par l'État Islamique serait imminente. Les États du Golfe n'accepteraient pas cette situation où Assad retrouve son influence dans des zones clés pour le futur syrien et où les gouvernements syriens, russes et iraniens sont légitimés en tant que partenaires indispensables à la lutte contre l'État Islamique. Ils se lanceraient donc dans une contre-offensive en augmentant leur soutien aux rebelles. Et cette nouvelle donne nécessiterait une nouvelle tentative de pourparlers<sup>209</sup>.

En février 2017, la Russie a repoussé unilatéralement la conférence de Genève IV à la fin du mois de février à cause de la tenue d'une réunion à Astana<sup>210</sup>. Cela démontre deux choses : premièrement, cela dévoile le statut russe de « maître de l'agenda » des négociations syriennes, et l'Iran n'a pas cette même capacité à influencer l'agenda multilatéral mondial à son profit. Deuxièmement, les négociations restreintes entre la Russie, l'Iran et la Turquie ont pris le dessus sur celles de l'ONU, ce qui est profitable pour les deux pays, eux qui étaient déjà sortis gagnant de l'échec de Genève II. Notons que tout échec ou inertie à Genève renforce la légitimité du processus d'Astana et par conséquent celle de l'Iran et de la Russie comme acteurs incontournables du conflit syrien. En février 2016, les négociations n'ont pas permis d'enregistrer d'avancée majeure, seule une feuille de route en 4 points ayant été dégagée : gouvernance, constitution, élections et lutte contre le terrorisme<sup>211</sup>. D'autres pourparlers ont eu lieu depuis, en mars, mai, et juillet 2017 mais n'ont pas véritablement donné satisfaction, se faisant quelque peu éclipser par les pourparlers d'Astana.

#### **5.4.2. Les négociations d'Astana : la consécration d'un réalisme classique revisité par Téhéran et Moscou**

Le premier round des pourparlers d'Astana a eu lieu le 23 janvier 2017 et pas moins de cinq autres rounds ont déjà eu lieu depuis : le 15 février, le 14 mars, le 4 mai, le 19 mai et enfin le 4 juillet<sup>212</sup>. Les négociations qui se tiennent à Astana sont beaucoup plus rapides tant au niveau du processus même qu'au niveau des échéances. On ne peut ignorer que les négociations d'Astana rencontrent également de nombreux obstacles mais les États prennent rendez-vous pour des pourparlers ultérieurs dans les plus brefs délais, ce qui ne démotive pas les parties d'arriver à un accord final sur les zones de

<sup>209</sup> Ron Ton, Wilbur Perlot, et Hans Wurzer, « Overview Syrian peace talks » (Clingendael Netherlands Institute of International Relations, mars 2016), 5.

<sup>210</sup> Eynaudi, « La réouverture des négociations sur la Syrie à Genève : peu d'avancées tangibles avant de retourner à Astana ».

<sup>211</sup> Ibid.

<sup>212</sup> Ces discussions se tiennent généralement au minimum sur deux jours en fonction des disponibilités et des difficultés rencontrées.

« désescalade ». En effet, alors qu'à Genève, l'ONU et les Occidentaux désirent trouver une solution politique globale et durable au conflit syrien, l'objectif à Astana est plus modeste et vise le maintien durable du cessez-le-feu entre les différentes parties du conflit.

C'est la Russie qui est l'instigatrice de cette négociation tandis que l'Iran s'est laissé séduire par cette initiative. Au fur et à mesure des réunions, la Russie, l'Iran et la Turquie se sont entendus sur l'idée de diviser le pays en trois zones où ces trois États se porteraient garants et protecteurs du cessez-le-feu, chacun dans leur zone. C'est aussi la consécration d'un certain réalisme sur la scène syrienne dans la mesure où ce sont les États présents militairement sur le terrain qui décident du futur du pays. Les autres puissances, en ce compris les États-Unis, sont relégués au rang d'observateurs<sup>213</sup>. Si l'objectif est plus modeste et plus réaliste dans un premier temps, il a également d'autres intérêts pour les trois acteurs internationaux y participant. On peut citer la vision de Poutine, pour qui une zone où la souveraineté est absente devient fertile au terrorisme. Avec un pouvoir central et souverain qui n'est plus véritablement en mesure de résister seul à des menaces internes, la Syrie peut être qualifiée d'« État failli ». On comprend donc mieux le désir des russes de mettre en place des zones de désescalade où la souveraineté est assurée temporairement par un acteur externe. L'Iran partage également cette vision de la souveraineté et a donc tout intérêt à se ranger derrière cette vision russe ainsi que de participer aux initiatives de résolution de conflit lancées par Moscou. Téhéran a su imposer une zone de désescalade dont son statut de garant de cette zone correspondait à ses intérêts stratégiques. Il s'agit des alentours de Damas, la capitale syrienne totalement contrôlée par le régime syrien. De la sorte, Téhéran se donne un levier supplémentaire pour protéger le régime et par extension, sa profondeur stratégique. La Russie a également su négocier la création d'une zone au sein de laquelle ses intérêts seraient préservés. Il s'agit de la région côtière de la Syrie et plus précisément « à cheval » sur les provinces de Homs et de Hama. Celles-ci sont également des villes, chefs-lieux des provinces homonymes et se trouvent toutes deux dans un rayon inférieur à 150km, que ce soit de Tartous ou de Lattaquié. Avec cette zone de désescalade, ce sont 180 kilomètres de côte syrienne qui sont protégées des menaces terrestres de l'opposition syrienne, de ses alliés et des groupes terroristes. Et sur cette côte syrienne, on retrouve évidemment les bases navale et aérienne russes de Tartous et de Lattaquié.

On ne peut toutefois pas s'empêcher de se questionner sur les risques que cela peut comporter tant pour Moscou que pour Téhéran. Dans l'optique où la Russie et l'Iran sont vulnérables au sécessionnisme et veulent éviter qu'un tel phénomène se produise sur leur propre territoire, il est étonnant de défendre une option de partition du territoire syrien. Certes, l'option est temporaire et

---

<sup>213</sup> Matthieu Eynaudi, « A Astana, la redéfinition des rapports de force dans les négociations sur la Syrie », *Les Clés du Moyen-Orient*, 9 février 2017.

l'objectif est de mettre en place un processus politique dans le futur est réel. Mais le souvenir de la partition de l'Allemagne devrait parler aux russes, la partition et les zones d'influence ayant duré quatre ans avant de voir une véritable sécession durant 41 ans. La stratégie russo-iranienne peut donc s'avérer payante si l'influence que ces deux pays arrivent à mettre en place durant la partition se perpétue dans un État réunifié. Mais si la partition mène à une véritable scission du territoire syrien, c'est la stabilité régionale qui s'en trouvera affectée, ce qui n'est assurément pas l'objectif ni des Iraniens, ni des Russes. Quoiqu'il en soit, le choix de la Russie et de l'Iran semble être entériné, et le bénéfice de voir le poids des États-Unis diminuer drastiquement dans la résolution du conflit syrien est à portée de mains tant pour Téhéran que pour Moscou. La présence de la Russie et de l'Iran à toutes les réunions de pourparlers conjuguée à l'absence des États-Unis à Astana en est l'ultime preuve.

## **5.5. Les États-Unis confrontés au retour de la superpuissance russe et à la confrontation bilatérale iranienne**

Dans sa conception de la souveraineté et via son concept du « bouc émissaire », Jean Bodin abordait l'importance d'avoir un ennemi afin de faire diversion de problèmes économiques et de demandes de la population pour des réformes. La Russie n'est pas dérangée lorsque l'opinion publique mondiale constate qu'elle s'oppose aux Américains sur le conflit syrien. Cette confrontation est en fait assumée au point qu'elle figure parfois au sein même de la rhétorique médiatique russe. Lorsque la Russie s'exprime sur le conflit syrien, celle-ci ne manque pas de citer ses ennemis dans le conflit. Au premier rang, on retrouve l'islam radical, un terme peu précis pouvant rassembler une nébuleuse de groupes ennemis. A demi-mot, les États-Unis et l'OTAN sont parfois nommés comme les ennemis dans le contexte de la guerre en Ukraine. Côté Iraniens, les ennemis sont davantage ciblés puisqu'il est avéré quasiment publiquement que les États-Unis et ses alliés du Moyen-Orient l'Arabie Saoudite et Israël sont les ennemis de la république islamique. Comme dit précédemment, c'est là une relique du khomeynisme et de la dimension constructiviste de la politique étrangère iranienne. De nombreux auteurs considèrent que la présence russe dans le conflit syrien pourrait servir de monnaie d'échange dans le conflit ukrainien. On comprend dès lors qu'une victoire diplomatique et militaire de la Russie en Syrie serait une excellente nouvelle dans sa lutte contre la poussée de l'OTAN et de l'influence américaine en Europe de l'Est et en Asie « occidentale ». La Russie considère que les États-Unis tentent d'« envahir » la zone d'influence russe via l'OTAN et de s'ingérer dans la politique des États de cette région d'Europe orientale. L'Iran, depuis la « résolution » du nucléaire iranien n'a plus de véritable dossier international sur lequel elle pourrait négocier un fléchissement des États-Unis.

Pour la Russie, son intervention en Syrie est aussi un moyen de prouver aux États-Unis qu'on peut intervenir tout en respectant le droit international. L'Iran n'a elle pas le même attachement au respect

du droit international. L'Iran est présente depuis le début du conflit en Syrie et si demande d'Assad il y a eu pour justifier l'intervention iranienne, elle fut moins formelle et plus discrète. L'intervention russe en Syrie est-elle de l'ingérence ou pas ? Selon les Russes, cela ne l'est en aucun cas parce que l'intervention a été réalisée à la demande de l'État syrien. C'est une vision très Étatiste dans la mesure où ce ne sont pas la majorité des Syriens qui ont demandé une telle intervention, qui va à l'encontre de la « R2P » occidentale. Les Iraniens ont la même aversion pour les ingérences occidentales et leur justification de « R2P » mais ont été moins marqués que les Russes par l'épisode libyen en 2011.

Gregory Otha Hall fait lui une analyse innovante des relations internationales dans son ouvrage « *Authority, Ascendancy, and Supremacy: China, Russia, and the United States' Pursuit of Relevancy and Power* ». Les relations internationales seraient guidées de plus en plus par des conflits où deux des trois superpuissances – Russie, États-Unis, Chine – ont des intérêts divergents<sup>214</sup>. Un premier exemple illustre parfaitement cette théorie : aucun pays du Moyen-Orient ne polarise autant les relations entre les trois superpuissances – Chine, États-Unis, Russie – que l'Iran. La République Islamique est l'ennemi public numéro un de Washington, un État qu'il considère comme autoritaire et dont les dirigeants utilisent les richesses et l'influence du pays pour propager le terrorisme et l'instabilité dans la région<sup>215</sup>. La Russie et la Chine parviennent elles à profiter et apprécier les bénéfices qu'elles retirent de leur relation bilatérale avec l'Iran, la République étant le partenaire économique principal de la Russie au Moyen-Orient. Chinois et Russes ne considèrent pas la menace nucléaire iranienne comme imminente et se sont toujours positionnés pour une résolution diplomatique du conflit, ce qu'ils obtiendront finalement en 2015 avec l'accord de Vienne. Téhéran bénéficie d'un soutien diplomatique non négligeable de la part de Moscou et cette dernière utilise l'Iran pour contrer l'influence américaine au Moyen-Orient et en Asie Centrale. Téhéran se montre elle incapable en retour d'utiliser la position russe à son profit sur la scène globale. Elle profite grandement du soutien russe mais c'est Poutine et son administration qui décident quand ce soutien diminue ou s'arrête.

L'obsession initiale de Moscou pour la non-intervention en Syrie à l'encontre de Bachar al-Assad trouve racine dans l'intervention occidentale en Libye. Les Russes ne veulent en aucun cas que Washington et les Occidentaux arrivent à déstabiliser le régime de Téhéran via une déstabilisation du régime de Damas<sup>216</sup>. La Russie utilise aussi la position chinoise qui est anti-hégémonique comme la sienne pour contrer les États-Unis. Là encore, pour l'Iran le soutien chinois est davantage du ressort de Pékin. La position chinoise l'objet d'un bref *focus* dans la dernière partie de ce travail. La fonction

<sup>214</sup> Gregory Otha Hall, *Authority, Ascendancy, and Supremacy: China, Russia, and the United States' Pursuit of Relevancy and Power*, Routledge Advances in International Relations and Global Politics 114 (New York: Routledge/Taylor & Francis Group, 2014), 119.

<sup>215</sup> Hall, *Authority, Ascendancy, and Supremacy*, 125.

<sup>216</sup> Ibid., 126.

d'acteur majeur des États-Unis au Moyen-Orient est le résultat du déclin de la puissance et de l'influence russe dans la région au début des années 90. Pour retrouver son influence, Poutine a décidé dès son arrivée qu'il ne devait pas hésiter à se confronter aux États-Unis. Conjugué à une administration Bush autoritaire dans son unilatéralisme, les relations se sont envenimées. La crise syrienne, c'est pour Moscou être dans une position qu'il affectionne dans son réalisme et pragmatisme en politique étrangère : « un face à face avec Washington pour régler une crise majeure»<sup>217</sup>. Pour l'Iran, l'opportunité est la même mais elles sont bien plus rares, le pays n'étant en mesure de se confronter aux États-Unis que dans la sphère moyen-orientale.

Avec les Russes, les États-Unis et Obama avaient alors lancé à partir de 2009 la politique de *reset*<sup>218</sup> et le président américain avait pour projet de poursuivre celle-ci lors de son second mandat. Mais la crise syrienne a de nouveau tendu les relations entre Moscou et Washington, bien qu'elles ne soient pas revenues au niveau de confrontation qui prévalait sous la présidence de G.W. Bush<sup>219</sup>. Dans cette optique, la Russie a pour but en Syrie de conserver sa position d'autorité au Moyen-Orient, qu'elle a conservé grâce à son influence en Syrie, tout en contrebalançant les États-Unis. Dans le contexte du pivot asiatique des États-Unis, il s'agissait aussi de s'assurer l'accès aux ressources énergétiques de la région<sup>220</sup>. Obama a également voulu se rapprocher de l'Iran à son arrivée à la maison blanche et après quelques années de confrontation, lui a tendu la main avec la signature de l'accord de Vienne. Après les bénéfices de la levée des sanctions, le conflit syrien est pour Téhéran une deuxième occasion de se renforcer en voyant son influence régionale croître. Elle contrebalance aussi celle des États-Unis, mais davantage via l'affaiblissement et la neutralisation de ses alliés régionaux que de manière bilatérale.

Des États du Moyen-Orient, comme l'Arabie Saoudite et l'Égypte, ont tenté de se tourner vers la Russie alors qu'ils sont historiquement rangés du côté de Washington. Cela concerne surtout l'importation d'armes russes dans un contexte de retrait des États-Unis de la région du Moyen-Orient. Le partenariat avec l'Égypte a été conclu mais l'Arabie Saoudite a reçu une fin de non-recevoir de la part de Moscou, elle qui demandait en échange d'un achat d'armes d'une valeur de 15 milliards \$ l'arrêt du soutien russe à Bachar al-Assad<sup>221</sup>. On peut en conclure, que si Riyad s'est montré trop gourmand, la Russie se montrait intéressée par une éventuelle opportunité de bénéficier d'avantages pétroliers et économiques semblables à ceux dont Washington bénéficie. Un retrait américain du Moyen-Orient aurait une conséquence quasi-instantanée, celle de la montée en puissance de la Russie.

<sup>217</sup> Delanoë, « États-Unis et Russie », 135.

<sup>218</sup> Elle consiste à prendre un nouveau départ dans les relations entre les États-Unis et la Russie.

<sup>219</sup> Sebastian Santander, « La politique étrangère d'Obama: le changement dans la continuité », *La Revue Nouvelle*, n° 01/2 (janvier 2013): 82.

<sup>220</sup> Hall, *Authority, Ascendancy, and Supremacy*, 124.

<sup>221</sup> Igor Delanoë, « États-Unis et Russie : les balbutiements de la « Guerre froide » », *Confluences Méditerranée* 89, n° 2 (2014): 138-39.

On a donc entre Moscou et Washington un jeu à somme nulle au Moyen-Orient. L'Iran n'a de nouveau pas la même capacité à se substituer aux États-Unis.

Les perceptions de certains groupes en tant qu'organisations terroristes diffèrent entre Moscou et Washington. Outre le *Hezbollah* dont le cas a déjà été abordé, les États-Unis ont tendance à englober beaucoup moins de groupes dans leur liste d'organisations terroristes que ne le fait Moscou. Parmi tous les groupes rebelles en Syrie, seuls quatre sont présents sur la liste américaine des organisations terroristes : l'EI, *Fatah Al-Cham*, *Khorasan* – qui a quelque peu disparu – et *Jund Al-Aqsa*. La Russie souhaiterait elle que de nombreuses factions paramilitaires soient bannies, via une liste élaborée conjointement avec Washington. Pour eux, l'ensemble de *Jaïch Al-Fatah* doit être classée « terroriste » et les propos de Poutine quant à *Fatah Halab* et l'ASL sont souvent ambigus<sup>222</sup>. La perception iranienne des groupes terroristes est plus floue et n'a au final que peu d'incidence, Moscou désirant créer cette liste uniquement avec Washington.

Le véritable renouveau russe au Moyen-Orient est l'accord signé avec Washington sur la destruction des armes chimiques syriennes en 2013<sup>223</sup>. Dans sa vision de préservation du statut quo et de défenseur des régimes autoritaires contre les ingérences déstabilisatrices extérieures, la Russie a d'abord obtenu le maintien de Bachar al-Assad au pouvoir. La Russie a ensuite craint de voir l'émergence d'un État failli au cœur de la méditerranée orientale, à seulement 1000 kilomètres de ses frontières. En 2014, sur les 100 000 rebelles qui combattent Assad, près de la moitié sont islamistes. Moscou compte environ 20 000 000 de musulmans et 98 % de ceux-ci sont sunnites et donc susceptibles d'être sensibilisés par les actions des rebelles syriens<sup>224</sup>. Il convenait donc d'intervenir à la fin du mois de septembre 2015. Les Américains ont retiré le 30 septembre 2015 leurs forces aériennes qui étaient présentes en Syrie pour bombarder les positions de l'EI depuis le mois de septembre 2014. L'objectif était alors de faire place à l'aviation russe, mais ceux-ci se sont davantage concentrés sur les rebelles qui étaient soutenus par la CIA<sup>225</sup>. Il est intéressant de se demander dans quelle mesure les États-Unis n'ont pu s'opposer à cette stratégie russe qui va à l'encontre de leurs intérêts en Syrie. Est-ce dû à un manque d'anticipation, les Américains n'ayant pas prévu que les Russes cibleraient d'autres factions que l'EI ou est-ce dû à une impossibilité pour eux d'aller à l'encontre de la décision russe, en connaissance des intentions de Vladimir Poutine ? On a tendance à pencher pour la deuxième explication possible. De nouveau, Téhéran n'est évidemment pas en mesure de jouer un tel rôle, que ce soit pour l'accord sur les armes chimiques syriennes ou pour obtenir un retrait des forces américaines. Les États-Unis entretiennent une haute méfiance envers Téhéran témoignant de l'importance des perceptions croisées entre les deux

<sup>222</sup> El-Khoury, « Qui sont les rebelles syriens ? »

<sup>223</sup> Ibid., 133.

<sup>224</sup> Ibid., 135.

<sup>225</sup> Mark Thompson, « A resurgent Russia is active in Syria and beyond », *Time*, 9 novembre 2015, sect. The Brief, 12.

ennemis. Le Pentagone a une crainte quant à l’implication de la Russie en Syrie, celle de voir apparaître une troisième « bulle défensive » en Syrie, après celle de la mer Baltique et celle de la mer noire. Ce sont en fait des zones où l’accès est refusé aux Américains ou à toute puissance extérieure sous prétexte que la Russie les considère comme son « étranger proche », un concept très proche de la « profondeur stratégique »<sup>226</sup>. La profondeur stratégique iranienne est également concernée mais si « bulle défensive » il y a pour Téhéran, elle servirait davantage pour se défendre d’Israël voire de l’Arabie Saoudite.

Malgré sa politique de *reset*, Obama avait bien tenté de disputer l’influence russe en Syrie. Il avait tenté un rapprochement dès son arrivée à la maison blanche dans le but que Damas mette un terme à ses relations avec l’Iran et le *Hezbollah*. Cela s’était traduit par la reprise des liens diplomatiques entre les deux pays. Mais Robert Ford, le nouvel ambassadeur en poste depuis 2010, a dû quitter la Syrie suite à sa visite en octobre 2011 d’*Hama*, une ville contrôlée par les rebelles<sup>227</sup>. Obama avait alors déjà changé son fusil d’épaule depuis le début de la crise syrienne. En avril 2011, il adressait ses premières critiques à son homologue syrien en constatant qu’Assad ignorait les demandes légitimes du peuple syrien pour plus de démocratie et appelant à stopper la répression des citoyens syriens. Le 18 août 2011, il va alors appeler Assad à démissionner et prendre la décision de geler les avoirs syriens aux États-Unis et d’interdire l’importation de pétrole syrien aux États-Unis ainsi que pour toutes les entreprises américaines. L’Union Européenne et le Canada seront incités à faire de même et répondront par la suite favorablement à cette demande américaine. L’objectif est alors pour les États-Unis que cela aboutisse à un changement de régime<sup>228</sup>. On peut donc interpréter la politique américaine à l’égard de la Syrie au tournant de la décennie comme un ultimatum : « arrêtez votre soutien à Téhéran ou exposez-vous à des sanctions qui mèneront vraisemblablement à la chute de votre régime ». Mamduh Nayouf<sup>229</sup> laisse penser que si les États-Unis avaient pu intervenir en Syrie, ils l’auraient fait, ce qui concorde avec l’avis de Sebastian Santander qui lui pense que la politique étrangère d’un pays ne dépend que très peu des alternances de pouvoir. Les intérêts des États-Unis seraient supérieurs et auraient la primauté sur les volontés de changement du président Obama<sup>230</sup>. Mamduh Nayouf pointe ainsi six raisons qui empêchent les États-Unis d’intervenir en Syrie : une densité démographique élevée en Syrie (plus de 100 habitants/km<sup>2</sup> avant la crise), la menace iranienne de représailles sur les alliés des Américains au Moyen-Orient, la position russe et chinoise, l’échec du *nation building* en Irak,

---

<sup>226</sup> Ibid., 15.

<sup>227</sup> Nayouf, *Vers le déclin de l’influence américaine au Moyen-Orient*, 186-87.

<sup>228</sup> Ibid., 189.

<sup>229</sup> Expert sur les problématiques liées au Moyen-Orient, titulaire d’un doctorat en « études sur le monde arabe et musulman » à l’Université « Bordeaux Montaigne ».

<sup>230</sup> Santander, « La politique étrangère d’Obama: le changement dans la continuité », 85.

l'hétérogénéité de l'opposition syrienne et enfin l'opinion publique américaine<sup>231</sup> Pour les mêmes raisons, l'opposition syrienne, notamment l'ASL n'a pas été soutenue comme elle l'aurait espéré, ce qui a été vécu comme un abandon par l'opposition et a provoqué des phénomènes d'islamisation et de radicalisation au sein de celle-ci.

C'est dans ce contexte que Moscou a réussi à se montrer incontournable car elle avait bien jugé la situation, notamment sur la capacité d'Assad à se maintenir au pouvoir malgré les pressions. Washington a alors pensé pouvoir utiliser Moscou et son influence en Syrie pour convaincre les généraux alaouites de chasser Assad et sa famille du pouvoir. Le projet de changement de régime n'est alors déjà plus véritablement le même étant donné que la communauté alaouite serait restée au pouvoir et aurait vraisemblablement conservé ses alliances avec l'Iran et le *Hezbollah*. Cela sera un autre échec américain sur le dossier syrien. L'Iran n'aurait pas pu obtenir des États-Unis une telle « solution de rechange » qui sonne comme un aveu de faiblesse. Là encore, la perception américaine de Téhéran en tant qu'acteur non-fiable et infréquentable joue son rôle. Les États-Unis se rangeront ensuite derrière le motif humanitaire pour fournir de l'aide financière à l'opposition syrienne, dont le total s'élevait déjà à 76 000 000\$ en 2014. Ce soutien à l'opposition modérée est fondamental pour Washington, surtout après l'émergence croissante des extrémistes au sein de l'opposition. Il s'agit désormais de la dernière carte pour Washington pour rester influente dans le conflit. Cette évolution, celle de la radicalisation de l'opposition syrienne, désirée stratégiquement par la Russie et par l'Iran, a rendu ces deux acteurs indispensables dans la résolution du conflit et a renforcé in fine la position d'Assad<sup>232</sup>. Aujourd'hui, ils semblent capables d'agir en totale indépendance de Washington, comme le prouve l'accord de collaboration des services d'espionnage de l'Iran, de l'Irak, de la Syrie et de la Russie concernant l'EI<sup>233</sup>.

## **5.6. Le conflit syrien, une proxy war généralisée entre partisans du multipolarisme et partisans de l'unipolarisme ? La vision de l'OCS**

### **5.6.1. La Syrie, préoccupation grandissante d'une organisation devenue transrégionale**

Présentée dans le cadre théorique de ce travail comme l'organisation régionale anti-hégémonique et anti-occidentale par excellence, et rassemblant la Russie et l'Iran au sein d'une même structure multilatérale, l'OCS mérite de voir sa position sur le conflit syrien être analysée.

---

<sup>231</sup> Nayouf, *Vers le déclin de l'influence américaine au Moyen-Orient*, 190-200.

<sup>232</sup> Ibid., 207.

<sup>233</sup> Thompson, « A resurgent Russia is active in Syria and beyond », 12-14.

L'organisation régionale a pour habitude d'être plutôt discrète sur les plans diplomatiques et géopolitiques. On comprend donc mieux pourquoi l'année 2011 ne verra pas l'OCS émettre de déclaration quant au conflit syrien. En 2012, le conflit a commencé à se régionaliser voire à se globaliser et l'OCS s'était d'abord positionnée contre toute intervention en Syrie. A l'époque, le contexte était différent avec notamment le dossier du nucléaire iranien qui n'était pas réglé et le président Ahmadinejad qui provoquait sans cesse l'Occident et ses alliés du Moyen-Orient. La posture trop provocatrice de l'ex-président iranien poussait la Russie à se distancier quelque peu de la position iranienne, pour qui l'intervention en Syrie avait déjà débuté. Les six pays membres avaient tout de même déclaré à l'unisson leur soutien pour le pays observateur de l'OCS dans le dossier nucléaire iranien : « Toute tentative de résoudre la question iranienne par la force serait inacceptable et entraînerait des conséquences imprévisibles, menaçant la stabilité et la sécurité dans la région et dans le monde entier ». Ils ont ajouté de manière plus générale et davantage en faisant référence au conflit syrien : « Les États membres sont opposés à toute intervention militaire, à l'imposition d'un changement de régime ou de sanctions unilatérales » avant de souligner la « nécessité de cesser toute sorte de violence, quelle qu'en soit l'origine » en Syrie. L'OCS, fidèle aux visions de la Russie et de la Chine, ses deux leaders, assurait également qu'une « solution pacifique du problème syrien par le dialogue politique » était dans l'intérêt de tous, incluant à la fois le peuple syrien et l'ensemble des acteurs de la scène internationale.

Au début de l'année 2015, les événements ont pris une autre tournure en Syrie, ce qui va engendrer des conséquences même pour l'OCS et notamment pour la Russie. En effet, suite au rapprochement de la Turquie, de l'Arabie Saoudite et du Qatar sur la crise syrienne, l'opposition commence à gagner de plus en plus de terrain et Assad se voit contraint de multiplier les appels à l'aide pour résister à ces offensives. D'un point de vue diplomatique, le président syrien a formulé en cette même année 2015 une demande pour acquérir le statut d'observateur à l'OCS. Mais les 6 membres de l'OCS semblaient préférer que la Syrie obtienne d'abord le statut de « partenaire de dialogue », soit le plus bas niveau de coopération au sein de l'organisation<sup>234</sup>. Actuellement, l'OCS n'a toujours pas statué sur cette demande d'adhésion et la Syrie ne fait donc toujours pas partie de l'OCS, d'une quelconque manière. On peut toutefois analyser cette demande de plusieurs manières et se demander de prime abord si celle-ci est recevable ou non. On peut également tenter de voir quels sont les intérêts pour l'OCS et surtout pour ses États Membres et autres États qui lui sont liés, parmi lesquels on retrouve la Russie en tant que membre à part entière et l'Iran en tant qu'observateur. L'article 3 de l'OCS spécifie que les membres s'engagent à promouvoir la paix, la sécurité et la confiance « dans la région ». On insiste donc sur le côté régional et exclusif de l'organisation. Mais de quelle région parle-t-on ? Pas de l'Asie Centrale car

---

<sup>234</sup> Ollie Richardson, « Syria, Egypt, Israel apply to join the SCO », *Fort Russ*, 26 juin 2016.

la Russie et la Chine ne font pas intégralement partie de cette région. Aujourd’hui avec l’adhésion de l’Inde et du Pakistan, c’est encore moins le cas. En définitive, la région de l’OCS est l’Eurasie et à travers une telle grille de lecture, la Syrie y a sa place. L’article 14 prévoit que pour coopérer avec l’OCS, il faut absolument acquérir le statut de partenaire de dialogue ou celui d’observateur. La Syrie peut donc se contenter du même statut que son voisin turc, celui de partenaire de dialogue, ce qui peut être réalisé grâce à un accord spécial entre États membres. L’article 16 prévoit que l’organisation ne recherche pas l’unanimité de ses membres, observateurs et partenaires sur tous les sujets. Les membres peuvent donc librement décider de ne pas s’intégrer à certains projets ou décider de les rejoindre ultérieurement. On peut donc en conclure que d’un point de vue légal, l’adhésion de la Syrie ne rencontre pas de véritable obstacle apparent.

Militairement, la Syrie est le théâtre d’une confrontation entre les partisans du monde unipolaire et ceux du monde multipolaire. Cela ne signifie pas que tous les membres de l’OCS doivent engager des troupes en Syrie mais tous pourraient s’engager dans la formation ou le conseil de l’armée syrienne. Quand la Russie a compris qu’elle avait une opportunité de gagner en influence dans la région du Moyen-Orient, elle est intervenue militairement mais a également favorisé la montée de la question syrienne à l’agenda de l’OCS. Cela était parfaitement justifiable, l’organisation ayant pour mission de combattre les trois maux que sont le terrorisme, le séparatisme et l’extrémisme. La Syrie fait actuellement face à ces trois maux simultanément, notamment dans sa lutte contre l’EI. L’organisation ayant pour objectif de stabiliser l’Afghanistan, la Syrie pourrait représenter un terrain d’entraînement grandeur nature dans la poursuite de cet objectif. L’Afghanistan est devenu membre observateur depuis 2012, ce qui devait faciliter l’objectif de stabilisation de ce pays. La Russie joue la montre concernant la Syrie mais son intégration partielle, en tant qu’observateur, pourrait être utile à bien des égards. Si la Syrie était intégrée à l’OCS, le soutien russe serait institutionnalisé et multilatéralisé, respectant la législation onusienne et visant exclusivement le contre-terrorisme. Un soutien multilatéral au gouvernement syrien le mettrait en position de force par rapport à ses opposants, ce qui obligerait les Occidentaux et les membres du CCG à changer leur fusil d’épaule. Enfin, l’inclusion de la Syrie au sein de l’OCS serait une révolution pour l’organisation et surtout ses États Membres et apparentés dans la manière de se confronter à l’Occident. L’organisation s’est toujours positionnée comme un challenger des occidentaux sur le plan économique et financier. Dans ce cas-ci, elle franchirait clairement un pas en se positionnant contre les partisans d’un monde unipolaire mais sur le plan géopolitique<sup>235</sup>. Il est intéressant de voir qu’il a fallu attendre l’année 2015 pour que l’implication de l’OCS dans le conflit syrien prenne réellement de l’ampleur après les déclarations de 2012. On peut

---

<sup>235</sup> Andrew Korybko, « The case for bringing Syria into the SCO », Internet journal focusing on current political issues in Eurasia and beyond, *OrientalReview*, (26 janvier 2015).

constater à ce niveau l'échec de l'Iran qui n'a pas été capable, de son statut de membre observateur, d'influer sur l'agenda de l'OCS. L'Iran existe donc à l'OCS via la Russie qui, elle, est capable de mobiliser l'organisation transrégionale en fonction de ses intérêts. L'Iran peut toutefois profiter de cette mobilisation, ses intérêts étant très similaires à ceux de la Russie. 2015 est aussi l'année de la signature de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien et on peut se questionner sur l'attitude russe de ce point de vue. N'a-t-elle pas attendu que l'Iran redevienne « fréquentable » pour s'afficher, entraînant l'OCS dans sa foulée, avec Téhéran sur la crise syrienne ?

L'OCS n'a pas vocation à rester une organisation purement régionale. Les récentes arrivées de l'Inde et du Pakistan en sont la preuve, ces deux pays ne faisant pas du tout partie de la région de l'Asie Centrale, qui était pourtant l'espace d'influence initial de l'organisation. Avec la présence de deux *global players* que sont la Chine et la Russie, tous deux membres permanents du CSNU, l'organisation avait dès le départ pour vocation de se transformer en organisation transrégionale<sup>236</sup>. L'Iran se situe géographiquement au carrefour de plusieurs mondes : le Moyen-Orient, le sous-continent indien et l'Asie centrale. Sa situation géographique en fait donc un partenaire de choix pour l'OCS dans cette optique de devenir une organisation transrégionale. Ensuite, l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien a réintégré Téhéran au sein de la communauté internationale. L'Iran est aujourd'hui un partenaire plus fréquentable pour n'importe quel acteur désireux de traiter avec lui. Économiquement, la levée des sanctions onusiennes, européennes et américaines qui pesaient sur l'Iran en font un acteur nouvellement prisé. C'est d'autant plus le cas lorsqu'on réfléchit aux priorités de l'OCS, qui, sous l'impulsion de Pékin notamment, ont mis l'accent sur la coopération économique entre les États membres ou apparentés. Enfin, la position de l'Iran sur la Syrie est très proche de celle des Russes et des Chinois, ce qui laisse entrevoir des possibilités de coopération sur les plans diplomatique et géopolitique. La Chine n'a pas été intégrée aux pourparlers d'Astana, qui ne rassemblaient que la Russie, l'Iran et la Turquie. Mais ces pourparlers rassemblent tout de même un membre à part entière, un observateur et un partenaire de discussion de l'OCS. Pour toutes ces nouvelles convergences, on pourrait s'attendre à l'adhésion de l'Iran comme membre à part entière de l'OCS dans un avenir proche.

### **5.6.2. La position chinoise sur le conflit syrien en tant que leader de l'OCS : une application de principes communs avec la Russie et l'Iran**

Si elle était absente des pourparlers d'Astana et relativement effacée dans la résolution de la crise syrienne, la Chine a pourtant bel et bien sa propre vision du conflit syrien. Sur ce dossier, elle s'est toujours positionnée en cohérence avec les principes internationaux qu'elle défend, notamment la non-

---

<sup>236</sup> Majid Divsalar et Ebrahim Javadi Veshki, « Regional security arrangements and foreign policy of the Islamic Republic of Iran case study: Shanghai Cooperation Organization », *Journal of Politics and Law* 9, n° 6 (2016): 5.

ingérence dans les affaires intérieures des États. En février 2012, elle a mis son véto comme la Russie aux propositions de résolution du CSNU qui visaient à condamner la répression qu'infligeait le président syrien à son peuple. Le chef de la diplomatie chinoise, M. Dai avait alors signifié à la secrétaire d'État américaine Clinton que les violences en Syrie relevaient des affaires internes à ce pays et que la Chine soutenait les initiatives politiques de la ligue arabe pour résoudre ce conflit. Il est intéressant de constater que la ligue arabe s'est toujours positionnée en faveur de l'opposition syrienne et que par ces mots, la Chine se montre indirectement contre le maintien d'Assad au pouvoir en Syrie.

On peut toutefois rappeler qu'en début d'année 2012, le conflit syrien n'avait pas encore véritablement connu l'émergence de l'organisation terroriste EI et que de manière générale, l'opposition avait une image bien plus modérée qu'elle ne l'a aujourd'hui. Aussi, le conflit ne s'était pas encore globalisé et les puissances extérieures étaient évidemment bien moins présentes qu'elles ne le seront par la suite. Ce n'est toutefois pas une décision isolée que de mettre son véto aux propositions de résolutions du CSNU condamnant le gouvernement syrien pour la Chine. Elle avait déjà fait de même en novembre 2011 et elle répétera une troisième fois cet acte en juillet 2012. Pour comprendre la position chinoise, il faut se baser sur les principes qu'elle soutient et défend mais également sur le mauvais souvenir qu'elle conserve de la tragédie libyenne. Pékin s'était également abstenu et avait donc permis que la résolution 1973 soit actée par le CSNU, entraînant l'intervention et le changement de régime que l'on connaît en Libye. Économiquement, la Chine n'est que très peu présente en Syrie et peut donc se permettre d'agir comme bon lui semble car elle n'a pas grand-chose à perdre, ni même à gagner. En l'absence (relative) d'intérêts, ce sont donc les idées et les principes qui prennent le dessus. Et nul doute que l'anti-occidentalisme est un autre principe qui guide la diplomatie chinoise dans le conflit syrien vers un rapprochement des vues russes et iraniennes qui soutiennent Assad.

La montée en puissance des groupes extrémistes, EI en tête, et du terrorisme en Syrie ne fera que consolider le choix de la Chine. Elle aussi fait face à une minorité musulmane qui désire son émancipation, dans la province du Xinjiang, et à l'instar de la Russie, elle ne compte pas laisser les groupes extrémistes sunnites de Syrie enflammer la région et se présenter aux portes de son territoire, par effet « tache d'huile ». A partir de mars 2016, la Chine a décidé de devenir plus active et plus présente dans la résolution de la crise syrienne. Elle a d'abord nommé un « représentant spécial pour la Syrie » dans une volonté de devenir un acteur incontournable du conflit, notamment comme médiateur. En août 2016, Pékin a envoyé son amiral Guan Youfei, responsable de la coopération militaire internationale à Damas afin de développer des « liens militaires plus étroits »<sup>237</sup>. En fin d'année 2016, la Chine ira jusqu'à mettre en application ces intentions en fournissant dans un premier temps de

---

<sup>237</sup> « La Chine va former des membres de l'armée syrienne », *Le Monde*, 25 août 2016.

l'équipement médical et des médicaments à l'armée syrienne, avant que l'armée chinoise ne forme ses homologues syriens dans le même secteur médical. L'objectif est de réduire la crise humanitaire en Syrie. Mais au-delà de celui-ci, le timing de l'intervention chinoise est particulièrement intéressant à analyser. Celle-ci a lieu bien plus tardivement dans le conflit que pour d'autres acteurs majeurs, et plus exactement lorsque la Syrie va avoir besoin de liquidités et d'investissements pour reconstruire l'entièreté de son pays. Les intérêts chinois sont donc, comme très souvent, davantage de nature économiques, ce qui différencie la Chine de la Russie et de l'Iran. Toutefois, si les intérêts diffèrent, la nouvelle présence chinoise en Syrie ne fait que renforcer considérablement l'Iran et la Russie sur le dossier syrien. On comprend donc parfaitement qu'avec ses deux leaders partageant une vision très proche du conflit syrien, l'OCS adopte une diplomatie semblable. Et cela sans compter le statut d'observateur de l'Iran, dont le soutien pour Assad est encore plus prononcé et dont l'influence régionale, en ce compris au sein de l'OCS, ne cesse de croître.



## **6. Conclusion**

L'Iran et la Russie sont bel et bien des acteurs étatiques poursuivant tous les deux une stratégie anti-hégémonique sur la scène internationale. On peut retrouver des pans de cette stratégie dans de nombreux dossiers internationaux à travers le monde.

Sur la crise syrienne, les deux acteurs ne disposent pas vraiment des mêmes leviers ni des mêmes atouts. L'Iran est en véritable confrontation régionale avec l'Arabie Saoudite, ce qui rencontre ses intérêts liés à sa recherche de puissance et d'influence dans la région et alimente sa perception négative du royaume saoudien, celui-ci étant un allié du « Grand Satan » américain. La Russie ne fait pas partie de la région moyen-orientale et ne laisse pas sa politique étrangère être influencée par une éventuelle perception du royaume saoudien. L'objectif russe en Syrie ne vise donc pas véritablement un affaiblissement de l'Arabie Saoudite dans la région, au contraire de l'Iran. Ensuite, la Russie n'a pas d'intérêt à conserver ou renforcer à tout prix les liens entre les acteurs du « Front de Résistance ». La seule profondeur stratégique que la Russie peut revendiquer au sein de ces États est la Syrie, avec la présence des atouts stratégiques que représentent le port de Tartous et la base aérienne de Lattaquié. La profondeur stratégique iranienne n'est autre que l'entièreté de ce « Front », dont tous les acteurs forment un chaînon de l'influence iranienne au Moyen-Orient et de la lutte contre Israël. Perdre Bachar al-Assad, même s'il était remplacé par un pouvoir alaouite, serait bien plus risqué pour l'Iran qui verrait son « Front » et son lien avec le *Hezbollah* fragilisé, voire rompu. Du côté russe, on pourrait accepter la chute d'Assad pour autant que celui-ci adopte une position assez proche de son prédécesseur et permette l'accès à Tartous et Lattaquié. D'un point de vue régional, c'est donc l'Iran qui est le plus actif dans le conflit syrien, et de manière très légitime au vu des enjeux régionaux capitaux pour la République Islamique qui seront déterminés par l'issue du conflit syrien. L'intervention aérienne russe depuis septembre 2015 a clairement changé la donne mais n'a pas fait de Moscou l'acteur majeur du conflit syrien sur le plan régional. L'objectif de la Russie semble de laisser l'Iran user de son influence en Syrie, en Irak et au Liban pour prendre le dessus sur l'Arabie Saoudite. La Russie peut bénéficier des retombées en voyant les États-Unis fragilisés par la perte d'influence de ses relais au Moyen-Orient.

Sur le plan global, que ce soit dans sa confrontation bilatérale avec les États-Unis, dans les négociations multilatérales sur la Syrie ou via son leadership au niveau transrégional, la Russie est l'acteur central de ce conflit syrien. Les Russes sont davantage concernés par la lutte d'influence avec les États-Unis et ont davantage de leviers pour faire fléchir les Américains sur le plan bilatéral : la Syrie peut servir de monnaie d'échange pour la résolution de la crise ukrainienne. L'expansion de l'OTAN pourrait ainsi être freinée et voir la Russie remporter une victoire dans la défense de ce qu'elle

considère comme son étranger proche : l'Asie Occidentale et l'Europe orientale. La Russie fait aussi partie outre l'OCS de plusieurs groupes se positionnant contre la position hégémonique des États-Unis. Elle est à ce niveau bien plus dangereuse pour les États-Unis que l'Iran qui contrecarre les intérêts américains uniquement au Moyen-Orient et dans une moindre mesure en Asie centrale. L'Iran a pu être intégré aux négociations grâce aux russes et ceux-ci ont même fait en sorte qu'il soit intégré pour les négociations futures. L'Iran n'a pas été capable de faire fléchir l'OCS sur la question syrienne et doit donc se plier à la volonté d'un acteur plus influent que lui dans l'organisation, Moscou. Comme la Russie au niveau régional, l'Iran a tout intérêt à laisser la Russie opérer au niveau global sur le conflit syrien. En s'associant à ses initiatives et en les renforçant, l'Iran peut en tirer des bénéfices et voir les États-Unis perdre en influence que ce soit au Moyen-Orient ou ailleurs dans le monde. L'Ayatollah Khomeiny est décédé depuis 28 ans maintenant mais le pouvoir et une partie de la population iranienne n'ont pas perdu leur animosité envers les États-Unis.

En définitive, les deux acteurs ont tous les deux intérêt, dans une logique rationnelle et réaliste, à laisser l'autre opérer au niveau de pouvoir où il est le plus efficace. C'est d'ailleurs le choix pour lequel ils ont opté. La réponse à notre question de recherche, intitulée « *Les stratégies russes et iraniennes visant à contrer l'influence américaine au sein du conflit syrien incarnent-elles une alliance stratégique anti-hégémonique ?* », est maintenant très claire. A défaut d'une véritable alliance pérenne, ces deux acteurs forment temporairement et de manière très circonstancielle un axe anti-hégémonique et anti-américain, particulièrement dans le conflit syrien.

# Bibliographie

## Documents officiels

« Charte des Nations Unies ». ONU, 26 juin 1945. <http://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-i/index.html>.

Programme de communication sur le génocide au Rwanda. « La responsabilité de protéger ». Département de l'Information des Nations Unies, mars 2012. [www.un.org/fr/preventgenocide/rwanda/pdf/responsability.pdf](http://www.un.org/fr/preventgenocide/rwanda/pdf/responsability.pdf).

« Résolution 2042 ». ONU, 14 avril 2012. [http://www.operationspaix.net/DATA/DOCUMENT/7006~v~Resolution\\_du\\_Conseil\\_de\\_securite\\_sur\\_la\\_situation\\_au\\_Moyen-Orient\\_\\_S\\_RES\\_2042\\_\\_2012\\_.pdf](http://www.operationspaix.net/DATA/DOCUMENT/7006~v~Resolution_du_Conseil_de_securite_sur_la_situation_au_Moyen-Orient__S_RES_2042__2012_.pdf).

« Résolution 2043 ». ONU, 21 avril 2012. [http://www.un.org/fr/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/2043\(2012\)](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2043(2012)).

## Ouvrages et chapitres d'ouvrages de référence

AYATI, Ata. ZARIFIAN, Julien. CHAUDET, Didier. MELANDRI, Pierre. RIGOULET-ROZE, David. SAMAAN, Jean-Loup. WESSER, Sébastien. Et BIRCHFIELD, Vicky. *Politique américaine*. L'Harmattan. 26. Paris, 2015 : 177p.

ARDANT, Philippe. Et DUHAMEL, Olivier. éd. *La souveraineté*. 1. éd. Pouvoirs 67. Paris: Presses Univ. de France, 1993 : 193p.

BACHKATOV, Nina. « La Russie et sa nouvelle stratégie de puissance mondiale ». In *L'émergence de nouvelles puissances, vers un système multipolaire: Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde, Mexique, Russie*, Ellipses., Paris, 2009 : pp.205-30.

BACHKATOV, Nina. *L'énergie diplomate: enjeux et effets de la diplomatie énergétique de la Fédération de Russie*. Bruxelles: Bruylant, 2012 : 262p.

BATTISTELLA, Dario. *Théories des relations internationales*. 3. éd. mise à jour et augmentée. Paris: Presses de Sciences Po, 2009 : 694p.

BATTISTELLA, Dario. *Théories des relations internationales*. 5e édition mise à jour. Paris: Presses de Sciences Po, 2015 : 718p.

BODIN, Jean. FREMONT, Christiane. COUZINET, Marie-Dominique. et ROCHAIS, Henri. *Les six livres de la République*. Corpus des œuvres de philosophie en langue française. Paris: Fayard, 1986 : 1718p.

CASERTANO, Stefano. *Our land, our oil!: natural resources, local nationalism, and violent secession*. Wiesbaden: Springer VS, 2010 : 290p.

COX, Robert. « Gramsci, Hegemony and International Relations: an essay in method ». In *Gramsci, Historical Materialism and International Relations*, Cambridge University Press., Cambridge, 1993 : pp.49-66.

EDER, Thomas Stephan. *China-Russia Relations in Central Asia*. Research. Wiesbaden: Springer Fachmedien Wiesbaden, 2014 : 148p. (doi:10.1007/978-3-658-03272-2).

ESKELINEN, Heikki. LIIKANEN, Ilkka. et SCOTT, James Wesley. éd. *The EU-Russia borderland: new contexts for regional co-operation*. BASEES/Routledge series on Russian and East European Studies 84. London ; New York: Routledge, 2012 : 238p.

GILPIN, Robert. Et GILPIN, Jean M. *The political economy of international relations*. Princeton, N.J: Princeton University Press, 1987 : 472p.

HALL, Gregory Otha. *Authority, Ascendancy, and Supremacy: China, Russia, and the United States' Pursuit of Relevancy and Power*. Routledge Advances in International Relations and Global Politics 114. New York: Routledge/Taylor & Francis Group, 2014 : 188p.

JOSSERAN, Tancrède. LOUIS, Florian. et PICHON, Frédéric. *Géopolitique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord: du Maroc à l'Iran*. 1re édition. Collection « Major ». Série géopolitique. Paris: Presses Universitaires de France, 2012 : 256p.

KATEB, Alexandre. *Les nouvelles puissances mondiales: pourquoi les BRIC changent le monde*. Paris: Ellipses, 2011 : 272p.

NAYOUF, Mamduh. *Vers le déclin de l'influence américaine au Moyen-Orient*. Comprendre le Moyen-Orient. Paris: L'Harmattan, 2014 : 242p.

SANTANDER, Sebastian, éd. *Puissances émergentes, un défi pour l'Europe?* Paris: Ellipses, 2012 : 382p.

SANTANDER, Sebastian. et ARÈS, Mathieu. éd. *L'émergence de nouvelles puissances, vers un système multipolaire: Afrique du sud, Brésil, Chine, Inde, Mexique, Russie*. Paris: Ellipses, 2009 : 250p.

TELÒ, Mario. *Relations internationales: une perspective européenne*. 3. éd. revue et augm. Collection Etudes européennes. Bruxelles (B): Éditions de l'Université de Bruxelles, 2013 : 246p.

THERME, Clément. *Les relations entre Téhéran et Moscou depuis 1979*. International. Histoire et politique. Paris : Geneva: Presses universitaires de France ; The Graduate Institute Publications, 2012 : 298p.

WENDT, Alexander. *Social theory of international politics*. Cambridge studies in international relations 67. Cambridge, UK ; New York: Cambridge University Press, 1999 : 452p.

WODKA-GALLIEN, Philippe. *Dictionnaire de la dissuasion*. Rennes: Marines, 2011 : 377p.

ZARIFIAN, Julien. « Les États-Unis et l'Iran, tenants et aboutissants de la (non-)relation bilatérale ». In *L'Iran et les grands acteurs régionaux et globaux*, L'Harmattan., pp. 393-407. Iran and transition. Paris, 2012.

## **Articles scientifiques**

AKBARZADEH, Shahram. « Iran and the Shanghai Cooperation Organization: Ideology and Realpolitik in Iranian Foreign Policy ». *Australian Journal of International Affairs* 69, n° 1 (2 janvier 2015): pp. 88-103. (doi:10.1080/10357718.2014.934195).

BAYRAMZADEH, Kamal. « Cahier n°27 : La lutte pour l'hégémonie régionale dans les relations internationales : le cas du conflit syrien» ». *Cahiers de Sciences politiques de l'ULg [En Ligne]*, n° 27 (mars 2013). <http://popups.ulg.ac.be/1784-6390/index.php?id=723>.

COHEN, Ariel. « The “Primakov Doctrine”: Russia's zero-sum game with the United States ». *The Heritage Foundation*, n° 167 (15 décembre 1997). [http://s3.amazonaws.com/thf\\_media/1997/pdf/fyi167.pdf](http://s3.amazonaws.com/thf_media/1997/pdf/fyi167.pdf).

COVILLE, Thierry. « La politique syrienne de l'Iran : entre intérêts stratégiques et débats internes ». *Confluences Méditerranée* 89, n° 2 (2014): pp. 95-104. (doi:10.3917/come.089.0095).

- DANNREUTHER, Roland. « Russia and the Middle East: A Cold War Paradigm? » *Europe-Asia Studies* 64, n° 3 (mai 2012): pp. 543-560. (doi:10.1080/09668136.2012.661922).
- DELANOË, Igor. « États-Unis et Russie : les balbutiements de la « Guerre froide » ». *Confluences Méditerranée* 89, n° 2 (2014): pp. 133-143. (doi:10.3917/come.089.0133).
- DJALILI, Mohammad-Reza. et KELLNER, Thierry. « L'Iran dans son contexte régional ». *Politique étrangère* Automne, n° 3 (2012): pp. 519-531. (doi:10.3917/pe.123.0519).
- DIVSALAR, Majid. Et VESHKI, Ebrahim Javadi. « Regional security arrangements and foreign policy of the Islamic Republic of Iran case study: Shanghai Cooperation Organization ». *Journal of Politics and Law* 9, n° 6 (2016): pp. 1-8.
- DUSSAUGE, Pierre. et GARRETTE, Bernard. « Determinants of success in international strategic alliances: evidence from the global aerospace », *Journal of International Business Studies*, 26, n°3 (1995): pp. 505-531.
- EMILE BITAR, Karim. « La Syrie, foyer de déstabilisation régionale ? » *Confluences Méditerranée* 89, n° 2 (2014): pp. 67-79. (doi:10.3917/come.089.0067).
- EYNAUDI, Matthieu. « A Astana, la redéfinition des rapports de force dans les négociations sur la Syrie ». *Les Clés du Moyen-Orient*, 9 février 2017. <http://www.lesclesdumoyenoriente.com/A-Astana-la-redefinition-des-rapports-de-force-dans-les-negociations-sur-la.html>.
- EYNAUDI, Matthieu. « La réouverture des négociations sur la Syrie à Genève : peu d'avancées tangibles avant de retourner à Astana ». *Les Clés du Moyen-Orient*, 14 mars 2017. <http://www.lesclesdumoyenoriente.com/La-reouverture-des-negociations-sur-la-Syrie-a-Geneve-peu-d-avancees-tangibles.html>.
- FACON, Isabelle. « Moscow's global foreign and security strategy: does the Shanghai Cooperation Organization meet russian interests? » *Asian Survey* 53, n° 3 (Mai-Juin 2013): pp. 461-83.
- GRAS, Cédric. et SHVEDOV, Vycheslav. « Extrême-Orient russe, une incessante (re)conquête économique ». *Hérodote* 138, n° 3 (2010): pp. 127-143. (doi:10.3917/her.138.0127).
- HANSEN, Flemming Splidsboel. « China, Russia, and the Foreign Policy of the SCO ». *Connections: The Quarterly Journal* 11, n° 2 (2012): pp. 95-102. (doi:10.11610/Connections.11.2.08).
- HERLEMONT-ZORITCHAK, Nathalie. « « Droit d'ingérence » et droit humanitaire : les faux amis ». *Humanitaire*, n° 23 (Décembre 2009): [En ligne].
- KATZ, Mark N. « Russia and the Shanghai Cooperation Organisation: Moscow's lonely road from Bishkek to Dushambe ». *Asian Perspective* 32, n° 3 (2008): pp. 183-87.
- LYNCH, Allen C. « The Realism of Russia's Foreign Policy ». *Europe-Asia Studies* 53, n° 1 (janvier 2001): pp. 7-31. (doi:10.1080/09668130124714).
- MINATCHEV, Andrei. et LÈVESQUE, Jacques. « L'identité et la sécurité de la Russie: Les crises internationales comme miroir de la guerre de Tchétchénie ». *Études internationales* 35, n° 1 (2004): pp. 49-72. (doi:10.7202/008447ar).
- NORLING, Nicklas. et SWANSTRÖM, Niklas. « The Shanghai Cooperation Organization, Trade, and the Roles of Iran, India and Pakistan ». *Central Asian Survey* 26, n° 3 (septembre 2007): pp. 429-444. (doi:10.1080/02634930701702779).
- PHILLIPS, Christopher. « Sectarianism and Conflict in Syria ». *Third World Quarterly* 36, n° 2 (février 2015): pp. 357-376. (doi:10.1080/01436597.2015.1015788).

- RAKHIMOV, Mirzokhid. « Internal and external dynamics of regional cooperation in Central Asia ». *Journal of Eurasian Studies*, n° 1 (2010): pp. 95-101.
- RAVENEL, Bernard. « La nucléarisation progressive du conflit israélo-palestinien ». *Recherches internationales*, n° 82 (Avril-Juin 2008): pp. 87-104.
- ROMÉO, Lisa. « Syrie et Russie : historique des relations de 1946 à 2012 ». *Les Clés du Moyen-Orient*, 16 février 2012. <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Syrie-et-Russie-historique-des.html>.
- RONDOT, Philippe. « La guerre du Chatt al-Arab : les raisons de l'Irak ». *Politique étrangère* 45, n° 4 (1980): pp. 867-879. (doi:10.3406/polit.1980.3004).
- RUOL, Muriel. « Ingérence et non-ingérence: sur un prétexte droit d'intervenir par humanité ». *Interfaces, Rebonds*, n° 6 (mars 2000). <https://www.unamur.be/sciences/philosoc/interfaces/publications/rebonds06>.
- SAAB, Mathieu. « L'Arabie saoudite et les États-Unis : une relation sur le déclin. Première partie : évolution de la monarchie wahhabite moderne ». *Les Clés du Moyen-Orient*, 28 octobre 2016. <http://www.lesclesdumoyenorient.com/L-Arabie-saoudite-et-les-États-Unis-une-relation-sur-le-declin-Premiere-partie.html>.
- SANTANDER, Sebastian. « La politique étrangère d'Obama: le changement dans la continuité ». *La Revue Nouvelle*, n° 01/2 (janvier 2013): pp. 78-85.
- SFEIR, Antoine J. « Iran, Pays incontournable ». *Nations Emergentes*, n° 27 (Février 2016). <https://cdn.uclouvain.be/public/Exports%20reddot/bspo/images/Iran-fevrier-2016.pdf>.
- THERME, Clément. « La nouvelle « guerre froide » entre l'Iran et l'Arabie saoudite au Moyen-Orient ». *Confluences Méditerranée* 88, n° 1 (2014): pp. 113-125. (doi:10.3917/come.088.0113).
- VERNOCHET, Jean-Michel. « Iran : minorités nationales, forces centrifuges et fractures endogènes ». *Maghreb - Machrek* 201, n° 3 (2009): pp. 57-78. (doi:10.3917/machr.201.0057).
- WALT, Stephen. « International Relations. One World, Many Theories. » *Foreign Policy*, n° 110 (Spring 1998): pp. 29-46.

## **Articles de presse**

- « After a year of boldness, Saudi Arabia is in retreat ». *The Economist*. 10 décembre 2016, sect. Middle East and Africa.
- « America's growing toughness towards Iran ». *The Economist*. 23 février 2017, sect. Leaders.
- BIRNBAUM, Michael. « Russia's anti-American fever goes beyond the Soviet era's ». *The Washington Post*. 8 mars 2015, sect. Europe. [https://www.washingtonpost.com/world/europe/russias-anti-us-sentiment-now-is-even-worse-than-it-was-in-soviet-union/2015/03/08/b7d534c4-c357-11e4-a188-8e4971d37a8d\\_story.html?utm\\_term=.29b899ef818f](https://www.washingtonpost.com/world/europe/russias-anti-us-sentiment-now-is-even-worse-than-it-was-in-soviet-union/2015/03/08/b7d534c4-c357-11e4-a188-8e4971d37a8d_story.html?utm_term=.29b899ef818f).
- BRETEAU, Pierre. et ZERROUKY, Madjid. « Comment l'Etat islamique a perdu 70 % de son territoire utile en Irak et en Syrie en trois ans ». *Le Monde*. 13 mars 2017, sect. Les Décodeurs. [http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/visuel/2017/03/13/comment-l-etat-islamique-a-recule-en-irak-et-en-syrie-depuis-2014\\_5093896\\_4355770.html](http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/visuel/2017/03/13/comment-l-etat-islamique-a-recule-en-irak-et-en-syrie-depuis-2014_5093896_4355770.html).
- CONESA, Pierre. « Cinq conflits entremêlés ». *Le Monde diplomatique*. Décembre 2015.
- DAZI-HÈNI, Fatiha. « Drôle de guerre dans le Golfe ». *Le Monde diplomatique*. Juillet 2017.

DJALILI, Mohammad-Reza. et KELLNER, Thierry. « Ankara et Téhéran, alliés ou concurrents? » *Le Monde diplomatique*. Janvier 2017.

EL-KHOURY, Bachir. « Qui sont les rebelles syriens? » *Le Monde diplomatique*. Décembre 2016.

ERDBRINK, Thomas. « Iranian Voter's Plea: Stop Saying "Death to America" ». *The New York Times*. 15 mai 2017, sect. Middle East. <https://www.nytimes.com/2017/05/15/world/middleeast/iran-election-rouhani-khamenei-raisi-economy.html>.

HERSH, Seymour. « The Iran Plans : would President Bush go to war to stop Tehran from getting the bomb? » *The New Yorker*. 17 avril 2006, sect. Annals of National Security. <http://www.newyorker.com/magazine/2006/04/17/the-iran-plans>.

« Iran join talks in vienna about the syrian civil war ». *The Economist*. 31 octobre 2015, sect. Middle East and Africa.

« Iran shores up Assad's home front ». *The Economist*. 21 mai 2015, sect. Intelligence Unit.

« Kofi Annan's six-point plan for Syria ». *Al Jazeera*, mars 2012, sect. Politics. <http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2012/03/2012327153111767387.html>.

KOSTRZ, Marie. « Le Hezbollah maître du jeu libanais ». *Le Monde diplomatique*. Avril 2016.

« La Chine va former des membres de l'armée syrienne ». *Le Monde*. 25 août 2016. [http://www.lemonde.fr/syrie/article/2016/08/25/la-chine-va-former-des-membres-de-l-armee-syrienne\\_4988001\\_1618247.html](http://www.lemonde.fr/syrie/article/2016/08/25/la-chine-va-former-des-membres-de-l-armee-syrienne_4988001_1618247.html).

LAZARE, Daniel. « La redoutable influence de Riyad à Washington ». *Le Monde diplomatique*. Juillet 2017.

LÉVESQUE, Jacques. « Quitte ou double de la Russie à Alep ». *Le Monde diplomatique*. Novembre 2016.

REKACEWICZ, Philippe. « La Russie, une et multiple ». *Le Monde diplomatique*. janvier 1997, sect. Cartes, Classement régional, Europe. <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/russieethnique-mdv1997>.

RICHARDSON, Ollie. « Syria, Egypt, Israel apply to join the SCO ». *Fort Russ*, 26 juin 2016. <http://www.fort-russ.com/2016/06/syria-egypt-israel-apply-to-join-sco.html>.

« The long arm ». *The Economist*. 22 janvier 2015, sect. Middle East and Africa.

« The Shia crescendo ». *The Economist*. 28 mars 2015, sect. Middle East and Africa.

THOMPSON, Mark. « A resurgent Russia is active in Syria and beyond ». *Time*. 9 novembre 2015, sect. The Brief.

« Washington "disturbed" by Baghdad's alliance with Moscow: source ». *Asharq Al-Awsat*. 19 octobre 2015, sect. Middle East. <https://english.awsat.com/theawsat/news-middle-east/washington-disturbed-by-baghdads-alliance-with-moscow-source>.

ZAJEC, Olivier. « Basculement stratégique au Proche-Orient ». *Le Monde diplomatique*. Novembre 2015.

## **Sites Internet**

<http://www.larousse.fr>

KORYBKO, Andrew. « The case for bringing Syria into the SCO ». Internet journal focusing on current political issues in Eurasia and beyond. *Oriental Review*, 26 janvier 2015. <https://orientalreview.org/2015/01/26/the-case-for-bringing-syria-into-the-sco/>.

GAUSE, Gregory. « Is Saudi Arabia really counter-revolutionary? » *Foreign Policy*. 9 août 2011, sect. The Middle East Channel. <http://foreignpolicy.com/2011/08/09/is-saudi-arabia-really-counter-revolutionary/>.

TON, Ron. PERLOT, Wilbur. et WURZER, Hans. « Overview Syrian peace talks ». *Clingendael Netherlands Institute of International Relations*, mars 2016. <https://www.clingendael.nl/sites/default/files/Overview%20Syrian%20peace%20talks%20-%20March%202016.pdf>.

## **Thèses, mémoires et autres travaux académiques**

DELANEY, Jennifer. « The Unlikely Partnership: The State of the U.S.-Saudi Relationship ». *Hawai'i Pacific University*, 2009. [https://www.hpu.edu/CHSS/History/GraduateDegree/MADMSTheses/files/Jennifer\\_Delaney\\_Final\\_MADMS\\_Thesis\\_Aug\\_2009.pdf](https://www.hpu.edu/CHSS/History/GraduateDegree/MADMSTheses/files/Jennifer_Delaney_Final_MADMS_Thesis_Aug_2009.pdf).

DELOUR, Amaury. « Dossier nucléaire iranien: la relation entre Iran et États-Unis, une interdépendance asymétrique? ». *Université de Liège*, 17 août 2015.

DELOUR, Amaury. « Quel est le rôle de la Russie dans les négociations sur un accord de transition concernant la crise syrienne lors des conférences de Genève I et Genève II? ». *Université de Liège*, 29 mai 2017.

DELVAUX, Julie. « La dynamique des partenariats “sud-sud”: un outil au service d’une conquête hégémonique ? Analyse du partenariat stratégique global sino-brésilien ». *Université de Liège*, 2016. <https://matheo.ulg.ac.be/handle/2268.2/1638>.

## **Autres documents**

FOURQUET, Thomas. « Clément Therme, Les relations entre Téhéran et Moscou depuis 1979 ». *Lecture [En Ligne]*, Les Comptes Rendus, 2013. <https://lectures.revues.org/11270>.

KATZMAN, Kenneth. « Iran: U.S. Concerns and Policy Responses ». Washington: *Congressional Research Service*, 4 mars 2011. [www.parstimes.com/history/crs\\_march\\_11.pdf](http://www.parstimes.com/history/crs_march_11.pdf).

KAYE, Dalia Dassa. NADER, Alireza. et ROSHAN, Parisa. « Israel and Iran: a dangerous rivalry ». Santa Monica, CA: *RAND National Defense Research Institute*, 2011.

ROUPPERT, Bérangère. « Les armes nucléaires tactiques américaines en Europe: les enjeux d’un éventuel retrait ». Bruxelles: *Groupe de recherche et d’information sur la paix et la sécurité (GRIP)*, 2012. <http://www.grip.org/fr/node/105>.